

# PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1992-1993  
du 13 octobre 1992 au 11 octobre 1993

## TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>A</b>			
<b>Anselme, Ministre des Affaires sociales (depuis le 4 mai 1993)</b>			
Insuffisance du remboursement de la dialyse rénale péritonéale ambulatoire chronique (Question orale de M. Lenssens)			2766-2767
Propositions que doit formuler la commission qui vient d'être instituée concernant la responsabilité financière des mutualités (Question orale de M. De Roo)			2767
Imputation de frais de séminaire, par le Centre interuniversitaire des médecins généralistes aux médecins qui n'ont pas adhéré à l'accord médico-mutualiste (Interpellation de M. Valkeniers)			2883-2884
Non-instauration du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine (Interpellation de M. Valkeniers)			2888-2889
Mesures récentes en matière de sécurité sociale qui entraîneront de nouvelles dépenses (Extension des catégories de bénéficiaires du tiers payant — Dépenses afférentes au développement et à l'évolution de nouvelles techniques médicales) (Interpellation de M. Valkeniers)			2890-2891
Transmission tardive du précompte professionnel par les secrétariats sociaux (Interpellation de M. Valkeniers)			2892-2893
Convention en matière de sécurité sociale avec la République fédérale d'Allemagne et son extension à l'ancienne république démocratique allemande (Interpellation de M. Capoen)			2894-2895
Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard (Interpellation de M. Van Belle)			2897-2898
Nécessité de prendre des mesures en matière de soins à domicile et d'assurance dépendance au vu du vieillissement de la population (Interpellation de Mme Nélis)			2900
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Equilibre financier de la sécurité sociale			3888
Conférence nationale de l'emploi			3888
Responsabilité accrue des prestataires de soins			3888
Echelonnement des soins de santé			3888
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3889
Médicaments génériques et droit de substitution			3889, 3890
Interdiction de réassurance			3889
Principe de la solidarité			3889, 3890
Mauvaise gestion de l'O.S.S.O.M.			3889
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3889
Pourvoyeurs de main-d'œuvre. — Alternative au livre journalier			3890
Transferts entre secteurs			3890
Offre médicale et paramédicale			3890
Surenchère d'appareillage médical lourd			3890
Problématique des centres de diagnostic et de traitement préventif de la mort subite du nourrisson			3890
Cotisation sur la consommation d'énergie			3890
Section: Santé publique et Environnement			
Médicaments génériques et droit de substitution			3908

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Anselme (suite)</b>			
Etablissement, par l'Office de contrôle des mutualités, d'un rapport sur les frais d'administration des organismes assureurs (Question orale de M. Monfils) Voir: Mme De Galan			
Mesures en vue de limiter le nombre excessif de visites à domicile de médecins généralistes (Question orale de M. Cuyvers) Voir: M. Tobback			
Rapport de l'Inami sur le fonctionnement des sociétés mutualistes (Question orale de M. Didden) Voir: M. Tobback			
<b>Anthuenis, sénateur de l'arrondissement de Termonde - Saint-Nicolas</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16073	526-15	
Amendements		526-17	
Section: Affaires sociales			
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			361
Plan de rattrapage de la pension minimum des indépendants sur le revenu garanti aux personnes âgées			362
Prime d'adoption			362
Evolution des recettes et des dépenses de la sécurité sociale			362
Proposition des dentistes et des mutualités concernant le système du tiers payant			362
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			363
Critères d'évaluation d'un handicap			363
Personnes âgées démentes			363
Justification de vote			497-498
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1130-1132
Amendements	16124	579-3	
Amendement		579-4	
Discussion des articles			1166, 1180, 1202
Justification de vote			1242
Instauration d'une allocation socio-pédagogique			
Proposition de loi	16256	719-1	
Révision d'office des droits à la pension, établis avant le 1 <sup>er</sup> juin 1992, selon les dispositions du règlement C.E.E. n° 1248/92 (Cumul avec des prestations étrangères de même nature)			
Proposition de loi	16280	744-1	
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16337	804-13	
Section: Affaires sociales			
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3882
Financement du Fonds pour l'équilibre financier			3882
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3882
Médicaments génériques et droit de substitution			3882
Suppression du remboursement préférentiel pour les assujettis à la sécurité sociale d'outre-mer			3882
Pouvoyeurs de main-d'œuvre. — Alternative au livre journalier			3882
Cotisations sur les primes d'assurance en cas d'hospitalisation			3882
Cotisation complémentaire pour l'assurance contre les accidents du travail			3882-3883
Justification de vote			3993
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			833-834
Justification de vote			1000-1001
Stratégie et politique relatives à la fonction publique en Belgique			870
Emploi impropre du statut social de travailleur indépendant			
Question orale			909
Pensions des époux divorcés			
Question orale			1226
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			2735-2736
Justification de vote			2770
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3513-3514
Justification de vote			3549
Pensions du personnel nommé des administrations locales			3917-3918
Justification de vote			3994
<b>Appeltans, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Modification de l'article 167 et abrogation de l'article 174 du Code électoral (Amélioration de la représentativité — Système <i>Niemeyer</i> )			
Proposition de loi	16056	507-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Appeltans (suite)</b>			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques Amendements Discussion des articles	16169	627-5	2922-2924 2927, 2928, 2930, 2931, 2932 3026-3027
Justification de vote Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en application du Traité instituant la C.E.E. Amendement Justification de vote	16234	695-3	3538
Financement et comptabilité ouverte des partis politiques (Personnalité juridique des partis — Comptabilité ouverte: contrôle de la Cour des comptes — Financement: dotation publique et dons non déductibles) Proposition de loi	16258	721-1	
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre et du Sénat, des Conseils communautaires et régionaux, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, des conseils provinciaux et communaux ainsi que des membres belges du Parlement européen Proposition de loi	16259	722-1	
Obligation de publier annuellement la liste des mandats, fonctions et professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat, les membres des Conseils communautaires et régionaux, les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les membres belges du Parlement européen Proposition de loi	16260	723-1	
Obligation de publier annuellement la liste des mandats, fonctions et professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les membres des conseils provinciaux, les membres des conseils communaux, les membres de l'assemblée générale des intercommunales ainsi que les membres des conseils de l'aide sociale Proposition de loi	16261	724-1	
Transfuges parlementaires Proposition de loi	16262	725-1	
Obligation de publier annuellement la situation de revenu et de fortune des Ministres et Secrétaires d'Etat fédéraux, des membres des Gouvernements communautaires et régionaux, des membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que des membres des collèges des commissions communautaires et certaines incompatibilités Proposition de loi	16263	726-1	
Obligation de publier annuellement la situation de revenu et de fortune des membres des députations permanentes, des membres des collèges de bourgmestre et échevins, des membres des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales ainsi que des présidents des C.P.A.S. et certaines incompatibilités Proposition de loi	16264	727-1	
Reconnaissance du nom néerlandais de la commune d'Hélécine sur la frontière linguistique Proposition de loi	16265	728-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat Amendements (Modification du Code électoral; Hal-Vilvorde) Amendements (Modification du Code électoral — Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde) Amendements (Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde)	16310	777-27 777-28 777-29	
Problèmes juridiques et déontologiques posés par le passage à un autre parti Question orale			468, 469
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Communications et Infrastructure Contrats de gestion des entreprises publiques S.N.C.B.			650 650-651 650
Contrat de gestion			650
Suppression de gares et de lignes			650
Limbourg. — Lignes Hasselt-Mol et Mol-Neerpelt			650
Plan Star 21			650
Fédéralisation			650-651 651
Situation de la Régie des Bâtiments			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2922-2924
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Discussion des articles Votes réservés. — Justification de vote			3768

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Arts, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; force armée) Rapport	15527	100-15/4°	1555 1347-1348, 1461-1462, 1464 1575, 1576
Discussion des amendements Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Rapport	15528	100-18/2°	1578 1462 1582
Discussion des amendements Modification de l'article 1260 du Code judiciaire en ce qui concerne l'intervention du Ministère public (Procédure en divorce) Proposition de loi	16049	499-1	
Complément à la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, quant aux soins obligatoires en cas de toxicomanie Proposition de loi	16064	515-1	
Modification des articles 36, 4° et 37 et abrogation de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et insertion d'un article 43bis Amendements Discussion des articles Justification de vote	16118	573-3	825-826, 829 831 1000
Modification de certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (Revalorisation du personnel des greffes et des secrétariats et renforcement de l'efficacité du fonctionnement des greffes et des secrétariats des parquets) Proposition de loi	16148	605-1	
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents) Amendement	16212	673-3	2649
Modification de la loi du 1 <sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Article 42: indemnité spéciale au bénéfice des membres du personnel de l'armée et des services de police et de secours en cas de dommage résultant d'actes intentionnels de violence) Rapport	16270	733-2	
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure Proposition de loi	16289	753-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Rapport (Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions)	16310	777-3	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat et complément à la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés (Loi spéciale) (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Election du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Elections simultanées pour le renouvellement des Chambres législatives ou du Parlement européen et des élections pour les Conseils régionaux et communautaires) Rapport	16311	778-2	
Statut social des volontaires qui accomplissent un service au profit de la collectivité (Maintien de l'assurance-maladie et du droit aux allocations familiales — Délai d'attente pour l'obtention des allocations de chômage) Proposition de loi	16381	850-1	
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			744, 745
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup> Justification de vote			1332-1335 1455
Déclarations récentes d'un magistrat éminent sur une proposition de loi faisant l'objet de discussions politiques (Stupéfiants) Question orale			1414, 1415
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1470, 1482, 1486-1488, 1491, 1994, 1506
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1596, 1598
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) Discussion des amendements			1733
Révision de l'article 56, 3° et 4° de la Constitution (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)			1744
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure); Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenion administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1777
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2047, 2048-2050

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Arts (suite)</b>			
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2169
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire)			2171-2172
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2173
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des Représentants: nombre)			2254
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de la Communauté et de Région)			2267-2268 2313, 2314
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes)			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2675-2676
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Election directe des Conseils			2776
Parlement de législature			2776
Région de Bruxelles-Capitale			2777
Compétences des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2777, 2778
Sanctions administratives (Amendes)			2778
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3363-3364
<b>B</b>			
<b>Bartholomeussen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques			
Examen des rapports financiers des réviseurs d'entreprises sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses des a.s.b.l. constituées en vertu de la loi du 4 juillet 1989, ainsi que sur les recettes et les dépenses des partis politiques (exercice 1992)			
Rapport	—	716-2	
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Commission Infrastructure)	16337	804-9	54
Contrat de gestion de La Poste			
<b>Barzin, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville</b>			
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			264-266
Amendement	16000	445-6	
Amendement		445-8	
Discussion des articles			279
Justification de vote			307
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			
Amendements	16093	546-3	
Discussion des articles			848, 849, 852, 853 855
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendements	16103	558-14	
Amendements		558-32	
Compétences des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2778-2779
Droit de préemption des Communautés et des Régions			2779, 2780
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , règles préliminaires, et du Titre III, des exécutions forcées, de la V <sup>e</sup> partie du Code judiciaire concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis;			
Modification des articles 1408 et 1498 du Code judiciaire (Biens qui ne peuvent être saisis);			
Modification des articles 1410 et 1412 du Code judiciaire (Saisie d'allocations sociales effectuées en vertu de créances alimentaires)			296
Publicité gouvernementale faisant croire à des innovations en matière de procédure pénale			
Question orale			774, 775

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Barzin (suite)</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24 <sup>ter</sup> relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur			2673
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2675
Justification de vote			2946
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			3166
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation			3170
Justification de vote			3230
Organisation d'une procédure de médiation pénale;			
Règlement à l'amiable en matière pénale			3740-3742
Justification de vote			3787
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives);			
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution;			
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination);			
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police			3748-3749
Justification de vote			3788
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation			
Justification de vote			3997
<b>Beerden, sénateur provincial de Limbourg</b>			
Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes			
Rapport	15843	264-2	
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics			
Rapport	15471	305-2	
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption)			
Rapport	16088	540-2	
Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime d'adoption			
Rapport	16099	554-2	
Naturalisations			
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Concession de terres par les pouvoirs publics (Législation sur le bail à ferme)			
Proposition de loi	16373	841-1	
<b>Benker, sénateur coopté</b>			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1702-1704, 1711
Amendement (Sénateurs désignés par le Conseil de la Communauté germanophone)	15541	100-20/22°	
Discussion des amendements			1737
Révision du Titre III, chapitre III <sup>bis</sup> de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107 <sup>ter-bis</sup> ) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées)			1749
Rapport	15569	100-27/2°	1467-1468
Rapport complémentaire		100-27/8°	
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat — Budgets et dotations)			
Rapport	15579	100-28/2°	1467-1468
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Rapport	16103	558-5	
Rapport complémentaire		558-42	
Aperçu du rapport de la Commission (Environnement — Ecotaxes — Communauté germanophone)			2681-2682
Ecotaxes			2722-2726
Politique de l'environnement			2723, 2724
Développement durable			2723
Impact sur l'emploi			2724
Droit de préemption des Communautés et Régions			2786, 2819
Financement de la Région bruxelloise			2819
Problème de la mainmorte			2819
Justification de vote			3018

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Benker (suite)</b>			
Approbation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et des annexes I, II, III, IV, V-A, V-B et VI, faites à Bâle le 22 mars 1989 Rapport	16222	682-2	2530-2531
Installation obligatoire d'un enregistreur électronique de données d'accidents à bord des véhicules automobiles Proposition de loi	16294	759-1	
Fixation des conditions d'aménagement des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure Proposition de loi	16385	854-1	
Complément à l'article 6 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'assurer une meilleure protection des animaux servant au divertissement des humains Proposition de loi	16386	855-1	
Intentions du Gouvernement belge après l'annonce de l'existence d'escadrons de la mort au Rwanda Question orale			66 91
Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre Vente de biens immeubles par la S.N.C.B. Interpellation			115-116, 117 332-333
Situation au Kosovo Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Relations extérieures O.T.A.N. et O.N.U. Ex-Yougoslavie Accueil de réfugiés Somalie Intervention de l'O.N.U. au Sahara occidental Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe Zaïre Aide au développement en Amérique latine			552 552, 553 552 553 553 553 553 553
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			783-784
Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie Interpellation			895-896
Reconnaissance par la Belgique des républiques Tchèque et Slovaque et respect du droit des minorités dans ces deux nouveaux Etats Question orale			1227 1312-1314
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif) Révision de la Constitution; Proposition de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel Fédéralisation de la sécurité sociale Régionalisation du commerce extérieur Ecotaxes Utilisation de PVC pour l'emballage des boissons Compétences résiduelles Compétences fiscales des Communautés Circonscriptions électorales Réforme du Sénat			1418-1420 1419 1419 1419 1419 1419 1419 1419 1419 1419 1419-1420
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; force armée)			1561-1562
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1580-1581
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1589-1590
Suppression de la caserne du troisième régiment des chasseurs ardennais et départ des militaires qui y sont affectés actuellement			1665
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'état de fait de Mobutu et manière dont le Gouvernement belge y a réagi; Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre			1673-1674
Réfugiés rwandais Question orale			1997
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2052-2053

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Benker (suite)</b>			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat			2141-2142, 2159-2160
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire)			2251-2252
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre)			2254
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de la Communauté et de Région)			2268
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement);			
Révision de l'article 71 de la Constitution (Dissolution de la Chambre des représentants par le Roi)			2295
Approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et de l'annexe, faites à Vienne le 20 décembre 1988			2563
Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie Interpellation			2594-2596, 2608
Pratiques suspectes d'une organisation non gouvernementale ( <i>Overseas Missions Secretariat</i> ) Question orale			2645-2646
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993			3196-3198
Institut d'expertise vétérinaire Interpellation			3233-3234, 3238
Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague Interpellation			3276-3279, 3281
Approbation de l'amendement et des ajustements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone			3951-3952
Candidats réfugiés refoulés vers le Zaïre Question orale			3969
<b>Bock, sénateur provincial de Luxembourg, questeur du Sénat</b>			
Réélu questeur du Sénat			12
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) Amendements (Composition du Sénat)	15541	100-20/11°	
Révision de l'article 49 de la Constitution (Chambre des représentants) Amendements (Augmentation du nombre de députés)	15537	100-33/3°	
Dispositions sociales et diverses Amendements	16073	526-19	
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			477-478
Troisième régiment des chasseurs ardennais Question orale			801-802
Protection de la Sabena contre le piratage informatique Question orale			1406
Suppression de la caserne du troisième régiment des chasseurs ardennais et départ des militaires qui y sont affectés actuellement Interpellation			1663-1665, 1666-1667
Epidémie de fièvre aphteuse Interpellation			2363-2364, 2366
Quotas laitiers Interpellation			2367-2368, 2373-2374
Justification de vote Question orale			2434
Interprétation que fait l'administration quant à l'application de la loi du 12 juillet 1976 à propos des dégâts causés à la forêt belge par les tempêtes de 1990 Interpellation			2937, 2938
Sort de l'arrivée de la prochaine « Marche du Souvenir » en 1994 (Vielsalm) Question orale			2633-2634, 2636
			3756, 3757

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Boël (Comte), sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies</b>			
Offre de retrait dans le droit des sociétés			
Question orale			472
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
Situation de la Régie des Bâtiments			651
Situation de la Régie des Transports maritimes			651
Réforme de l'Office d'immatriculation des voitures			651
Entreprises publiques			651-652
Contrats de gestion			651, 652
S.N.C.B. — Suppression de gares et de lignes			652
Privatisation			651
R.T.T. — Belgacom			651
Rôle			651-652
Office des chèques postaux			652
Mise en place d'un Institut indépendant dans le domaine des télécommunications			652
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1420
Révision de la Constitution			1420
Hiérarchie des normes			1420
Réforme du bicaméralisme. — Sénat			1420
Tracé de la frontière linguistique et communes périphériques			1420
Approbation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et des annexes I, II, III, IV, V-A, V-B et VI, faites à Bâle le 22 mars 1989			
Justification de vote			2533
Greffes d'organes			
Question orale			2643
<b>Borremans, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin</b>			
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de l'A.R. du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges (Date de renvoi dans les foyers)			
Rapport	15956	397-2	
<b>Bosman, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout</b>			
Révision de l'article 49 de la Constitution (Chambre des représentants)			
Amendement (Terminologie)	15537	100-33/4°	
Loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat			
Amendement	16103	558-40	
Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut d'expertise vétérinaire			161
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Prévoyance sociale			
Equilibre financier du secteur des soins de santé			593-594
Frais d'administration des mutualités			594
<i>Numerus clausus</i> pour les médecins			594
Ticket modérateur			594
Système du tiers payant			594
Fédéralisation de la sécurité sociale			594
Transferts Nord-Sud			594
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1146
Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement			2333-2334
<b>Bouchat, sénateur provincial de Luxembourg</b>			
Modification de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit et modification de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat (Déportés pour le travail obligatoire et réfractaires au travail obligatoire)			
Proposition de loi	16070	521-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Bouchat (suite)</b>			
Modification de l'article 60 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Réduction à 6 p.c. du droit d'enregistrement en cas d'acquisition d'une habitation modeste — Inscription au registre de l'état civil de la commune où l'immeuble est situé) Proposition de loi	16095	549-1	
Exercice du droit de contrôle de l'usage fait de la subvention accordée par l'Etat à la Croix-Rouge de Belgique pour l'hébergement des candidats réfugiés politiques aux centres de Nassogne et de Lint Interpellation			3343-3344, 3345-3346
<b>Bougard, sénateur coopté</b>			
Dispositions sociales et diverses Amendements Section: Agriculture et Classes moyennes Création d'un comité général de gestion pour le statut des indépendants Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des indépendants Création d'une commission centrale unique des dispenses de cotisations sociales	16073	526-20	404 405 405
Interdiction du commerce des animaux capturés à l'état sauvage et limitation du commerce des animaux sauvages élevés par l'homme Proposition de loi	16142	598-1	
Problématique des peuples indigènes Proposition de résolution	16249	711-1	
Etat d'urgence en Colombie Question orale			328, 329
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Défense nationale Politique de sécurité et de défense Restructuration des Forces armées Missions de maintien de la paix (O.N.U.) Dividende de la paix Respect de nos engagements internationaux. — O.T.A.N. Participation belge à une force militaire européenne. — U.E.O. Militaires en Croatie			632 632, 633 632 632 632 632-633 633
Section: Communications et Infrastructure S.N.C.B. Suppression de gares et de lignes Contrat de gestion et plan d'entreprise Luxembourg Axe Athus-Meuse (Lignes 165 et 166) Ligne 163 Libramont-Bastogne			653-654 653, 654 653-654 654 654 654
Avenir du dépôt de munitions de Jehonville Question orale			798, 799 1211-1212
Restructuration des forces armées belges Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications Interpellation			1252-1254, 1256
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption); Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime d'adoption Récents opérations militaires contre l'Irak Question orale			1287-1288 1408, 1409
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics; Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes Justification de vote			1971-1973 2013
Attitude du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques suite à la décision de la S.N.C.B. de supprimer la ligne ferroviaire 163 Libramont-Bastogne Interpellation			2324-2325, 2326 2459-2460
Relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire Campagne de soutien aux casques bleus Interpellation Justification de vote			2579-2580, 2582 2656
Participation de la Belgique à l'Eurocorps Agression par des militaires d'une personne civile lors de récents exercices militaires Question orale			3047-3048 3289-3290 3473
Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Bougard (suite)</b>			
Politique de sécurité et de prévention des conflits sur l'ensemble du continent européen dans le cadre de la présidence belge du Conseil européen			
Interpellation			3492-3494, 3496
Justification de vote			3791
Adoption du plan d'investissement à moyen terme de la défense nationale et décision du Gouvernement de moderniser les avions F16			
Interpellation			3499-3501-3502
<b>Bourgeois, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture</b>			
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			
(Interpellation de M. Lozie)			120-125
Position de la Belgique sur l'expérimentation animale en vue d'essayer les produits de beauté			
(Interpellation de M. Cuyvers)			128, 129
Etablissement d'entreprises industrielles d'élevage de bétail			
(Interpellation de M. Maertens)			156, 157
Actuelles négociations du G.A.T.T.			
(Interpellation de Mme Dardenne)			317, 318
Dispositions sociales et diverses			
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Prime d'adoption pour les indépendants			406
Equilibre financier de la sécurité sociale des indépendants			406
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pensions des travailleurs indépendants			407
Majoration de l'indemnité journalière pour les indépendants en incapacité de travail			407
Système de capitalisation collective pour les pensions des indépendants			407
Relèvement des allocations familiales pour le premier enfant de l'indépendant			407
Création d'un comité général de gestion pour le statut des indépendants			407
Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des indépendants			407
Evasion fiscale par la création de sociétés d'une personne			407
Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.			407-408
Création d'une commission centrale unique des dispenses de cotisations sociales			408
Discussion des articles			409, 411, 418
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			
(Interpellation de Mme Dardenne)			478-480
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Agriculture			
Négociations du G.A.T.T.			605, 606
Politique agricole commune			605, 606, 607
Gel des terres			606
Données budgétaires			606
Fonds d'investissement agricole			606
Recherche agronomique			607
Quotas laitiers			607
Production de pommes de terre			607
Pesticides			607
Culture de graines oléagineuses			607
Prépension pour les agriculteurs			607
Pêche maritime			607-608
Modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux			608
Section: Classes moyennes			
Statut social des travailleurs indépendants			608
Augmentation des pensions			608
Liaison au revenu garanti des personnes âgées			608
Commissions des dispenses des cotisations sociales			608
Récente décision de la Commission nationale permanente du Pacte culturel (Irrecevabilité d'une plainte du <i>Vlaams Blok</i> )			
(Question orale de M. Van Wallegem)			903-904
Agents en douane indépendants. — Solution à la suppression de leur fonction au 1 <sup>er</sup> janvier 1993			
(Question orale de M. Suykerbuyk)			909-910
Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement			
(Interpellation de M. Maertens)			1221, 1222-1224

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Bourgeois (suite)</b>			
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption);			1288
Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime d'adoption			1290
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur)			1291-1292
Avenir de la culture maraîchère belge (Interpellation de M. Steenberghe)			1293-1294
Avenir de l'industrie belge de la viande (Interpellation de M. Vanlerberghe)			1296
Nécessité d'interdire le commerce des animaux capturés à l'état sauvage et de limiter le commerce des animaux sauvages élevés par l'homme (Interpellation de M. Cuyvers)			1974-1975
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics; Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes			2338-2339
Nouvelles missions du Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (Question orale de M. De Meyer)			2339
Ecoutes téléphoniques et observations de télécopies (Question orale de M. De Croo)			2364-2366
Epidémie de fièvre aphteuse (Interpellation de M. Bock)			2371-2373, 2374 2937-2938
Quotas laitiers (Interpellation de M. Bock) (Question orale de M. Bock)			2371-2373, 2374
Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (Interpellation de Mme Dardenne)			2663, 2664
Abrogation de l'A.R. du 31 juillet 1825 concernant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur			2913
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute)			2936-2937
Méthodes de production agricole et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (Question orale de Mme Dardenne)			3207-3208
Contribution financière des agriculteurs à la publicité en faveur des produits laitiers (O.N.D.A.H.) (Question orale de M. Houssa)			3818-3819
Reconnaissance du Westhoek comme zone rurale (Interpellation de M. Loones)			3818-3819
Reconnaissance de la zone côtière de Bredene-Ostende-Middelkerke-Nieuport (Pêche) (Interpellation de M. Loones)			3820-3821
Affaire du <i>corn gluten feed</i> et conséquences pour l'agriculture européenne (Maïs) (Interpellation de Mme Dardenne)			3822
Avenir de l'a.s.b.l. Promotion créée au sein de l'O.N.D.A.H. (Interpellation de M. Mairesse)			
Guerre de la sole aux Pays-Bas (Question orale de M. Maertens) <i>Voir: M. Coëme</i>			
Courses de chevaux sur la voie publique (Question orale de M. Seeuws) <i>Voir: Mme Smet</i>			
<b>Buchmann, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, troisième vice-président du Sénat</b>			12
Réélu troisième vice-président du Sénat Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Affaires économiques <i>Voir: M. Hatry</i>			
<b>Buelens, sénateur provincial d'Anvers</b>			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) Amendements (La Belgique se compose de 3 Communautés — Séparatisme)	15510	100-31/5°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Buelens (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103	558-39	
Amendements			
Respect de la législation linguistique			2798
Bruxelles			2798
Gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand			2798
Facilités linguistiques			2798
Francisation de Bruxelles			2798
Commission permanente de contrôle linguistique			2798
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Relations extérieures			
Ex-Yougoslavie			553, 554
Système de défense européen			553-554
Intégration européenne			554
Communautarisation des relations extérieures			554
Institut de néerlandistique en Espagne. — Fondation « Carlos de Amberes »			554
Section: Justice			
Reconnaissance du culte islamique	569-570		
Décision du Ministre de l'Intérieur de s'opposer à la décision de la députation permanente du Brabant octroyant des subsides à des organisations culturelles francophones situées dans des communes néerlandophones (Bibliothèques)		719	
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie;			
Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie;			
Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie		896-897	
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)		1781-1782	
Exécution du contrat d'achat d'Agusta A-109		2038-2039	
Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine			
Interpellation		2596-2598, 2608	
Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague		3279-3280	
<b>Buyle (Mme), sénateur provincial de Brabant</b>			
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)			1956
Justification de vote			2011
Nouveaux locaux pour héberger le tribunal du travail de Tournai			
Question orale			2648
Mesures prises en matière de travail à temps partiel			2753
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3519
<b>C</b>			
<b>Cahay-André (Mme), sénateur provincial de Liège</b>			
Dispositions sociales et diverses	16073	526-10	
Rapport (Amendement du Gouvernement à l'activité autorisée des pensionnés du secteur public)			
Section: Finances			
Activité autorisée des pensionnés du secteur public. — Amendement du Gouvernement			450-451
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 12: Justice — articles 2.12.1 à 2.12.8)	16077	530-5	
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi	16351	817-2	
Rapport			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales-crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières			528-529
Assainissement des finances publiques. — Normes de Maastricht			529
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			529
Privatisations			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Cahay-André (Mme) (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993 (suite)			
Sections: Dispositions générales-crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières (suite)			
Plan d'accompagnement des chômeurs			529
Politique des indépendants et des P.M.E.			529
Agriculteurs			529
« Contrat pour une nouvelle citoyenneté »			529
Amélioration de la procédure pénale, encadrement de l'exécution des peines et aide aux victimes			529
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			889-890
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Plan de convergence			982-983
Adaptation des règles de restitution d'une partie des droits d'enregistrement en cas de revente rapide d'un immeuble			983
Lutte contre la technologie fiscale de pointe			983
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			983
Fiscalité des intercommunales. — Producteurs d'électricité			983
Mesures en matière d'impôt des sociétés			983
Accès au taux réduit			983
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			983
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, Code des taxes assimilées au timbre)			2626-2627
Relation à établir dans le cadre de la présidence belge du Conseil européen entre l'aide au développement, les déséquilibres internationaux et leurs conséquences dans nos pays et dans le reste du monde			
Interpellation			3483-3485, 3487
Organisation d'une procédure de médiation pénale;			
Règlement à l'amiable en matière pénale			3742-3743
<b>Capoen, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pensions des travailleurs indépendants			405
Création d'un comité général de gestion pour le statut des indépendants			405
Création d'une commission centrale unique des dispenses de cotisations sociales			405
Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.			405
Section: Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement (Commissions réunies)			
Obligation pour l'I.E.V. de verser un montant de ses réserves au Trésor			433-434
Renforcement de la lutte contre l'abus des hormones			433
Restructuration du cadre du personnel			434
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Affaires économiques			
Météorologie et normalisation			577
Restructuration de l'I.N.S.			577-578
Combustible Mox			578
Négociations du G.A.T.T.			578
Section: Agriculture			
Politique agricole commune			602, 603
Négociations du G.A.T.T.			602-603
Culture de graines oléagineuses. — Bio-éthanol et méthanol			603
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage)			1854-1855
Etat actuel de la lutte contre l'emploi et le commerce de substances illégales à effet hormonal ou anti-hormonal ainsi que problèmes juridiques relatifs au personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire			2099
Convention en matière de sécurité sociale avec la République fédérale d'Allemagne et son extension à l'ancienne République démocratique allemande			
Interpellation			2893-2894
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute)			2913
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3862

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Cardoen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat			12
Modification de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit et modification de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat (Déportés pour le travail obligatoire et réfractaires au travail obligatoire)	16070	521-1	
Proposition de loi			
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Intérieur)	16073	526-4	
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3086, 3090
Proposition de loi	16096	551-1	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			
Amendement	16169	627-3	
Modification de l'article 76 <sup>quater</sup> , § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Pensions de réparation du temps de paix — Indemnité d'invalidité)			
Proposition de loi	16195	654-1	
Certaines mesures en matière de Fonction publique (Simplification de la réglementation — Recrutement et mobilité — Mandats renouvelables pour fonctions de haut niveau — Banque de données — Relations autorité-représentations syndicales — Statut syndical de la Gendarmerie — Contrôle d'organismes d'intérêt public)			3255-3256
Rapport	16201	661-2	
Amendement (Banque de données)		661-3	
Demande le renvoi en commission			3249
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Commission Intérieur)	16337	804-7	
Création de l'arrondissement judiciaire de Hal-Vilvorde			
Proposition de loi	16367	835-1	
Institution d'une prime de bilinguisme pour les greffiers et le personnel du greffe des cours et tribunaux			
Proposition de loi	16371	839-1	
Contrat de gestion de la Poste			
Interpellation			53-54, 56
Critères d'évaluation et retards accumulés dans l'examen des dossiers d'allocations aux handicapés			
Question orale			143, 144
Coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du Ministère de l'Intérieur en matière d'informatique			148-149
Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand			250
Implantation des directions des contributions directes - Brabant flamand - à Louvain			469
Question orale			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
Excès de vitesse. — Appareillage de contrôle. — <i>Speed gun</i>			652
La Poste. — Engagement de personnel supplémentaire durant la période de Nouvel-An			652
B.A.T.C.			652
Allocations pour l'aide aux personnes âgées			
Question orale			2001, 2002
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes, et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2140
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la politique communale			2350
Gestion de la Poste			
Interpellation			2544-2545, 2546
<b>Cerexhe, sénateur provincial de Brabant</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; force armée)	15527	100-15/2 <sup>o</sup>	1576
Texte proposé			
Discussion des amendements			
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)	15552	100-16/2 <sup>o</sup>	730-732, 745
Rapport			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Cerexhe (suite)</b>			
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans) Texte proposé	15543	100-22/1°	
Révision du Titre III, chapitre IIIbis de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat: compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées) Texte proposé	15569	100-27/1° 100-27/7°	
Révision du Titre III, de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes Texte proposé	15525	100-29/2°	2050-2051
Révision de l'article 1er de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) Rapport	15510	100-31/2°	2131-2133
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes) Rapport	15582	100-38/3°	
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Amendements	16000	445-3	263-264
Relations internationales des Communautés et des Régions (Loi spéciale) (Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) (Conclusion de traités — Accords de coopération — C.E.) Rapport	16009	457-3	
Relations internationales des Communautés et des Régions (Loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles: Conférence interministérielle de la politique étrangère — Loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone — Juridictions de coopération — Conseil d'Etat: annulation) Rapport	16010	458-3	
Modification, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935 Rapport	16045	494-2	3172-3174
Complément à l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Paiement, par l'assureur, des intérêts et des frais, même au-delà des limites de la garantie) Proposition de loi	16162	620-1	
Réforme de l'Etat Rapport	16187	645-2	2131-2133
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises) Rapport	16296	761-2	3164-3165
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire (Formation et recrutement des magistrats: examen d'aptitude professionnelle et concours d'admission au stage) Proposition de loi	16312	779-1	
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre Proposition de loi	16354	821-1	
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			227-228
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1311-1312, 1324-1325 1489-1492, 1493
Révision de la Constitution (Proposition de réforme du Sénat)			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Discussion des amendements			1605
Accès des ressortissants d'états membres des C.E. autres que belges aux emplois dans l'administration publique Question orale			2072
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1er, par l'insertion d'une section IV et d'un article 59quater relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)			2269-2270
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2677
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Election directe des Conseils Autonomie constitutive Compétences des Communautés et des Régions en matière de droit pénal Régionalisation de la compétence en matière d'intercommunales Communautarisation des règles organiques relatives aux C.P.A.S.			2695 2695 2696, 2778, 2780 2696 2696
Dispositions sociales et diverses Section: Justice Prescription des actions des prestataires de soins (Art. 2777bis du Code civil)			3913

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Claes, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères</b>			
Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre (Interpellation de M. de Donnée)			92-95
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht, le 7 février 1992			187-189, 231-233
Violences dans les campagnes brésiliennes et dans la forêt amazonienne (Question orale de M. Cuyvers)			327-328
Etat d'urgence en Colombie (Question orale de M. Bougard)			328
Evolution récente en Slovaquie (Question orale de M. Dierickx)			329
Situation au Kosovo (Interpellation de M. Ulburghs)			334-336
Conséquences éventuelles de l'accord de la Saint-Michel pour la poursuite des discussions avec les Pays-Bas à propos des traités Escaut-Meuse (Question orale de M. De Croo)			470
Situation au Liban (Question orale de M. Lozie)			471
Etat des négociations entre Bruxelles et Paris sur le siège du Parlement européen, à l'issue de la visite de S.M. le Roi à Paris (Question orale de M. de Donnée)			585
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Défense nationale			
Restructuration des Forces armées			636, 637
Suppression du service militaire			636
Réduction du budget			636
Vente de biens immobiliers et de matériel excédentaire			636
Respect de nos engagements internationaux. — O.T.A.N.			636
Unités de réserve			636
Missions humanitaires en ex-Yougoslavie et en Somalie (O.N.U.)			636-637
Politique de sécurité et de défense			637
Attitude des autorités militaires à l'égard des militaires belges affectés à l'étranger à des missions de l'O.N.U. (Interpellation de M. Vermeiren)			636-637
Reconnaissance par la Belgique des républiques Tchèque et Slovaque et respect du droit des minorités dans ces deux nouveaux Etats (Question orale de M. Benker)			1227-1228
Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications (Interpellation de M. Bougard)			1255-1256
Poudrière nucléaire dans les pays de l'Est (Interpellation de M. Deworme)			1258, 1259
Nouvelle carte d'identité introduite en Grèce (Mention de la religion) (Question orale de M. Hasquin)			1279
Convention de Paris du 13 janvier 1993 sur les armes chimiques (Question orale de M. Maertens)			1408
Récents opérations militaires contre l'Irak (Question orale de M. Bougard)			1408-1409
Prospection pétrolière en Somalie et aide humanitaire (Question orale de M. Snappe)			1474
Position de la Belgique à l'égard du Rwanda (Question orale de M. De Croo)			1475
Troubles à Kinshasa (Question orale urgente de M. De Roo)			1510-1511
Point de vue de la Belgique dans l'affaire des 415 expulsés palestiniens à l'occasion de la visite de Shimon Perez à la C.E. en février (Interpellation de M. Ulburghs)			1554
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'état de fait de Mobutu et manière dont le gouvernement belge y a réagi (Interpellation de Mme Maes)			1674-1676, 1677
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre (Interpellation de M. Ulburghs)			1674-1676, 1677
Nouvelle situation en ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Verreycken)			1678-1680
Oppression des Kurdes de Turquie (Question orale de M. H. Van Rompaey)			1802-1803
Approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbu- res, faite à Bruxelles, le 18 décembre 1971, et du Protocole à cette Convention, fait à Londres le 19 novembre 1976			2591

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Claes (suite)</b>			
Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie (Interpellation de M. Benker)			2604-2608
Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine (Interpellation de M. Buelens)			2604-2608
Situation actuelle dans l'ex-Yougoslavie (Interpellation de M. De Backer)			2604-2608
Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu par l'ex-Yougoslavie et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie (Interpellation de M. de Donnée)			2604-2608
Politique européenne relative à l'ex-Yougoslavie (Interpellation de M. H. Van Rompaey)			2604-2608
Situation politique au Burundi et les mesures nécessaires pour prévenir toute montée des tensions au cours de la période de préparation des élections (Interpellation de Mme Maes)			2611
Publicité télévisée pour des médicaments potentialisant les capacités (Question orale de M. Verreycken)			3205
Oppression des Kurdes de Turquie (Question orale de M. H. Van Rompaey)			3206
Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague (Interpellation de M. Benker) Voir: M. Derycke			
Politique de sécurité et de prévention des conflits sur l'ensemble du continent européen dans le cadre de la présidence belge du Conseil européen (Interpellation de M. Bougard) Voir: M. Derycke			
Enfants des rues du Brésil (Interpellation de M. Cuyvers) Voir: M. Derycke			
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda à la suite de la remise en cause par le président de la république des accords qui avaient été conclus (Interpellation de M. Hasquin) Voir: M. Derycke			
Situation chaotique régnant au Zaïre (Question orale de M. Laverge) Voir: M. Derycke			
Dégradation du processus de démocratisation au Rwanda, laquelle débouche sur la violence et la menace d'une guerre civile, conséquences pour les autres pays de la région ainsi que façon dont le Gouvernement belge réagit à cette situation, et notamment à l'attitude de la France (Interpellation de Mme Maes) Voir: M. Derycke			
Troubles au Kivu (Question orale de Mme Maes) Voir: M. Derycke			
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993 (Interpellation de M. Ulburghs) Voir: M. Derycke			
Situation au Rwanda et attitude du Gouvernement belge dans l'actuel conflit (Interpellation de M. Van Belle) Voir: M. Derycke			
Action <i>Walk across America</i> (Action de huit de nos compatriotes aux Etats-Unis tentant d'empêcher une expérience nucléaire souterraine « Divider » en territoire indien) (Question orale de M. Cuyvers) Voir: M. Tobbac			
Mesures à prendre concernant le trou s'agrandissant constamment dans la couche d'ozone (Question orale de M. Cuyvers) Voir: M. Tobbac			
Accord de libre-échange — (NOFTA) — conclu par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique (Question orale de M. Deworme) Voir: M. Tobbac			
Situation politique tendue en Roumanie (Question orale de M. Maertens) Voir: M. Tobbac			
Application des droits de l'homme au Zaïre et influence de celle-ci sur les réfugiés politiques (Question orale de M. Maertens) Voir: M. Tobbac			
Risque d'échec de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993 (Question orale de M. Pataer) Voir: M. Tobbac			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Claes (suite)</b>			
Fermeture de l'ambassade au Guatemala (Question orale de Mme Verhoeven) Voir: M. Tobback			
Réfugiés rwandais (Question orale de M. Benker) Voir: M. Willockx			
Situation en Somalie (Intervention humanitaire de l'O.N.U.) (Question orale de M. De Croo) Voir: M. Willockx			
Possibilité de mise sous séquestre des biens du Président Mobutu (Question orale de M. Snappe) Voir: M. Willockx			
Politique européenne concernant l'ex-Yougoslavie (Question orale de M. H. Van Rompaey) Voir: M. Willockx			
<b>Coëme, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques</b>			
Contrat de gestion de La Poste (Interpellation de M. Cardoen)			54-56
Conséquences, pour la Sabena, des récentes mesures d'économies proposées par le président d'Air France (Question orale de M. de Donnée)			61
Nominations intervenues récemment dans le personnel de la Régie des Voies aériennes (Question orale de M. De Croo)			62
Service pendulaire de conteneurs par voie ferrée entre les ports d'Anvers et de Rotterdam (Question orale de M. Suykerbuyk)			107
Rénovation de l'immeuble du Berlaymont (Question orale de M. de Donnée)			108
Situation à la Sabena (Mécontentement social) (Question orale de M. Vermeiren)			110
Vente de biens immeubles par la S.N.C.B. (Interpellation de M. Benker)			116-117
Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand (Interpellation de M. Vermeiren)			250-251
Réalisation et financement du R.E.R. bruxellois (Interpellation de M. de Donnée)			255-256
Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'accidents d'avions (Question orale de M. Goovaerts)			330
Dépôt à la poste de Bruxelles des demandes de remboursement de la taxe de sécurité et de propriété (Question orale de M. Hatry)			330-331
Réouverture de la ligne de chemin de fer Quiévrain-Valenciennes (Question orale de M. Gevenois)			472-473
Détachement de membres du personnel de la S.N.C.B. à une société filiale (Question orale de M. Eeman)			473
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Communications et Infrastructure			
Sécurité routière			656-657
Instauration du permis à points			656
Utilisation diurne des feux de croisement			656
Ivresse au volant			656-657
Contrôle de la vitesse			657
Appareillage de contrôle			657
Vitesse minimale sur autoroute			657
Obligation d'équiper les véhicules utilitaires de dispositifs anti-projections d'eau			657
Commission « points noirs »			657
Arbres plantés en bordure de route			657
Problème de la mobilité			657, 660
Situation de la Régie des Bâtiments. — <i>Audit</i>			657-658
B.A.T.C. — <i>Audit</i>			658
Dossier du Berlaymont			658
Sabena			658
Situation de la Régie des Transports maritimes			658
S.N.C.B.			658
Contrat de gestion et plan d'entreprise			658, 659-660
Réalisation de biens immobiliers			658
Liaison Mons-Valenciennes (T.G.V.)			658-659
Déficit de la S.N.C.B.			659
Suppression de gares et de lignes			659-660

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Coëme (suite)</b>			
Conséquences néfastes, pour la province de Luxembourg, du récent plan d'entreprise de la S.N.C.B. (Interpellation de M. Scharff)			659-660
Promotion effective de la sécurité routière en Belgique (Interpellation de M. Van Hooland)			865-866
Ecoute de conversations téléphoniques (Question orale de M. De Croo)			903
Interruptions du raccordement téléphonique lors de travaux effectués par des firmes privées et comportement de Belgacom en cette circonstance (Question orale de Mme Van der Wildt)			1229
Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport de Bruxelles-National (B.A.T.C.) (Interpellation de M. de Donnée)			1246-1248, 1249
Exécution du programme d'investissement de la S.N.C.B. (Question orale de M. Didden)			1405
Plan d'entreprise de la S.N.C.B. (Question orale de M. Gevenois)			1405
Protection de la Sabena contre le piratage informatique (Question orale de M. Bock)			1406
Préavis de grève déposé pour les 28 et 29 janvier 1993 à la S.N.C.B. (Question orale de Mme Nélis)			1407
Tergiversations dans la mise en œuvre du syndicat d'étude du R.E.R. (Bruxelles) (Question orale de M. de Donnée)			1476
Bâtiments du Palais de Justice de Tongres (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			1476-1477
Grèves aux chemins de fer (Question orale de M. Peeters)			1477
Programme d'investissement de la S.N.C.B. (Interpellation de M. Didden)			1682-1683
Contrôle de la puissance émettrice des stations de radiodiffusion privées (Question orale de M. Suykerbuyk)			1805-1806
Gestion et effectif du personnel de la S.N.C.B. (Question orale de M. Van Hooland)			1806
Situation financière particulièrement dramatique de la Régie des Bâtiments, causes et conséquences de celle-ci (Interpellation de M. de Donnée)			1809-1810
Raccordement de l'aéroport national au réseau du T.G.V. en Belgique (Interpellation de M. Vermeiren)			1982-1983
Lutte contre les vols de voiture par l'enregistrement des épaves (Interpellation de M. Van Hooland)			1985-1986
Réglementation du transport des marchandises par la route (Interpellation de M. Van Aperen)			2324
Attitude du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques suite à la décision de la S.N.C.B. de supprimer la ligne ferroviaire 163 Libramont-Bastogne (Interpellation de M. Bougard)			2325-2326
Politique des transports en commun et plus particulièrement la réalisation du R.E.R. et ses conséquences pour les navetteurs en Brabant wallon (Interpellation de Mme Herzet)			2328-2329
Fermeture envisagée du point-frontière ferroviaire Athus-Mont-Saint-Martin (Question orale de M. Deworme)			2525
Emploi par l'Office des chèques postaux de contractuels subventionnés (Question orale de M. Hatry)			2525, 2526
Guerre de la sole aux Pays-Bas (Question orale de M. Maertens)			2526
Rôle du juge d'instruction en ce qui concerne les rixes qui ont lieu à la place Lemmens à Anderlecht (jeunes étrangers) (Question orale de M. Van Walleghem)			2527
Gestion de La Poste (Interpellation de M. Cardoen)			2545-2546
Interprétation que fait l'administration quant à l'application de la loi du 12 juillet 1976 à propos des dégâts causés à la forêt belge par les tempêtes de 1990 (Interpellation de M. Bock)			2634-2635, 2636
Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge par les trois tempêtes de 1990 (Interpellation de M. de Seny)			2634-2635, 2636
Transposition de la directive C.E. relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées (Question orale de M. De Croo)			2647

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Coëme (suite)</b>			
Nouveaux locaux pour héberger le tribunal du travail de Tournai (Question orale de Mme Buyle)			2648
Déception suscitée par l'électrification de la liaison ferroviaire Tournai-Lille (Question orale de M. D'hondt)			2758-2759
Application de la directive C.E. 1991/440 relative au développement des chemins de fer dans la C.E. (Question orale de M. De Croo)			2759-2760
Leading success drivers (Apprentissage d'une conduite dangereuse) (Question orale de M. Maertens)			2760
Conditions d'hébergement intolérables du barreau de Tongres (Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			3043
Lenteurs de la réorganisation du service de l'immatriculation de véhicules et manière déplorable dont ce service fonctionne (Interpellation de M. Van Hooland)			3239-3240, 3241
Catastrophe maritime du 3 juin 1993 (Interpellation de M. Desutter)			3274-3276
Lignes télécom louées et rapport de la F.E.B. (Question orale de M. De Croo)			3389
Préfinancement par la Régie des Bâtiments de la rénovation des îlots de la Communauté flamande à la Place des Martyrs (Question orale de M. de Donnée)			3390
Utilité des photos aériennes réalisées après les tempêtes de février 1990 (Question orale de Mme Cornet d'Elzius)			3391
Circulation ferroviaire transfrontalière à Adinkerke-Ghyvelde (Interpellation de M. Loones)			3472
Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse (Interpellation de M. Scharff)			3474-3475
Protection des mineurs d'âge dans l'utilisation du réseau Belgacom pour les messageries à connotation sexuelle (Interpellation de Mme Delcourt-Pêtre)			3476
Problème de gestion financière et de gestion du personnel de la Sabena (Interpellation de M. Liesenborghs)			3478-3479
Ecoutes téléphoniques et observations de télécopies (Question orale de M. De Croo) Voir: M. Bourgeois			
Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom (Question orale de M. Desutter) Voir: M. Maystadt			
Création d'une troisième voie ferrée sur la ligne Bruxelles-Ottignies et expropriations prévues (Question orale de Mme Herzet) Voir: M. Maystadt			
Accidents mortels de la circulation (Question orale de M. Van Hooland) Voir: M. Maystadt			
Publicité de la S.N.C.B. pour les voyages dans la petite Yougoslavie (Question orale de M. Pataer) Voir: M. Tobbac			
Informations de presse relatives au tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas) (Question orale de M. Van Aperen) Voir: M. Tobbac			
<b>Cooreman, sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux Amendement Motion d'ordre (Demande le renvoi en commission des Finances)	16021	468-4	39-40
Création d'un Fonds d'amortissement (Dette de l'Etat) Proposition de loi	16042	491-1	
Dispositions sociales et diverses Amendement Section: Agriculture et Classes moyennes Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des indépendants Paiement solidaire de la cotisation par les associés actifs, les administrateurs ou gérants	16073	526-25	405-406 406 406
Système de capitalisation collective pour les pensions des indépendants Evasion fiscale par la création de sociétés d'une personne Modification de l'article 269 du C.I.R. 1992 en ce qui concerne l'organisation d'un dividende optionnel (Précompte mobilier de 10 p.c.) Proposition de loi	16267	730-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Cooreman (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières			
Assainissement des finances publiques			544
Fraude fiscale			544
Impôt des sociétés			544
Gestion de la dette publique			544
Création d'un fonds d'amortissement			544-545
Augmentation du prix de l'essence			545
Privatisations			544-545
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1343
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			
Justification de vote			2080
Dispositions fiscales et financières			
Rédaction du rapport de la Commission des Finances. — Votes en commission: procédure			3115, 3116
Compensations économiques liées au contrat <i>Agusta</i>			
Question orale			3297
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pompiers volontaires			3977-3978
<b>Cornet d'Elzuis (Mme), sénateur provincial de Namur</b>			
Non-respect par le Gouvernement, du plan quinquennal de rattrapage des pensions des travailleurs indépendants encore inférieures au revenu minimum garanti aux personnes âgées			
Justification de vote			69
Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge par les trois tempêtes de 1990			2632-2633
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3305
Utilité des photos aériennes réalisées après les tempêtes de février 1990			
Question orale			3391
Dispositions sociales et diverses			
Section: Santé publique et Environnement			
Médicaments génériques et droit de substitution			3905-3906
<b>Creyf (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage matrimonial			1641-1643
Rapport	16018	466-2	
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Article 146) (Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement) (I.E.V.)	16073	526-6	
Modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre			
Proposition de loi	16239	700-1	
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Commission Santé publique et Environnement)	16337	804-4	
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre			
Proposition de loi	16354	821-1	
Révision de la Constitution;			
Proposition de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1369-1371
Région de Bruxelles-Capitale			1369-1371
Flamands de Bruxelles			1369-1371
Commissions communautaires			1370, 1371
Scission de la province de Brabant. — Transfert de l'enseignement provincial			1370
Transfert aux Communautés de la législation-cadre des C.P.A.S.			1370
Suppression de l'incompatibilité entre un mandat au sein de l'Exécutif bruxellois et un mandat au sein d'un Exécutif communautaire			1370-1371

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Creyf (Mme) (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Région bruxelloise			2792-2793
Flamands de Bruxelles			2792
Commissions communautaires			2792, 2793
Autonomie constitutive			2792
Cumul de mandats			2792-2793
Financement			2793
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3303, 3328
Problèmes financiers du Théâtre royal de la Monnaie			
Question orale			3392, 3393
<b>Crucke, sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			
Proposition de loi	16096	551-1	
<b>Cuyvers, sénateur provincial d'Anvers</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16073	526-13	
Amendements		526-14	
Section: Santé publique et Environnement			
Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal			428-429
Accueil des réfugiés politiques			428-429
Sections: Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement (Commissions réunies)			
Obligation pour l'I.E.V. de verser un montant de ses réserves au Trésor			434
Section: Défense			
Vente de matériel militaire excédentaire et affectation du produit au financement d'investissements			435
Vente de zones naturelles ou forestières			435
Vente de matériel de guerre			435
Interdiction du commerce des animaux capturés à l'état sauvage et limitation du commerce des animaux sauvages élevés par l'homme			
Proposition de loi	16142	598-1	
Interpellation			1295-1296-1297
Justification de vote			1450
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3323-3324, 3328
Amendements	16153	610-5	
Justification de vote			3541
Premier brevet européen portant sur les animaux			
Proposition de résolution	16203	664-1	
Modification de l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Animaux errants, perdus ou abandonnés — Refuge pour animaux)			
Proposition de loi	16204	665-1	
Instauration d'un Code de la publicité écologique dans le cadre de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur			
Proposition de loi	16205	666-1	
Modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de l'identification obligatoire des chiens et des chats			
Proposition de loi	16298	763-1	
Problème des enfants des rues au Brésil			
Proposition de résolution	16308	775-1	
Dispositions sociales et diverses			
Amendement	16337	804-10	
Section: Santé publique et Environnement			
Médicaments génériques et droit de substitution			3907-3908
Discussion des articles			3909
Poursuites contre les personnes morales (e.a. les délits environnementaux)			
Proposition de loi	16338	805-1	
Accès à l'information en matière d'environnement (Directive C.E.)			
Proposition de loi	16377	845-1	
Fixation des conditions d'aménagement des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure			
Proposition de loi	16385	854-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Cuyvers (suite)</b>			
Complément à l'article 6 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'assurer une meilleure protection des animaux servant au divertissement des humains	16386	855-1	
Proposition de loi			
Droits territoriaux des Indiens shoshones de l'Ouest dans le Nevada	16388	857-1	
Proposition de résolution			
Application de la directive européenne relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses			46-47, 48
Interpellation			
Suivi de la Conférence de Rio de Janeiro dans la politique nationale			49-50, 52
Interpellation			
Mesures à prendre concernant le trou s'agrandissant constamment dans la couche d'ozone			63, 64
Question orale			121
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			127, 128-129
Position de la Belgique sur l'expérimentation animale en vue d'essayer les produits de beauté			
Interpellation			
Action <i>Walk across America</i> (Action de huit de nos compatriotes aux Etats-Unis tentant d'empêcher une expérience nucléaire souterraine « Divider » en territoire indien)			129-130
Question orale			
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière;			133
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique			161
Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut d'expertise vétérinaire			327, 328
Violences dans les campagnes brésiliennes et dans la forêt amazonienne			
Question orale			
Position adoptée par la Belgique lors de la nouvelle session de négociation de Copenhague, qui s'est déroulée du 17 au 25 novembre 1992 et portait sur l'adaptation du Protocole de Montréal relatif à une meilleure protection de la couche d'ozone			453-454, 456
Interpellation			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Coopération au développement			555
Conférence de Rio de Janeiro (Juin 1992)			555
Développement durable			
Section: Justice			
Modification du Code pénal afin de permettre une meilleure protection de l'environnement. — Responsabilité pénale des personnes morales			570
Section: Affaires économiques			
Développement durable. — Conférence de Rio de Janeiro			578, 579
Réduction des émissions de CO <sub>2</sub>			578
Production d'électricité			578
Utilisation rationnelle de l'énergie			578
Energie nucléaire			578-579
Moratoire sur les centrales nucléaires			578
Démantèlement			579
Sécurité			579
Brevetage des formes de vie génétiquement modifiées			579
Sauvegarde des forêts tropicales			579
Protection du consommateur			579
Protection de l'environnement			579
Loi-cadre pour les produits écologiques			579
Publicité sur l'environnement			579
Ecolabel			579
Propriété industrielle			579
Révision de la loi sur les sociétés unipersonnelles			579
Traitement des faillites			579
Prend la parole au nom de Mme Dardenne, retenue			
Application de la loi sur le commerce des armes			579
Section: Santé publique et Environnement			
Accueil des réfugiés			622
Programme d'urgence pour une société plus solidaire. — Contrats d'intégration			622
Toxicomanie			622
Interdiction de la publicité pour le tabac			622
Amélioration de l'aide médicale urgente			622
Conseil consultatif national de bioéthique			622-623
Conseil national de développement durable			623
Amiante			623
Incinération de déchets			623

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Cuyvers (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993 (suite)			
Section : Santé publique et Environnement (suite)			
Transposition du droit européen en matière d'environnement			623
Ecolabel			623
Directive Seveso			623
Limitation des émissions d'ozone			623
Section : Communications et Infrastructure			
S.N.C.B.			653
Suppression de gares et de lignes			653
Contrat de gestion			653
Plan Star 21			653
Flandre orientale			653
Conséquences néfastes, pour la province de Luxembourg, du récent plan d'entreprise de la S.N.C.B.			
Justification de vote			795-796
Position de la Belgique quant à la pratique d'un examen de dépistage génétique lors de l'embauche des travailleurs			
Question orale			1225, 1226
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur)			1288-1289
Nécessité d'interdire le commerce des animaux capturés à l'état sauvage et de limiter le commerce des animaux sauvages élevés par l'homme			
Interpellation			1295-1296-1297
Justification de vote			1450
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage			1645
Ecolabel (Directive européenne — Label belge)			
Question orale			1810, 1811
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage)			
Interpellation			1851-1853, 1856-1857
Justification de vote			2015
Mesures en vue de limiter le nombre excessif de visites à domicile de médecins généralistes			
Question orale			2560
Absence d'une suite appropriée donnée aux engagements contractés par notre pays et par la C.E. lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro			
Interpellation			2575, 2578
Justification de vote			2655
Transport de plutonium par paquebots			2901-2902
Justification de vote			3029
Institut d'expertise vétérinaire			3236
Enfants des rues du Brésil			
Interpellation			3252-3253, 3255
Politique menée par la Belgique dans le domaine de la lutte contre le cancer			
Interpellation			3340-3341, 3342
Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice			3422-3423
Concrétisation du cinquième plan d'action sur l'environnement pendant la Présidence belge du Conseil européen			
Interpellation			3451-3452, 3454
Mesures à l'égard du bourgmestre de Zwalm (Aménagement du territoire)			
Question orale			3455
Approbation de l'amendement et des ajustements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone			3952
Justification de vote			3995
<b>D</b>			
<b>Daerden, sénateur de l'arrondissement de Liège</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			203-204

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Daerden (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales-Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Assainissement des finances publiques			532
Présentation du budget dans une perspective pluriannuelle. — Plan de convergence			532
Cession d'actifs au secteur privé			532
Instauration d'un mécanisme de contrôle externe des recettes fiscales			532
Equilibre financier de la sécurité sociale			532
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Assainissement des finances publiques. — Plan de convergence			982
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			982
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			982
Usage abusif de la forme sociétaire			982
Lutte contre la fraude fiscale			982
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Assainissement des finances publiques			2199
Contexte économique			2199
Accord politique			2199-2200
Meilleure perception de l'impôt			2199-2200
Fiscalité sur les revenus mobiliers			2200
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2200
Lutte contre le travail au noir			2200
Problématique du saut d'index			2200
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Réforme du travail parlementaire			4073
Situation économique et financière			4073
Pacte social et fiscal			4073
<b>Daras, sénateur de l'arrondissement de Liège</b>			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service)			
Amendements	16130	585-3	
Modification de la loi provinciale, en ce qui concerne le droit de regard et d'interpellation des conseillers provinciaux			
Proposition de loi	16229	690-1	
Insertion d'un article 66bis dans la loi provinciale (Budgets, comptes et rapports annuels des a.s.b.l. et des intercommunales dans lesquelles des conseillers provinciaux remplissent des mandats — Subvention à la société de développement régional)			
Proposition de loi	16365	833-1	
Accès à l'information en matière d'environnement (Directive C.E.)			
Proposition de loi	16377	845-1	
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1055
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1355-1356
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			
Justification de vote			1828
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Financement des Communautés et des Régions			2696, 2697
Refinancement de la Communauté française			2696, 2697
Norme de Maastricht			2696-2697
Ecotaxes			2697, 2698
Election directe des Conseils			2697
Système de l'apparetement			2697
Autonomie constitutive			2697, 2698
Communautarisation des règles organiques relatives aux C.P.A.S.			2698
Régionalisation de l'agriculture			2698
Intercommunales			2698
Normes de produits à effet environnemental			2698
Compétences des Régions et des Communautés en matière de droit pénal			2698

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Daras (suite)</b>			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			2920-2922
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			3260-3261
Certaines mesures en matière de Fonction publique			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			3785
Justification de vote			
<b>Dardenne (Mme), sénateur provincial de Liège</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Commission Economie) (Société nationale de transport par canalisations S.A. : redevance — Frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables)	16337	804-6	
Création d'une commission mixte chargée d'examiner la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention d'application de l'Accord de Schengen			105
Sur la prise en considération. — Demande de la procédure d'urgence			
Réduction de 15 p.c. des allocations de chômage pour les chômeurs qui exercent une activité bénévole			111, 112
Question orale			
Contribution de la Belgique à la cinquième reconstitution des ressources du Fonds asiatique de Développement			152
Justification de vote			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			204
Actuelles négociations du G.A.T.T.			
Interpellation			315-317, 318
Suite que le Gouvernement a réservée aux recommandations formulées par la commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			458-459
Transport de plutonium			
Question orale			471, 472
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			
Interpellation			475-476, 480
Justification de vote			794
Poudrière nucléaire dans les pays de l'Est			1259
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage)			1853-1854
Traitement et enrichissement de l'uranium issu du retraitement des combustibles irradiés			2345, 2346
Question orale			
Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune			
Interpellation			2368-2369, 2374
Méthodes de production agricole et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune			
Question orale			2936, 2937
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3303-3304, 3327, 3329
Justification de vote			3541
Prêts Euratom			
Question orale			3395, 3396
Proposition de réduction des droits d'accises de 90 p.c. sur les biocarburants			
Interpellation			3807-3808, 3809
Affaire du <i>corn gluten feed</i> et conséquences pour l'agriculture européenne (Maïs)			
Interpellation			3820, 3821
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Affaires économiques			
Voir: M. Cuyvers			
<b>De Backer, sénateur provincial d'Anvers</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992	16017	465-3	194-196
Rapport			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Backer (suite)</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			
Amendement	16124	579-4	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Relations extérieures			
Crédits pour la coopération au développement			551-552
Endettement du tiers monde			552
Investissements privés dans les pays en voie de développement			552
Présidence belge de la C.E.			552
Intégration européenne			552
Négociations du G.A.T.T.			552
Commerce extérieur			552
Situation actuelle dans l'ex-Yougoslavie			
Interpellation			2600-2603
<b>De Boeck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			1097
<b>Decléty, sénateur provincial de Hainaut</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
Autonomie des entreprises publiques. — Contrats de gestion			647-648
S.N.C.B.			647
Belgacom			647-648
Indemnité de monopole			647
Privatisation d'entreprises publiques. — Belgacom			648
<b>De Croo, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost</b>			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant)			
Amendement (Terminologie)	15510	100-31/90	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			10
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			
Sur la motion d'ordre du M. Cooreman (Renvoi en commission)			40
Nominations intervenues récemment dans le personnel de la Régie des Voies aériennes			
Question orale			62
Allocation socio-pédagogique			
Justification de vote			71
Libéralisation des services de sémaphone et de mobilophonie			
Question orale			145, 146
S'informe où en est le projet de loi-programme			
Motion d'ordre			146
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht, le 7 février 1992			220, 222-223
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			
Discussion des articles			
Justification de vote			304
Sur la prise en considération de propositions de modification d'articles de la Constitution à réviser (Art. 82 du Règlement du Sénat)			324
Conséquences éventuelles de l'accord de la Saint-Michel pour la poursuite des discussions avec les Pays-Bas à propos des traités Escaut-Meuse			
Question orale			470
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			
Justification de vote			478 795

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Croo (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			515, 518
Déplore l'absence du Premier Ministre en séance plénière			515-516
Ampleur de la dette publique. — Assainissement des finances publiques			515
Privatisations			515-516
Normes de Maastricht			516
Régions et Communautés			516
Politique monétaire			516
Révision des hypothèses de base du budget			516
Détérioration de la conjoncture			516
Travail frauduleux			516
Augmentation de la pression fiscale et parafiscale			516-517
Réaménagement de la dette publique			517
Accord de la Saint-Michel (Révision de la Constitution — Ecotaxes)			518-519
Coalition gouvernementale			519, 520
Justification de vote			
Budget des Voies et Moyens			714-715
Demande que les Ministres soient présents lors du vote, en séance plénière, sur leur budget			715
Budget général des Dépenses			717
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			
Sur la prise en considération. — Demande une procédure d'urgence			584
Justification de vote			793
Rôle du Gouvernement national dans la gestion, le stockage et le traitement corrects des déchets en Belgique			
Question orale			587
Libre circulation de personnes en Europe			
Question orale			773-774
Réunions de commissions à la Chambre et au Sénat pendant les semaines réservées aux Conseils			797
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			880, 884-885, 886
Ecoute de conversations téléphoniques			
Question orale			902-903
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 13. — Intérieur et Fonction publique			
Justification de vote			1004
Déclarations mettant en cause nos structures judiciaires figurant dans des livres parus récemment			
Question orale			1230-1231
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			
Demande le renvoi en commission			1233, 1234
Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport de Bruxelles-National (B.A.T.C.)			1247, 1248-1249
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1303, 1305, 1306, 1308, 1309, 1311
Justification de vote			1451
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1348
Révision de la Constitution. — Procédure parlementaire			1348
Ecotaxes			1348
Réforme du Sénat			1348
Cour d'arbitrage. — Cour constitutionnelle			1348
Scission de la province de Brabant			1350
Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications			
Justification de vote			1447
Position de la Belgique à l'égard du Rwanda			
Question orale			1474-1475
Demande d'avis au Conseil d'Etat sur les amendements au projet de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat			
Motion d'ordre			1529, 1530
Détérioration de la situation économique du pays et conséquences sur l'emploi, le chômage, le plan de convergence européen, le budget et la sécurité sociale			1538, 1539, 1540

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Croo (suite)</b>			
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1608, 1610
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1617
Justification de vote			1700, 1701, 1702
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1827
Discussion des amendements			
Justification de vote			
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées)			1753
Discussion des amendements			1843
Justification de vote			
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme — Répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations)			1761
Justification de vote			1850
Aggravation de la situation en ce qui concerne les délais dans lesquels les membres du Gouvernement répondent aux questions écrites			
Question orale			1800, 1801
Révision de l'article 56, 3° et 4°, de la Constitution (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)			1836
Discussion des amendements			1837
Justification de vote			
Révision de l'article 56ter de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article)			1838
Justification de vote			
Situation en Somalie (Intervention humanitaire de l'O.N.U.)			1995, 1996
Question orale			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2045-2047, 2049, 2050, 2051, 2053, 2054, 2055, 2062 2080, 2081
Justification de vote			
Coordination de la campagne de prévention du Sida			
Question orale			2071
Naturalisations			
Rappel au Règlement du Sénat (Art. 29 — Les membres qui étaient présents en séance plénière au moment du vote et qui n'y ont pas participé, sont censés s'être abstenus)			2082
Crise gouvernementale. — Propose de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Demande le vote nominal sur sa proposition			2127, 2128-2129
Révision de l'article 1er de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2148
Justification de vote (Réforme de l'Etat)			2385
Demande quand seront déposés au Parlement les projets de loi contenant les mesures du plan d'assainissement du Gouvernement			2181
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Accord-cadre			2185, 2241-2242
Réplique donnée par le Premier Ministre à la Chambre			2186
Manque de nouvelles impulsions			2186
Affaiblissement de notre crédibilité			2186
Problème de l'emploi			2186
Fuite du travail			2186
Manque de programme en matière de sécurité, d'intégration et d'emplois pour les jeunes			2187
Privatisation d'entreprises publiques			2187
« Société de prépensionnés »			2187
Climat favorable aux investissements			2187
Réduction des charges pesant sur les P.M.E.			2187
Augmentation de la pression fiscale <i>versus</i> économies réelles			2188
Problématique du saut d'index			2207
Dette publique			2242
Crise politique			2242
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1er, par l'insertion d'une section IV et d'un article 59quater relatifs aux Conseils de la Communauté et de Région)			2270
Ecoutes téléphoniques et observations de télécopies			
Question orale			2339

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Croo (suite)</b>			
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale Sur la prise en considération			2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe V.L.D. avant le vote final sur une série d'articles			2386
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre)			2401
Discussion des amendements			2403
Justification de vote			2416
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement)			2416
Justification de vote			2427
Révision de l'article 108, 6° du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas de la Constitution (Révision de l'article 108, quatrième alinéa)			2427
Discussion des amendements (Correction de texte)			2487-2488
Non-respect des engagements du Ministre de la Justice et des Affaires économiques d'être présent à heure fixée pour y répondre à une série d'interpellations, étant retenu à la Chambre pour y répondre à des questions orales concernant la même matière. — Indignation du Sénat quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat Motion d'ordre			2487-2488
Approbation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et des annexes I, II, III, IV, V-A, V-B et VI, faites à Bâle le 22 mars 1989			2530
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2537-2538
Justification de vote			
Absence d'un texte néerlandais valable de la majeure partie du Livre III du Code de commerce et conséquences de cette absence			2562
Question orale			2563
Approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et de l'annexe, faites à Vienne le 20 décembre 1988			2564
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord sur l'Espace Economique Européen			2565
Accueil de deux nouveaux collègues sur les bancs ministériels (Mme de Galan et M. Anselme) sans que le Premier Ministre en ait informé le Sénat			2647, 2648
Transposition de la directive C.E. relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées			2649, 2650
Question orale			2706
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents)			3017-3018
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			2759, 2760
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2945-2946
Justification de vote			3225
Application de la directive C.E. 1991/440 relative au développement des chemins de fer dans la C.E.			3389
Question orale			3552
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			3757, 3758
Justification de vote			3783
Questions orales (Réponse tardive du Ministre)			
Lignes télécom louées et rapport de la F.E.B.			
Question orale			
Concrétisation du cinquième plan d'action sur l'environnement pendant la Présidence belge du Conseil européen			
Justification de vote			
Retard mis à publier la liste des lauréats de l'épreuve d'aptitude à la magistrature			
Question orale			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Justification de vote			
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud- est de la Turquie;			
Oppression des Kurdes de Turquie;			
Situation du Kurdistan turc;			
Protection du peuple kurde en Turquie			3972

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Croo (suite)</b>			
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (Doc. n° 811 et 818)			3974
Déclaration du Gouvernement sur « sa politique générale » prévue pour le mardi 21 septembre 1993			4000
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			4034
Refuse un vote sur la déclaration du Gouvernement			4041
Accord de la Saint-Michel			4041-4042
Europe			4042
Dette publique			4042
Grands défis de société			4042
Répartition du travail disponible			4042
« Société de prépensionnés »			4042
Réduction du coût du travail			4042, 4043
Pacte social			4043
Le Parlement réduit à une simple machine à voter			4043, 4044
Manque de confiance de la population vis-à-vis du Gouvernement			4044, 4045
Avenir du V.L.D. après les prochaines élections			4045
<b>de Donnée (Chevalier), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Révision de l'article 108, 6° du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution			
Révision de l'article 108, quatrième alinéa, de la Constitution			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Associations de provinces et de communes)	15571	100-13/4°	
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1556-1560, 1561
Amendement (Naturalisations)	15527	100-15/9°	
Amendement (Responsabilité civile et pénale des Ministres et des membres des Exécutifs)		100-15/10°	
Amendements (Assentiment aux traités)		100-15/12°	
Discussion des amendements			1576-1577
Justification de vote			1617
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1578-1579-1580
Amendements (Traités — Exécution de traités — Transposition de directives européennes)	15528	100-18/5°	
Discussion des amendements			1582
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Amendements (Droit d'évocation du Sénat — Notion d'urgence)	15533	100-19/8°	
Amendement (Transposition de directives européennes)		100-19/10°	
Amendement (Lois prises en exécution de traités)		100-19/11°	
Amendement (Lois à majorité spéciale — Région de Bruxelles-Capitale)		100-19/12°	
Amendements (Commission parlementaire de concertation)		100-19/15°	
Amendements (Commission parlementaire de concertation)		100-19/17°	
Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)		100-19/18°	
Amendements (Compétence du Sénat en ce qui concerne la législation fondamentale)		100-19/19°	
Amendement (Lois prises dans le cadre des compétences partagées avec les Régions ou les Communautés)		100-19/20°	
Discussion des amendements			1600, 1601, 1603, 1604-1605, 1606
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1706, 1707-1708-1710, 1718, 1720
Amendements (Composition du Sénat)	15541	100-20/9°	
Amendements (Composition du Sénat)		100-20/11°	
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/14°	
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/15°	
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/16°	
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/18°	
Fait personnel (Réfute les propos de M. Vandenberghe qui prétend qu'il aurait usé de termes anti-flamands)			1721
Discussion des amendements			1731-1732, 1733, 1734, 1735-1736, 1738, 1739-1740, 1741-1742
Révision de l'article 56, 3° et 4°, de la Constitution (Réforme du Sénat — Abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)			
Amendements (Âge requis pour être sénateur)	15544	100-23/3°	
Discussion des amendements			1745, 1836

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Révision de l'article 56 <sup>quater</sup> de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15546	100-25/3°	
Révision du Titre III, chapitre III <sup>bis</sup> , de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107 <sup>ter-bis</sup> ) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées)	15569	100-27/4° 100-27/5° 100-27/6° 100-27/9° 100-27/10°	1754, 1755
Amendements			
Amendements			
Amendement			
Amendement			
Amendements			
Demande de renvoi en commission de la proposition et des amendements			
Motion d'ordre			1554-1555
Discussion des amendements			1757, 1758, 1759
Révision du Titre III, de la Constitution en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2047-2048, 2051, 2056
Amendements	15525	100-29/4°	2080
Justification de vote			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant)			
Amendements (Etat de droit, droits de l'homme, engagements internationaux — Union du peuple belge — Monarchie — Communes et provinces — Caractère fédéral de la Belgique — Province de Brabant — Région de Bruxelles-Capitale — Fourons — Communauté germanophone — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15510	100-31/3°	2133-2135, 2139, 2146, 2147 2161
Discussion des amendements			
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15531	100-32/3° 100-32/4°	
Amendement			
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59 <sup>quinquies</sup> relative aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2278-2281, 2283, 2284, 2286
Amendements (Communauté française, Région wallonne et groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15523	100-35/3°	2263-2264
Requiert la présence d'un Ministre francophone lors de la discussion			
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes)			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15582	100-38/4°	
Révision de l'article 99 de la Constitution (Révision de l'article 99, alinéas 2 et 3) (Nomination des magistrats des cours d'appel, des tribunaux de première instance et de la Cour de cassation)			
Amendements (Conseillers à la Cour de cassation — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15564	100-44/3°	
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics	15471	305-3	30-31, 32
Amendements			
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux	16021	468-3	
Amendement			
Institution d'un dispositif d'indemnisation en faveur de personnes contaminées par le virus d'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins (Sida — Fonds d'indemnisation)	16057	508-1	
Proposition de loi			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103	558-8 558-10 558-11 558-16 558-19 558-26 558-27 558-28 558-31 558-43	
Amendements			
Amendements			
Amendement			
Amendements			
Amendement			
Amendement			
Amendements au texte adopté par la Commission			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) (suite)			
Région bruxelloise			2709
Scission de la province de Brabant			2709, 2710-2711
Communautarisation des règles organiques régissant les C.P.A.S.			2709
Régionalisation du commerce extérieur			2709-2710
Régionalisation de la politique scientifique			2710
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2710
Droit de préemption des Régions et des Communautés			2710, 2711
Autonomie constitutive			2710
Financement de la Communauté française et de la Région bruxelloise			2710, 2711
Contrôle du respect des lois linguistiques à Bruxelles. — Gouverneur et vice-gouverneur de la province de Brabant flamand			2711
Ecotaxes			2711
Discussion des articles			2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2829, 2930, 2831, 2833, 2835, 2836, 2848, 2857
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			779-781, 784
Amendement	16107	562-3	
Amendement		562-4	
Concessions de service public			
Proposition de loi	16108	563-1	
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Amendement subsidiaire	16136	591-7	
Accès au taux réduit de l'impôt des sociétés			990
Réforme de l'Etat			2133-2135, 2139, 2146, 2147
Proposition de résolution	16187	645-1	
Justification de vote			2385
Certaines mesures en matière de Fonction publique			3257
Amendement (S.P.R.)	16201	661-4	
Amendements (Dépolitisation S.P.R.)		661-5	
Modification de l'article 62bis du Règlement du Sénat (Comité d'avis chargé de questions européennes et des problèmes relatifs à l'Accord de Schengen)			
Proposition de loi	16211	672-1	
Adaptation des droits d'enregistrement à taux réduit pour habitations modestes en Région de Bruxelles-Capitale			
Proposition de résolution	16227	688-1	
Organisation d'une consultation populaire sur l'actuelle réforme de l'Etat connue sous le nom d'« Accords de la Saint-Michel »			
Proposition de loi	16246	708-1	
Modification de l'article 7, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> , de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Loi spéciale) (Critère de localisation de l'impôt des personnes physiques — Région de Bruxelles-Capitale)			
Proposition de loi	16291	756-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification du Code électoral)	16310	777-13	
Amendements (Modification du Code électoral, de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi des pensions à charge du Trésor public, de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et de la loi provinciale)			777-14
Amendements (Modification de la loi organique des élections provinciales et de la loi électorale communale)			777-15
Amendements (Modification de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres et les membres des Chambres législatives)			777-16
Amendements (Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone)			777-17
Amendement (Modification de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale: résidence principale)			777-20
Amendement (Modification de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative: Bruxelles-Capitale; enseignement)			777-21

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) (suite)			
Réforme de l'Etat			3552-3554
Démantèlement de la Communauté française			3552
Fédéralisme			3553
Financement des Communautés et des Régions			3553-3554
Modifications aux législations électorales			3554
Gouverneur et vice-gouverneur dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale			3554
Ecotaxes			3570
Discussion des articles			3573, 3578, 3582, 3592, 3603, 3612, 3614, 3616, 3627, 3629, 3630, 3641, 3650, 3694, 3703 3764-3765, 3768 3783
Votes réservés			
Justification de vote			
Mentions obligatoires sur certains documents électoraux (Sexe du candidat)			
Proposition de loi	16335	802-1	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			10
Conséquences, pour la Sabena, des récentes mesures d'économies proposées par le président d'Air France			
Question orale			61
Rapport du F.M.I. relatif à la situation financière du pays			
Question orale			65
Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre			
Interpellation			89-90, 95
Rénovation de l'immeuble du Berlaymont			
Question orale			108
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			223-225
Réalisation et financement du R.E.R. bruxellois			
Interpellation			252-254, 256
Dispositions sociales et diverses			
Votes réservés			497
Sur le rappel à l'article 30 du Règlement du Sénat (Votes par assis et levé et pouvoir de décision du Président et du bureau quant au résultat du vote)			
Demande un vote nominatif			502, 503 504-505
Aspects économiques de la restructuration de l'armée			
Etat des négociations entre Bruxelles et Paris sur le siège du Parlement européen, à l'issue de la visite de S.M. le Roi à Paris			
Question orale			585
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Défense nationale			
Restructuration des Forces armées et suppression du service militaire			628-630 628-629
O.T.A.N.			629
Loi du 21 décembre 1990 fixant le statut des candidats militaires du cadre actif			630
Assurance-vie des militaires en mission à l'étranger			630
Vente de biens immeubles et de matériel excédentaire			630
Unités de réserve			630
Service civique généralisé obligatoire <i>versus</i> service civique volontaire			
Situation financière de l'O.S.S.O.M. et désorganisation de son mécanisme de financement, suite au non-versement de l'intégralité de l'intervention de l'Etat depuis plusieurs années			
Interpellation			765-766, 767
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			
Justification de vote			789-790
Modalités de l'envoi de soldats belges en Somalie			
Question orale			800, 801
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			880-882
Fixation pour l'année 1993 du contingent de l'armée			973-974
Justification de vote			1005
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice)			
Justification de vote			1071-1072

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1089-1090
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1089-1090, 1434-1435
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			1233, 1234
Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale			
Question orale			1231, 1232
Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport de Bruxelles-National (B.A.T.C.)			
Interpellation			1244-1245, 1249
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1303-1305, 1307, 1311, 1324, 1325
Justification de vote			1452
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1348-1349
Communauté française			1349
Etranglement de Bruxelles			1349
Scission de la province de Brabant			1349
Réforme du Sénat			1349-1350
Ecotaxes			1411, 1412, 1413
Simultanéité de réunions du Sénat et du Conseil régional bruxellois			
Réforme du Sénat. — Ordre des travaux (Avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1411, 1412, 1413, 1607
Tergiversations dans la mise en œuvre du syndicat d'étude du R.E.R. (Bruxelles)			
Question orale			1475-1476
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1485-1486, 1504-1508, 1522
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			1532-1533
Détérioration de la situation économique du pays et conséquences sur l'emploi, le chômage, le plan de convergence européen, le budget et la sécurité sociale			
Interpellation			1535-1538, 1540-1541
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1607, 1608
Demande une réunion des chefs de groupe			1607

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Investissements prévus dans le plan de restructuration de l'armée, en particulier la construction de nouvelles casernes, notamment à Ath et à Angleur			1660-1661
Événements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'Etat de fait de Mobutu et manière dont le Gouvernement belge y a réagi;			1669, 1672-1673
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre			1742
Révision de l'article 54 de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article)			1743, 1744
Discussion des amendements			1747
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans)			1840
Discussion des amendements			1761
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: membres de la Famille royale)			1850
Discussion des amendements			
Justification de vote			1769
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme — Répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations)			
Justification de vote			1773, 1776
Demande que le Premier Ministre informe le Sénat au sujet de l'accord intervenu pour garantir une représentation minimale des provinces au Sénat			1800
Motion d'ordre			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			1807-1809, 1810
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenion administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1986-1988, 1990-1991
Représentation de chaque province au sein du futur Sénat			1997, 1998
Question orale			
Situation financière particulièrement dramatique de la Régie des Bâtiments, causes et conséquences de celle-ci			2032-2033, 2035-2036
Interpellation			2037-2038
Mesures que doit prendre le Gouvernement pour obtenir d'Agusta le respect de ses engagements en matière de compensations			2127-2128, 2129
Interpellation			2179
Nombre ridicule de sessions du Parlement européen prévues à Bruxelles en 1993-1994			2191
Question orale			2191
Etat du patrimoine immobilier des institutions culturelles nationales à Bruxelles et plus particulièrement des musées royaux d'art et d'histoire			2191
Interpellation			2191
Exécution du contrat d'achat d'Agusta A-109			2191
Crise gouvernementale. — Propose de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution			2192
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			2192-2194
Requiert la présence du seul président de parti, membre de l'assemblée			2193
Pouvoir des présidents de partis			2194
Contrôle budgétaire			2194
Equilibre entre les recettes et les dépenses			2192
Pression fiscale			2192
Problèmes de compétitivité et d'emploi			2192
Assainissement des finances publiques dans le cadre du plan de convergence			2192-2194
Privatisation d'institutions publiques			2193
Projet d'un <i>golden handshake</i> pour certains dirigeants de la C.G.E.R.			2194
Meilleure perception et contrôle de l'impôt			2194
Lutte contre la fraude fiscale			2195
Critique du contrôle budgétaire			2196
Politique du parti Ecolo			2242
Crise politique			2242
Solutions en trompe-l'œil du Gouvernement			2255
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des Représentants: nombre)			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59 <sup>sexies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région);			2291-2292
(Insertion d'un article 59 <sup>septies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des secrétaires d'Etat régionaux)			
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la seconde guerre mondiale			2380
Sur la prise en considération			
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe P.R.L. avant le vote final sur une série d'articles			2386
Absence d'accords-cadres de coopération entre l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale			2452-2455, 2456
Interpellation			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			2488
Indignation face au comportement du Ministre, mais aussi du Président de la Chambre			
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2540
Justification de vote			
Caractère mal défini des missions et du rôle des militaires belges en Somalie			2542-2543, 2544
Interpellation			
Marché noir à Bruxelles d'armes de guerre provenant d'Europe centrale et orientale			2558, 2559
Question orale			
Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu par l'ex-Yougoslavie et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie			2599-2600
Interpellation			2762
Rappel au Règlement (Question orale <i>versus</i> interpellation)			
Organisation de réunions du Conseil de Ministres de la C.E. en dehors de Bruxelles pendant la Présidence belge de la Communauté			2763-2764
Question orale			
Déplore l'absentéisme sur les bancs du parti social-chrétien et du V.L.D. à l'occasion d'un débat sur une loi spéciale			2820
Motion d'ordre			
Déplore l'absence massive des partis de la majorité à l'occasion de l'examen des articles et des amendements de la proposition de loi spéciale			2857
Motion d'ordre			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2917-2918
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)			3057-3060
Insertion d'un article <i>53bis</i> dans la loi sur la fonction de police (Suppression de la discrimination, du point de vue de la responsabilité civile et de l'assistance judiciaire entre agents de l'Etat)			3249
Prises de position du Général Charlier concernant les investissements de la défense publiées le 23 juin 1993			3290, 3291
Question orale			
Préfinancement par la Régie des Bâtiments de la rénovation des îlots de la Communauté flamande à la Place des Martyrs			3390-3391
Question orale			
Absence des mesures concrètes promises par le Gouvernement pour encourager les déagements volontaires du personnel militaire dans le cadre de la restructuration de nos forces armées			3502, 3503-3504
Interpellation			
Retards considérables accumulés par le Ministre de la Justice dans la mise en place du dispositif belge de participation au système d'information Schengen (Commission Sirène)			3795-3796, 3797
Interpellation			
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (Doc nos 811 et 818)			3975
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Discours creux du Premier Ministre contrairement aux suggestions formelles des gouvernements voisins			4045, 4046, 4047
Assainissement budgétaire			4046
Equilibre financier de la sécurité sociale			4046
Baisse du pouvoir d'achat			4046
Crise économique			4047-4048
Etroitesse de la marge de manœuvre			4046
Plan Lubbers aux Pays-Bas			4046, 4047
Avatars du franc			4046-4047
Crise de confiance dans la population et à l'échelon international quant aux capacités du Gouvernement d'assainir la situation			4047

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Donnée (Chevalier) (suite)</b>			
Déclaration du Gouvernement (Politique générale) (suite)			
Relance de la compétitivité			4048
Réduction du coût du travail			4048
Crise des mentalités. — Relance de l'esprit d'entreprise et de créativité			4048-4049
Réduction du temps de travail			4049
Niveau des salaires			4049
Répartition du temps de travail			4049
Europe forte disposant d'une monnaie unique			4049-4050
Réponses aux grands défis de société			4050
Envoi au Rwanda et en Somalie de soldats belges			4050
<b>De Galan (Mme), Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (depuis le 4 mai 1993)</b>			
Absence d'une suite appropriée donnée aux engagements contractés par notre pays et par la C.E. lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Interpellation de M. Cuyvers)			
			2575-2577, 2578
Greffes d'organes (Question orale de M. Boël)			
			2643
Mesures que le Gouvernement a prises à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du cadre du personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire (Question orale de M. Matthijs)			
			2645
Transport de plutonium par paquebots (Interpellation de M. Pataer)			
			2902-2904, 2905
Institut d'expertise vétérinaire (Interpellation de M. Benker)			
			3236-3238
Paiement des arriérés d'allocations pour l'aide aux personnes âgées (Question orale de M. Van Aperen)			
			3292
Possibilité d'extension aux bénéficiaires du minimex de l'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés d'exercer un travail limité (Question orale de M. Desmedt)			
			3292-3293
Etablissement, par l'Office de contrôle des mutualités, d'un rapport sur les frais d'administration des organismes assureurs (Question orale de M. Monfils)			
			3293
Activité récente de la Commission du pacte culturel (Plaintes du <i>Vlaams Blok</i> et du <i>Vlaams Nationaal Jeugdverband</i> ) (Question orale de M. Raes)			
			3296
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire (Demande le renvoi en commission)			
			3326-3328 3057
Politique menée par la Belgique dans le domaine de la lutte contre le cancer (Interpellation de M. Cuyvers)			
			3341-3342
Exercice du droit de contrôle de l'usage fait de la subvention accordée par l'Etat à la Croix-Rouge de Belgique pour l'hébergement des candidats réfugiés politiques aux centres de Nassogne et de Lint (Interpellation de M. Bouchat)			
			3344-3345, 3346
Réduction annoncée du contrôle des radiations dans l'entreprise nucléaire <i>Belgoprocess</i> (Question orale de M. Pataer)			
			3392
Concrétisation du cinquième plan d'action sur l'environnement pendant la Présidence belge du Conseil européen (Interpellation de M. Cuyvers)			
			3452-3454
Publicité télévisée pour des médicaments potentialisant les capacités (Question orale de M. Verreycken) <i>Voir: M. Claes</i>			
Hygiène dans les cuisines scolaires et qualité des repas scolaires (Question orale de M. Eeman) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Prime offerte par certaines pharmacies sur les médicaments (Question orale de M. Monfils) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Installations nucléaires en Europe centrale et de l'Est dans le cadre de la question type posée aux Ministres compétents des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la recommandation 1209 (1993) de l'Assemblée parlementaire (Question orale de M. Seeuws) <i>Voir: M. Tobback</i>			

	DOCUMENTS		ANNALES		
	R. A	N°	Pages		
<b>De Grauwe, sénateur coopté</b>					
Dispositions fiscales, financières et diverses	16136	591-24			
Amendements					
Charges nouvelles <i>versus</i> économies réelles			978-980		
Augmentation de la pression fiscale			978-980		
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			978-979, 1012		
Surestimation des recettes			979, 980		
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			979		
Lutte contre la technologie fiscale de pointe			980		
Fiscalité des entreprises. — P.M.E.			980		
Discussion des articles			1016, 1017		
Justification de vote			1070-1071		
Statut et contrôle des établissements de crédit				1872-1873, 1876	
Amendements			16158	616-9	
Discussion des articles					1890-1891
Justification de vote	2009				
Instauration, dans le cadre du droit fiscal belge, d'un système de consolidation fiscale nationale (Société-mère et filiale)					
Proposition de loi	16273	736-1			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)					
Amendements (Ecotaxes)	16310	777-7			
Ecotaxes			3563-3564		
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			200-201		
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;					
Budget général des Dépenses de l'année 1993					
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières					
Révision des hypothèses de base du budget			534		
Ralentissement de la croissance économique			534		
Charges nouvelles <i>versus</i> économies réelles			534		
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			534-535		
Dette publique			535, 536		
Réaménagement de la dette			535		
Norme de Maastricht			535, 536		
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe					
Justification de vote			1002-1003		
Révision de la Constitution;					
Propositions de réforme de l'Etat					
Accord de la Saint-Michel					
Financement des Communautés et des Régions			1363-1365		
Finances publiques. — Problématique de la dette			1363, 1364, 1375		
Autonomie fiscale des Communautés et des Régions			1363-1364		
Ecotaxes			1364		
			1364-1365, 1375, 1379		
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)					
Déficit budgétaire			2216-2217		
Pression fiscale			2217		
Augmentation des impôts			2217		
Assainissement de la sécurité sociale			2217-2219		
Limitation des dépenses dans le secteur des allocations de chômage			2217		
Retenues sur les allocations familiales			2218-2219		
Privatisation de la C.G.E.R.					
Interpellation			2476		
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)					
Financement des Communautés et des Régions. — Impact de l'Accord de la Saint-Michel sur la dette publique. — « Effet boule de neige »			2795-2797		
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3855-3856		
Justification de vote			3991		
<b>Dehaene, Premier Ministre</b>					
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			748, 749		
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg (Problème danois — Financement: paquet Delors II — Elargissement de la C.E.: pourparlers avec des Etats tiers — Principe de la subsidiarité — Politique de relance économique — Parlement européen — Siège des institutions)			877-879, 892-893		
Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Benker)			898		

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dehaene (suite)</b>			
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie (Interpellation de Mme Mayence-Goossens)			898
Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Pécriaux)			898
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1361-1362, 1423-1424
Ecotaxes			1362
Sécurité sociale			1362, 1423
Elections pour la Chambre, le Sénat et les conseils provinciaux. — Circonscriptions et cantons électoraux. — Apparetements. — Brabant			1391
Transferts Nord-Sud. — Biologie clinique			1397, 1423
Réforme du bicaméralisme. — Sénat			1423
Communauté germanophone			1423-1424
Financement			1423
Réforme du Sénat. — Ordre des travaux (Avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1412
Campagne publicitaire menée par un membre du Gouvernement au sujet des procédures accélérées (Interpellation de M. Goovaerts)			1425-1426
Détérioration de la situation économique du pays et conséquences sur l'emploi, le chômage, le plan de convergence européen, le budget et la sécurité sociale (Interpellation de M. de Donnée)			1538-1540
Représentation de chaque province au sein du futur Sénat (Question orale de M. de Donnée)			1800
Aggravation de la situation en ce qui concerne les délais dans lesquels les membres du Gouvernement répondent aux questions écrites (Question orale de M. De Croo)			1801
Nombre ridicule de sessions du Parlement européen prévues à Bruxelles en 1993-1994 (Question orale de M. de Donnée)			1997-1998
Manière dont certains Ministres organisent leurs permanences sociales (Défense nationale — Collaborateurs du cabinet du Ministre) (Interpellation de M. Goovaerts)			2085
Usage linguistique des membres du Gouvernement (Question orale de M. Van Hooland)			2086-2087
Attitude anti-flamande de certains membres du Gouvernement (Ministre de la Politique scientifique et Ministre des Affaires sociales) (Interpellation de M. Verreycken)			2086-2087
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Problèmes de compétitivité et d'emploi			2177, 2241
Assainissement des finances publiques dans le cadre du plan de convergence			2177, 2239
Meilleure perception et contrôle des impôts			2177, 2241
Accroissement du produit de la vente d'actifs			2178
Mesures à prendre en matière de dépenses			2178
Maîtrise des dépenses dans le secteur de l'A.M.I.			2178
Lutte contre l'usage impropre de l'assurance-chômage			2178
Maintien de la viabilité des régimes de pension			2178
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2178
Impôt sur les patrimoines			2178
Non-imputation du précompte immobilier à l'impôt des sociétés			2178
Quotité forfaitaire d'impôt étranger			2178
Limitation des dépenses dans le secteur des allocations de chômage			2218
Contexte politique dans lequel s'est opéré le contrôle budgétaire			2239
Crise économique			2239
Politique budgétaire. — Plan pluriannuel			2240
Equilibre entre les recettes et les dépenses			2240
Problème du rôle de l'Etat			2240
Réduction des dépenses dans les transferts			2240
Assainissement de la sécurité sociale			2240
Réduction du chômage à temps partiel			2241
Mesures en matière de pensions			2241
Harmonisation du précompte mobilier au niveau européen			2241
Notion de « réalité économique »			2241
Absence d'accords-cadres de coopération entre l'Etat et la région de Bruxelles-Capitale (Interpellation de M. de Donnée)			2455-2456
Attitude du Gouvernement à l'égard du ou des partis de la majorité qui veulent l'abrogation de la loi relative au Pacte culturel (Interpellation de M. Hasquin)			2458
Certaines déclarations de Ministres (A.M.I. — Révision de la Constitution) (Question orale de M. Verreycken)			2555

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dehaene (suite)</b>			
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)			3061
Bruxelles et la présidence belge de la C.E. (Interpellation de M. Goovaerts)			3251
Notification du décès et hommage à la mémoire de Sa Majesté le Roi Baudouin			4023
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Réforme du travail parlementaire — Nouveauté d'une déclaration sur la politique générale du Gouvernement			4031, 4074
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4032, 4074
Mise en œuvre de l'Union européenne			4032, 4074
Entrée en vigueur du Traité de Maastricht			4032
Lutte contre le chômage et sauvegarde de la compétitivité			4032, 4033, 4034, 4075
Livre blanc			4032
Politique monétaire			4032-4033, 4074
Assainissement budgétaire			4033, 4074
Programme de vente d'actifs			4033
Equilibre financier de la sécurité sociale			4033, 4034
Pacte social relatif à la problématique de l'emploi, à la compétitivité et à la sécurité sociale			4033, 4034, 4075
Réduction du coût du travail			4033, 4076
Plan d'accompagnement des chômeurs et plan d'embauche de jeunes			4033-4034
Réponses aux grands défis de société. — Notes d'orientation			4034
Accord relatif au Comité des Régions			4074
Accord de coopération en exécution de l'article 146 du Traité de Maastricht			4074
Politique des réfugiés			4074
Crise économique			4074
Etroitesse de la marge de manœuvre			4074
Nouvelle définition de la position de l'Europe			4074
Considérations sur la crise dans son contexte européen			4074-4075
Groupe de travail, présidé par le Gouverneur de la Banque nationale, chargé de définir les contours du Pacte social			4075
Recherche d'un consensus avec les partenaires sociaux			4076
Equilibre entre la position concurrentielle, les coûts du travail, la relance de l'emploi et le financement de la sécurité sociale			4076
Répartition du travail			4076
Equilibre financier de la sécurité sociale			4076-4077
Réajustement du bien-être			4077
Récente décision de la Commission nationale permanente du Pacte culturel (Irrecevabilité d'une plainte du <i>Vlaams Blok</i> ) (Question orale de M. Van Wallegghem) <i>Voir: M. Bourgeois</i>			
Conséquences éventuelles de l'accord de la Saint-Michel pour la poursuite des discussions avec les Pays-Bas à propos des traités Escaut-Meuse (Question orale de M. De Croo) <i>Voir: M. Claes</i>			
Activité récente de la Commission du pacte culturel (Plaintes du <i>Vlaams Blok</i> et du <i>Vlaams Nationaal Jeugdverbond</i> ) (Question orale de M. Raes) <i>Voir: Mme de Galan</i>			
Emploi des langues sous la présidence belge de la C.E. (Question orale de M. Suykerbuyk) <i>Voir: M. Delcroix</i>			
Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale (Question orale de M. de Donnée) <i>Voir: Mme Offeciers-Van de Wiele</i>			
Arrêt de l'édition de l' <i>Agenda des examens</i> par le S.P.R. (Question orale de M. De Loor) <i>Voir: M. Tobbacq</i>			
Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sanction, de promulgation et de publication des différents articles de la Constitution soumis à révision (Question orale urgente de M. Lallemand) <i>Voir: M. Tobbacq</i>			
Erreurs de management des services et institutions ministériels fédéraux (Interpellation de M. Van Hooland) <i>Voir: M. Tobbacq</i>			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dehousse, Ministre de la Politique scientifique</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Enseignement et Politique scientifique			
Situation des établissements scientifiques et culturels nationaux			663
Bâtiments			663
Adaptation des effectifs — Radioscopie			663
Exécution de la loi du 28 décembre 1990 créant l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux			663
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1522
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1560-1561, 1562
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1717, 1718
Renouvellement du Conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles (Question orale de M. Raes)			1994
Discours unilingue récent d'un collaborateur du cabinet (Question orale de M. Van Hooland)			1995
Etat du patrimoine immobilier des institutions culturelles nationales à Bruxelles et plus particulièrement des musées royaux d'art et d'histoire (Interpellation de M. de Donnée)			2033-2035, 2036
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2061-2063
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2169
Commémoration du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie et de l'attaque du vingtième convoi			2267
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)			2270-2271
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59 <sup>quinquies</sup> relative aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2282-2284, 2286
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement);			
Révision de l'article 71 de la Constitution (Dissolution de la Chambre des Représentants par le Roi)			2297
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes)			2314
Révision du Titre VIII de la Constitution, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII par la réinsertion de l'article 132)			2317
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24 <sup>ter</sup> relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur			2673-2674
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2676-2677
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Droit de préemption des Communautés et Régions			2704, 2780, 2789-2790
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2788-2789, 2790
Communautarisation des règles organiques relatives aux C.P.A.S.			2789
Recouvrement du minimex			2789
Transfert de compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française à Bruxelles			2789
Autonomie constitutive			2789
Etablissement d'un gouverneur à Bruxelles			2789
Scission de la province de Brabant			2790
Communauté germanophone			2790-2791
Politique budgétaire			2791
Région bruxelloise			2791
Statut fiscal de l'indemnité des conseillers régionaux			2795
Financement des Communautés et des Régions			2795, 2797-2798
Région bruxelloise			2795
Cour d'arbitrage. — Cour constitutionnelle			2799
Problèmes financiers du Théâtre royal de la Monnaie (Question orale de Mme Creyf)			3392, 3393

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dehousse (suite)</b>			
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991			3400-3401, 3402
Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en application du Traité instituant la C.E.E. Discussion des articles			3403-3404 3405
Institutions scientifiques nationales (Question orale de M. L. Martens)			3964-3965
<b>Delcourt-Pètre (Mme), sénateur coopté</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales Texte proposé (Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24 <sup>quater</sup> relatif au droit au respect de la vie privée et familiale)	15512	100-4/2°	
Contribution de la Belgique à la cinquième reconstitution des ressources du Fonds asiatique de Développement Rapport	16037	486-2	85-86
Modification de l'article 12 de l'A.R. n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère (Permis de travail — Période d'absence) Proposition de loi	16052	503-1	
Complément à l'article 103, § 2, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Cotisation capitalative à charge des employeurs occupant des travailleurs à temps partiel involontaire. — Secteur non marchand) Proposition de loi	16054	505-1	
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Proposition de loi	16089	541-1	
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 Rapport	16268	731-2	2733-2734
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Rapport (Commission des Finances) (Congé politique des parlementaires fonctionnaires)	16310	777-4	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1139-1140 2354
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique Mesures prises en matière de travail à temps partiel Interpellation			2750-2751, 2756
Protection des mineurs d'âge dans l'utilisation du réseau Belgacom pour les messageries à connotation sexuelle Interpellation			3475-3476
<b>Delcroix, sénateur coopté, Ministre de la Défense nationale</b>			
Mesures prévues pour le personnel civil des forces armées en Allemagne à l'occasion de leur retour en Belgique dans le cadre de l'opération Reforbel (Interpellation de M. Vermeiren)			75-76
Exposition d'armes organisée par l'A.F.C.E.A. et l'allocution prononcée par un membre de l'Etat-major général de l'armée belge (Question orale de M. Timmermans)			111
Dispositions sociales et diverses Section : Défense Vente de matériel militaire excédentaire et affectation du produit au financement d'investissements Procédure inhabituelle Identité des acheteurs Vente de Mirages et de F16 Vente de zones naturelles ou forestières Vente de matériel de guerre			435-436 436 436 436 436 436
Aspects économiques de la restructuration de l'armée (Interpellation de M. de Seny)			505
Destination des aérodromes de Saint-Hubert et Jehonville (Question orale de M. Deworme)			798
Avenir du dépôt de munitions de Jehonville (Question orale de M. Bougard)			798-799

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Delcroix (suite)</b>			
Possibilité de faire appel aux casques bleus belges pour distribuer des vivres dans le Baranja en Croatie (Question orale de M. Verreycken)			799
Mise de militaires à la disposition des communes en vue d'y accroître la sécurité (Question orale de M. Maertens)			800
Modalités de l'envoi de soldats belges en Somalie (Question orale de M. de Donnée)			800-801
Décision du Gouvernement de prolonger la mission de la frégate belge F.913 en mer adriatique (Question orale de M. Desutter)			801
Troisième régiment des chasseurs ardennais (Question orale de M. Bock)			802 974
Fixation pour l'année 1993 du contingent de l'armée			
Restructuration des forces armées belges (Interpellation de M. Van Hooland)			1213-1216
Dispositions en faveur des derniers miliciens « 1993 » (Question orale de M. Van Hooland)			1280-1281
Travaux qui ont été réalisés sans permis de bâtir dans le domaine Ryckvelde à Beernem (Question orale de M. Lozie)			1282
Situation des derniers miliciens (Interpellation de M. Vermeiren)			1658-1659
Investissements prévus dans le plan de restructuration de l'armée, en particulier la construction de nouvelles casernes, notamment à Ath et à Angleur (Interpellation de M. Vermeiren)			1661-1662
Suppression de la caserne du troisième régiment des chasseurs ardennais et départ des militaires qui y sont affectés actuellement (Interpellation de M. Bock)			1665-1666
Retard apporté à exécuter la loi instaurant des conseillers moraux à l'armée (Question orale de M. Hasquin)			1999
Exécution du contrat d'achat d'Agusta A-109 (Interpellation de M. Vermeiren)			2039-2040
Conséquences pour la Belgique de la mise d'hommes supplémentaires à la disposition de l'O.N.U., à la demande de cette dernière, et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande (Question orale de M. Van Belle)			2073
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude (Interpellation de M. Loones)			2442
Concession à l'IJzerbedevaartcomité de l'exploitation du « Boyau de la Mort » à Dixmude (Question orale de M. Suykerbuyk) (Question orale de M. Verreycken)			2442 2442
Relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire (Interpellation de M. Vermeiren)			2460-2461
Caractère mal défini des missions et du rôle des militaires belges en Somalie (Interpellation de M. de Donnée)			2543-2544
Campagne de soutien aux casques bleus (Interpellation de M. Bougard)			2580-2582
Transfert éventuel du 12 <sup>e</sup> régiment de ligne de Spa à Vielsalm (Question orale de M. Houssa)			2939
Nécessité d'un équipement radar pour les hélicoptères Seaking (Question orale de M. Desutter)			2940
Excuses présentées par le Ministre de la Défense nationale au Gouvernement de Grande-Bretagne concernant le refus belge de livrer des grenades d'artillerie juste avant la guerre du Golfe persique (Question orale de M. Ulburghs)			2940
Classement comme sites de domaines militaires (Interpellation de M. Loones)			3038-3040
Affectation de domaines militaires susceptibles d'être aliénés (Interpellation de M. Vermeiren)			3038-3040
Participation de la Belgique à l'Eurocorps (Interpellation de M. Vermeiren)			3048-3049
Campagne en faveur des casques bleus belges (Interpellation de M. Vermeiren)			3050-3051
Agression par des militaires d'une personne civile lors de récents exercices militaires (Question orale de M. Bougard)			3290
Prises de position du Général Charlier concernant les investissements de la défense publiées le 23 juin 1993 (Question orale de M. de Donnée)			3290-3291
Sécurité de l'installation de démontage de bombes à gaz à Houthulst-Poelkapelle (Question orale de Mme Tyberghien-Vandenbussche)			3291
Adoption du plan d'investissement à moyen terme de la défense nationale et décision du Gouvernement de moderniser les avions F16 (Interpellation de M. Bougard)			3501-3502

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Delcroix (suite)</b>			
Absence des mesures concrètes promises par le Gouvernement pour encourager les dégagements volontaires du personnel militaire dans le cadre de la restructuration de nos forces armées (Interpellation de M. de Donnée)			3502-3503, 3504
Emploi des langues sous la présidence belge de la C.E. (Question orale de M. Suykerbuyk)			3755-3756
Sort de l'arrivée de la prochaine « Marche du Souvenir » en 1994 (Vielsalm) (Question orale de M. Bock)			3756
Intervention de l'O.N.E.M. contre des débardeurs de poisson agréés, à Ostende et à Zeebrugge (Question orale de M. Maertens)			3967
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Défense nationale Voir: M. Claes			
Attitude des autorités militaires à l'égard des militaires belges affectés à l'étranger à des missions de l'O.N.U. (Interpellation de M. Vermeiren) Voir: M. Claes			
Danger inhérent à la mise en vente d'armes belges dans le cadre de la liquidation de matériel militaire appartenant à l'armée belge, ces armes risquant de se retrouver dans de mauvaises mains (Question orale de Mme Maes) Voir: M. Derycke			
Conséquences de la demande de l'O.N.U. de mettre à sa disposition un contingent supplémentaire de militaires belges et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande (Question orale de M. Van Belle) Voir: M. Derycke			
<b>De Loor, sénateur provincial de Flandre orientale, questeur du Sénat</b>			
Réélu questeur du Sénat			12
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique Rapport	16047	497-2	1531
Assurance contre les dommages résultant d'inondations ou de tremblements de terre Proposition de loi	16215	675-1	
Accroissement de l'objectivité dans le recrutement de certaines catégories du personnel de l'ordre judiciaire (Code judiciaire, articles 185, 270 à 272, 281 à 284 — Concours de recrutement) Proposition de loi	16244	706-1	
Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres (Amélioration de la publicité relative aux affaires communales, de l'accès à l'information et des conditions matérielles d'exercice du mandat de conseiller communal) Proposition de loi	16251	713-1	
Dispositions sociales et diverses Section: Intérieur			
Régime commun des pensions des administrations locales			422
Principe de solidarité			422
Maintien du système d'enveloppes			422
Arrêt de l'édition de l' <i>Agenda des examens</i> par le S.P.R. Question orale			1229
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale			2349
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2920
Certaines mesures en matière de Fonction publique			3258
<b>De Meyer, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport (Section 31: Agriculture — Articles 2.31.1 à 2.31.10)	16077	530-11	
Réglementation de la navigation aérostatique Proposition de loi	16102	557-1	
Dispositions sociales et diverses Rapport (Commission Agriculture et Classes moyennes)	16337	804-3	
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			118-119

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Meyer (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Agriculture Aperçu du rapport de la Commission			597
Nouvelles missions du Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune Question orale			2338
<b>Deprez, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993 Rapport (Chapitre I: Crédits budgétaires — articles 1.01.1 à 1.01.8) (Chapitre 2 — Section 02: Dotations — articles 2.01.1 à 2.01.2; Section 18: Finances — articles 2.18.1 à 2.18.7; Section 51: Dette publique — articles 2.51.1 à 2.51.6) (Chapitre 3: Services de l'Etat à gestion séparée — articles 3.01.1 à 3.01.3) (Chapitre 4: Sections particulières — articles 4.01.1 à 4.01.3)	16076	529-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport	16077	530-2	
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, Code des taxes assimilées au timbre) Rapport	16274	737-2	2625
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1993 Rapport	16331	798-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport	16332	799-2	
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			31
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières Aperçu du rapport de la Commission des Finances			514-515
Dispositions fiscales, financières et diverses Recettes fiscales et croissance économique			980
Impôt des sociétés. — Taux réduit			980
P.M.E.			980
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			980-981
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			981
Assurance groupe et fonds de pension			981
Dispositions fiscales et financières Assainissement des finances publiques			3104
Normes de Maastricht			3104
Dette publique. — Effet « boule de neige »			3104
Privatisation et cession d'actifs			3104-3105
Mesure générale anti-abus de droit			3105
Lutte contre la fraude fiscale			3105
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3105
Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1993 Aperçu du rapport de la Commission			3437-3438
Assainissement des finances publiques			3438, 3439
Maribel			3438
Pression fiscale et parafiscale			3439
Privatisations			3439
<b>De Roo, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo</b>			
Modification de l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , du C.I.R. 1992 en vue de faire bénéficier les maisons de repos ordinaires de l'exonération du revenu cadastral (Maisons de repos gérées par une a.s.b.l.) Proposition de loi	16053	504-1	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			2918-2919, 2924, 2927
Amendement Justification de vote	16169	627-4	3027
Octroi d'office de la réduction du précompte immobilier Proposition de loi	16202	662-1	
Classement et appréciation des films Proposition de loi	16252	714-1	
Pensions du personnel nommé des administrations locales Rapport	16316	783-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Roo (suite)</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			216-218
Dispositions sociales et diverses			
Equilibre financier de la sécurité sociale			355
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			355
Déficit de l'I.N.A.M.I. — Responsabilité financière des parties concernées			355
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			356
Allocations aux handicapés			356
Sauvegarde de l'emploi			356
Plan d'accompagnement des chômeurs			356
Equilibre financier de la sécurité sociale des indépendants			356
Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal			356
Activité autorisée des pensionnés du secteur public			356-357
Section: Affaires sociales			
Subventionnement de la garde d'enfants			383
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Meilleure maîtrise des dépenses publiques			526
Politique d'information officielle			526
Politique monétaire			526
Réforme de l'Etat			527, 528
Réforme du bicaméralisme			527
Assainissement des finances publiques			527, 528
Réforme de la sécurité sociale. — A.M.I.			527
Chèques-repas			527
Politique de l'emploi			527
Plan d'accompagnement des chômeurs			527
Privatisations			527
Contrats de gestion d'entreprises publiques			527
Politique de sécurité. — Nouveaux besoins en matière de sécurité et d'administration de la justice			527, 528
Publicité de l'administration			528
Suppression du service militaire			528
Fraude fiscale			528
Politique étrangère			528
Sur le partage			
(Demande une suspension de séance)			716
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			
Propose le report du vote sur la motion pure et simple			593
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			735
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1133-1135, 1165
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			1235
Mesures qui s'imposent en raison du chômage croissant			
Question orale			1281
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1350-1351
Lien entre la Communauté flamande et Bruxelles			1350
Réforme du bicaméralisme			1350
Suppression du double mandat			1350
Parlement de législature			1350
Extension des compétences régionales et communautaires			1350-1351
Troubles à Kinshasa			
Question orale urgente			1510
Sur la motion d'ordre de M. De Croo (Demande d'avis au Conseil d'Etat sur les amendements au projet de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat)			1530
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1607
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			
Justification de vote			1618

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>De Roo (suite)</b>			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1828-1829
Justification de vote			
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)			2011
Justification de vote			
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2128
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Problèmes de compétitivité et d'emploi			2189
Assainissement des finances publiques			2189
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2189
Meilleure perception et contrôle des impôts			2189
Lutte contre la fraude fiscale			2189, 2194
Notion de « réalité économique »			2190
Privatisation d'institutions publiques			2190
Refinancement de la sécurité sociale			2190
« Responsabilisation »			2190
Instauration d'une franchise			2190
Frein aux prescriptions excessives			2190
Réaménagement des cotisations de sécurité sociale			2190
Mesures dans le secteur du chômage			2190
Crédibilité du plan budgétaire			2190-2191
Sur les motions d'ordre de MM. Hasquin et Valkeniers (Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale — Temps de parole imparti au Ministre)			2344
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe C.V.P. avant le vote final sur une série d'articles			2386-2387
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Protestation contre l'attitude du Président de la Chambre			2488
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2539
Justification de vote			2736-2737
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			
Propositions que doit formuler la commission qui vient d'être instituée concernant la responsabilité financière des mutualités			2767
Question orale			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2918-2919, 2924, 2927
Résultats de la première phase de la Conférence nationale de l'emploi			
Interpellation			3412-3414, 3415
Insertion d'une clause sociale dans les traités de commerce (O.I.T.)			
Interpellation			3482
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3516-3517
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Justification de vote			3783-3784
Dispositions sociales et diverses			
Equilibre financier de la sécurité sociale			3873-3875
Crise économique			3873-3874
Conférence nationale de l'emploi			3874
Pacte social			3874
Table ronde en matière de pensions			3874
Non-indexation de la rente des pensions d'employés			3874
Transfert entre secteurs			3874
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3874

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>De Roo (suite)</b>			
Dispositions sociales et diverses (suite)			
Responsabilité accrue des prestataires de soins			3874
Echelonnement des soins de santé			3874
Principe de la solidarité			3875
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Réduction du coût du travail			4042-4043, 4051
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4050-4051
Nécessité d'un Pacte social			4051
Promotion de l'emploi			4051
Equilibre financier de la sécurité sociale			4051
Assainissement budgétaire			4052
Nouvel ordre mondial			4052
Participation à des missions humanitaires			4052
Mise en œuvre de l'Union européenne			4052
Montée d'un sentiment d'insécurité au sein de la population			4052-4053
Exécution de l'Accord de Schengen			4053
<b>Derycke, Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Ministre des Affaires étrangères</b>			
Intentions du Gouvernement belge après l'annonce de l'existence d'escadrons de la mort au Rwanda			
(Question orale de M. Benker)			66
Blocage de 1,3 milliard destiné à l'aide alimentaire			
(Question orale de Mme Maes)			126
Aide humanitaire (Définition des notions de pays en voie de développement et de l'aide d'urgence — Aide à la Yougoslavie)			
(Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			338-339
Activité du Fonds de survie et stratégie générale en matière de coopération au développement, notamment avec le Zaïre			
(Interpellation de Mme Maes)			342-344
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Relations extérieures et Coopération au développement			
Crédits pour la coopération au développement			557
Endettement du tiers monde			557
Emprunts d'Etat à Etat			557
Remise de dettes			557
Intégration européenne			557-558, 559
Négociations du G.A.T.T.			558
Conférence de Rio de Janeiro (Juin 1992)			558, 559
Commerce extérieur et coopération au développement			558
Somalie. — Envoi de Casques Bleus			558, 559, 560
O.T.A.N. et O.N.U.			558, 559
Ex-Yougoslavie. — Kosovo et Macédoine			558, 559, 560
Zaïre			558-559
Institut de néerlandistique en Espagne. — Fondation « Carlos de Amberes »			559
Rwanda et Burundi. — Droits de l'homme			559, 560
O.N.G.			559
Démographie			559
Pénurie de personnel aux départements des Affaires étrangères et de la Coopération au développement			559
Afrique du Sud			560
Bourses d'études			560
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda à la suite de la remise en cause par le président de la république des accords qui avaient été conclus			
(Interpellation de M. Hasquin)			785-786
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993			
(Interpellation de M. Ulburghs)			2089-2090
Dégradation du processus de démocratisation au Rwanda, laquelle débouche sur la violence et la menace d'une guerre civile, conséquences pour les autres pays de la région ainsi que façon dont le Gouvernement belge réagit à cette situation, et notamment à l'attitude de la France			
(Interpellation de Mme Maes)			2094-2095, 2096
Situation au Rwanda et attitude du Gouvernement belge dans l'actuel conflit			
(Interpellation de M. Van Belle)			2094-2095, 2096
Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement			
(Interpellation de Mme Maes)			2334-2335

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Derycke (suite)</b>			
Danger inhérent à la mise en vente d'armes belges dans le cadre de la liquidation de matériel militaire appartenant à l'armée belge, ces armes risquant de se retrouver dans de mauvaises mains (Question orale de Mme Maes)			2644-2645
Pratiques suspectes d'une organisation non gouvernementale ( <i>Overseas Missions Secretariat</i> ) (Question orale de M. Benker)			2646
Conséquences de la demande de l'O.N.U. de mettre à sa disposition un contingent supplémentaire de militaires belges et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande (Question orale de M. Van Belle)			2646
Représentation du Zaïre à la Conférence de la C.E. avec les pays A.C.P. (Question orale de M. Pataer)			2647
Situation chaotique régnant au Zaïre (Question orale de M. Laverge)			2941
Troubles au Kivu (Question orale de Mme Maes)			2942
Droits de l'homme qui constitueraient un obstacle au renouvellement d'un Traité de coopération entre la Belgique et l'Indonésie (Question orale de M. Pataer)			2943
Enfants des rues du Brésil (Interpellation de M. Cuyvers)			3253-3254
Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague (Interpellation de M. Benker)			3280-3281
Relation à établir dans le cadre de la Présidence belge du Conseil européen entre l'aide au développement, les déséquilibres internationaux et leurs conséquences dans nos pays et dans le reste du monde (Interpellation de Mme Cahay-André)			3485-3487
Aggravation de la violence au Zaïre, situation désespérée de la population, refus du président Mobutu de respecter les accords relatifs à la démocratisation et manière dont notre pays réagit à tout cela (Interpellation de Mme Maes)			3489-3491
Politique de sécurité et de prévention des conflits sur l'ensemble du continent européen dans le cadre de la présidence belge du Conseil européen (Interpellation de M. Bougard)			3494-3496
Future politique du Gouvernement à l'égard du Burundi (Interpellation de M. Péciaux)			3498-3499
Situation inextricable des étudiants camerounais en Belgique (Retard apporté par le Gouvernement du Cameroun au paiement des bourses) (Question orale de M. Hasquin) <i>Voir: Mme Smet</i>			
<b>de Seny, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme</b>			
Révision du Titre III, chapitre III <i>bis</i> , de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107 <i>ter-bis</i> ) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées) Amendement	15569	100-27/3°	1753-1754
Discussion des amendements			1757, 1758
Dispositions sociales et diverses Section: Agriculture et Classes moyennes Cotisation forfaitaire à charge des sociétés destinée au statut social des travailleurs indépendants			404
Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.			404
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			476-477
Aspects économiques de la restructuration de l'armée Interpellation			503-504, 505-506
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur)			1289
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référéndum législatif)			1324
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif. — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées) Justification de vote			1617
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat			2148
Quotas laitiers; Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune			2370-2371, 2374

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>de Seny (suite)</b>			
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe P.S.C. avant le vote final sur une série d'articles			2391
Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge par les trois tempêtes de 1990			2631-2632, 2635-2636
Interpellation			
<b>De Seranno, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, questeur du Sénat</b>			
Réélu questeur du Sénat			12
Abrogation de l'A.R. du 31 juillet 1825 concernant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur			2663
Rapport	15372	304-2	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985			1442
Justification de vote			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2925
<b>Desmedt, sénateur provincial de Brabant</b>			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Amendements (Etat des personnes — Droit d'évocation du Sénat — Commission parlementaire de concertation)	15533	100-19/5°	1599, 1602-1603-1604
Discussion des amendements			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			
Amendements (Composition du Sénat)	15541	100-20/6°	1705-1706
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/8°	
Discussion des amendements			1724, 1740
Justification de vote			1828
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: Membres de la Famille royale)			
Amendement (L'héritier du trône est de droit membre de la Chambre des Représentants)	15548	100-26/4°	1747
Discussion des amendements			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant)			
Amendements (Sécurité sociale — Territoire de la Région bruxelloise)	15510	100-31/7°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)			2269, 2271
Amendement (Région bruxelloise)	15523	100-34/5°	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendements	16103	558-9	2702-2704
Réforme de l'Etat			2703
Ecotaxes			2703
Financement des Communautés et des Régions			2703, 2704
Communauté française			
Transfert des compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française à Bruxelles			2703
Régionalisation de l'agriculture			2703
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2703
Droit de préemption			2704
Discussion des articles			2828, 2831, 2832, 2844, 2849, 2850, 2853, 2854, 2856, 2857, 2859, 2860, 2861, 2862, 2864, 2875, 2879, 2881, 2882-2883
Justification de vote			3019

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Desmedt (suite)</b>			
Emballages et institution d'un mécanisme d'écoredevance Proposition de loi	16161	619-1	
Organisation d'une consultation populaire sur l'actuelle réforme de l'Etat connue sous le nom d'« Accords de la Saint-Michel » Proposition de loi	16246	708-1	
Dispositions fiscales et financières Amendements	16297	762-14	3114
Mesure générale anti-abus de droit — <i>Ruling</i> Privatisation de la C.G.E.R.			3114 3863-3864
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi Amendements Discussion des articles	16351	817-4	3869, 3871
Problèmes posés par la mise en application de l'ordonnance du 23 juillet 1992 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative au précompte immobilier Question orale			107, 108
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			212-213, 230
Décision du Ministre de l'Intérieur de s'opposer à la décision de la députation permanente du Brabant octroyant des subsides à des organisations culturelles francophones situées dans des communes néerlandophones (Bibliothèques) Interpellation			718-719, 720 839-840
Programme d'urgence pour une société plus solidaire Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice); Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service); Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice); Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1055-1056, 1058
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990 Justification de vote			1107-1108, 1117 1441
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991 Justification de vote			1107-1108, 1117 1441
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle) Justification de vote			1243

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Desmedt (suite)</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1317-1318
Discussion des amendements			1328
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1360-1361, 1382-1384
Séparatisme			1360
Ecotaxes			1360, 1383
Démantèlement de la Communauté française			1360, 1361, 1383
Scission de la province de Brabant			1360, 1383
Région bruxelloise			1360, 1361, 1382
Réforme du Sénat			1360
Possibilité pour la Communauté française de transmettre des compétences à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française à Bruxelles			1383
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles)			
Propositions de réforme du Sénat			1491, 1493-1494
Déclaration au nom du groupe F.D.F.-P.P.W. avant le vote final sur une série d'articles			2390-2391
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1562-1563
Justification de vote			1617
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées)			
Discussion des amendements			
Justification de vote			1842
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2060-2061, 2063
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2150-2151
Discussion des amendements (Révision de l'article 1)			2166
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Contexte politique dans lequel s'est opéré le contrôle budgétaire			2215-2216
Norme de Maastricht			2216
Contrôle budgétaire			2216
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2216
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2281-2282, 2286
Sur les motions d'ordre de MM. Hasquin et Valkeniers (Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale — Temps de parole imparti au Ministre)			2345
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			
Interpellation			2500-2502, 2517
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			
Justification de vote			2535
Conséquences de la scission de la province de Brabant sur la procédure de présentation d'un candidat à la présidence du tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 99 nouveau de la Constitution			
Question orale			2641-2642
Possibilité d'étendre le champ d'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés depuis un an d'exercer un travail limité			
Question orale			2761
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			3166-3167
Possibilité d'extension aux bénéficiaires du minimex de l'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés d'exercer un travail limité			
Question orale			3292, 3293
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3368-3370
Rappel à l'article 56 du Règlement du Sénat (Distribution du rapport — Délai)			3511, 3512

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Desmedt (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Justification de vote			3786
Intervention du parquet de Bruxelles lors d'un incident de circulation routière survenu à Watermael le 13 juin 1993			
Interpellation			3794, 3795
Dispositions sociales et diverses			
Loi fourre-tout			3876
Equilibre financier de la sécurité sociale			3876-3877
Transfert entre secteurs			3876
Création d'un Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants			3876
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3876-3877
Justification de vote			3993
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation			3940-3941
Annulation par la Cour d'arbitrage d'une disposition de la loi du 24 juillet 1992 concernant le statut du personnel de la gendarmerie			
Question orale			3968, 3969
<b>Desutter, sénateur provincial de Flandre occidentale</b>			
Insertion d'un article <i>5bis</i> dans la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix (Indemnité de déplacement)			
Proposition de loi	16044	493-1	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 33: Communications et Infrastructure			
Rapport	16067	518-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 33: Communications et Infrastructure — articles 2.33.1 à 2.33.18)	16077	530-17	
Abrogation de l'article 792, deuxième et troisième alinéas, du Code judiciaire, insérés par la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire (Dossiers relatifs à des questions de droit social — Procédure: notification du jugement)			
Proposition de loi	16225	685-1	
Naturalisations			
Rapport	16145	743-2	
Rapport	16214	820-2	
Communication d'informations contenues dans les registres de la population à des établissements scolaires			
Question orale			64
Vols dans les camions			
Question orale			588
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
Aperçu du rapport de la Commission			646
Remarques personnelles du rapporteur			647
Permis de conduire à points			647
Régie des transports maritimes			647
Déficit de la S.N.C.B.			647
Belgacom. — Mobilophonie			647
Décision du Gouvernement de prolonger la mission de la frégate belge <i>F.913</i> en mer adriatique			
Question orale			801
Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement			1220-1222
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics;			
Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes			1973
Nécessité d'un équipement radar pour les hélicoptères <i>Seaking</i>			
Question orale			2940
Catastrophe maritime du 3 juin 1993			
Interpellation			3273-3274, 3276
Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom			
Question orale			3760, 3761
Situation précaire de l'industrie belge du cigare			
Interpellation			3799-3800, 3801

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Deworme, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neuf-château-Virton</b>			
Accord de libre-échange (NOFTA) conclu par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique			62-63
Question orale			
Prix de la viande du producteur au consommateur			73
Question orale			
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			477
Destination des aérodromes de Saint-Hubert et Jehonville			798
Question orale			
Poudrière nucléaire dans les pays de l'Est			1257, 1259
Interpellation			
Vol à la tire par des mineurs d'âge			2024, 2026
Interpellation			
Fermeture envisagée du point-frontière ferroviaire Athus-Mont-Saint-Martin			2524-2525
Question orale			
Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse			3473-3474
<b>D'hondt, sénateur coopté</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16073	526-18	
Amendement		526-22	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1132-1133
Amendement	16124	579-7	
Amendements		579-8	
Discussion des articles			1169, 1173-1174, 1198
Justification de vote			1242
Institution d'un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage			
Proposition de loi	16192	651-1	
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16337	804-11	
Section: Affaires sociales			
Equilibre financier de la sécurité sociale			3883-3884
Non-remboursement au Trésor des recettes perçues directement par l'INAMI dans le cadre de la revalidation fonctionnelle			3883
Fonds pour l'équilibre financier			3883
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3883
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3883
Principe de la solidarité			3884
Transferts entre secteurs			3884
Justification de vote			3993
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (Dispense de cotisations sociales)			3514-3516, 3521
Amendement	16348	814-3	
Justification de vote			3549
Réduction de l'indemnité compensatoire de change payée aux travailleurs frontaliers en France			
Question orale			326, 327
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Réduction du nombre d'emplois			363
Augmentation du chômage			363
Réduction de la subvention Maribel			363-364
Plan d'accompagnement des chômeurs			364
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			
Justification de vote			2384
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			2734-2735
Justification de vote			2770
Mesures prises en matière de travail à temps partiel			2754-2755
Déception suscitée par l'électrification de la liaison ferroviaire Tournai-Lille			
Question orale			2758, 2759
<b>Didden, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés			
Proposition de loi	16068	519-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Didden (suite)</b>			
Modification de l'article 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (Droit au « dépasement de crédit » reconnu au Conseil des Ministres — Publication au Moniteur belge)			
Proposition de loi	16069	520-1	
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Rapport	16136	591-2	975
Aperçu du rapport de la Commission			1869-1870
Statut et contrôle des établissements de crédit			
Rapport	16158	616-2	
Modification de l'article 6 de l'A.R. du 29 avril 1981 portant exécution des articles 10 et 25 de l'A.R. n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un C.P.A.S.)			
Proposition de loi	16217	677-1	
Dispositions fiscales et financières			
Rapport	16297	762-2 + Annexes 762-16	3098-3099, 3832
Rapport			
Aperçu du rapport de la commission			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Dette publique			517-518
Sur le pairage			716
Exécution du programme d'investissement de la S.N.C.B.			
Question orale			1405
Engagement de contractuels par le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement			
Question orale			1473
Programme d'investissement de la S.N.C.B.			
Interpellation			1681-1682, 1683
Rapport de l'INAMI sur le fonctionnement des sociétés mutualistes			
Question orale			2560
<b>Diegenant, sénateur provincial de Brabant</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 14: Affaires étrangères et Commerce extérieur — Crédits: Affaires étrangères — articles 2.14.1 à 2.14.9)	16077	530-7	
Création de l'arrondissement judiciaire de Hal-Vilvorde			
Proposition de loi	16367	835-1	50
Suivi de la Conférence de Rio de Janeiro dans la politique nationale			
Budgets des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Relations extérieures			
Remarques personnelles du rapporteur			555-556
Intégration européenne			555
Système de défense européen et O.T.A.N.			555
Pénurie de personnel au département des Affaires étrangères			555
Somalie. — Envoi de Casques Bleus			555-556, 560
Section: Santé publique et Environnement			
A.R. n° 78 sur l'exercice de la médecine			623-624
Statut des professions paramédicales			623-624
Kinésithérapeutes			623
Psychologues			623-624
Formation des ambulanciers			624
Problème de l'offre médicale excédentaire			624
Interdiction de la publicité pour le tabac			624
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			835
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3325-3326, 3328
<b>Dierickx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Amendement (Accord de coopération)	15533	100-19/6°	1597-1598, 1599
Approbation du Traité de Maastricht			
Amendement	16033	482-4	236

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dierickx (suite)</b>			
Modification de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Nombreuses modifications)			
Proposition de loi	16295	760-1	
Insertion d'un article 66bis dans la loi provinciale (Budgets, comptes et rapports annuels des a.s.b.l. et des intercommunales dans lesquelles des conseillers provinciaux remplissent des mandats. — Subvention à la société de développement régional)			
Proposition de loi	16365	833-1	
Note d'orientation concernant la politique d'aide sociale aux candidats réfugiés			
Interpellation			86-87, 88
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			225-226
Evolution récente en Slovaquie			
Question orale			329
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			743-744, 747, 748 749 790
Justification de vote			858-859
Droit d'action en matière de protection de l'environnement			1002
Justification de vote			
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1156-1158
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1306, 1308, 1309, 1315, 1316 1452
Justification de vote			
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1398, 1399-1401
Réflexions sur la réforme de l'Etat			1399, 1400, 1401
Transferts Nord-Sud			1400
Biologie clinique et radiologie			1400
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1467, 1514-1516
Exécution de l'A.R. n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (Loi du 7 août 1987 — Gestion des hôpitaux et statut du médecin hospitalier — Conseils médicaux)			
Interpellation			1550-1551, 1552
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			
Discussion des amendements			1732
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêts au niveau des assemblées)			
Discussion des amendements			
Justification de vote			1841
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2053, 2054
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Problèmes de compétitivité et d'emploi			2211
Centralisation de la gestion politique et causes institutionnelles possibles de la persistance du divorce entre la politique et le citoyen dans l'Etat fédéral belge (Provinces et communes)			
Interpellation			2461-2463, 2464
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Réforme de l'Etat			2698-2700
Nationalisme et séparatisme			2699-2700
Ex-Yougoslavie			2699-2700
<b>Dighneef, sénateur provincial de Liège</b>			
Travail à domicile			
Proposition de loi	16189	647-1	
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			369
Allocations aux handicapés			369
Désignation d'un gestionnaire financier auprès de l'O.N.P.T.S.			369
Allocation spéciale de chauffage			369
Plan d'accompagnement des chômeurs			369
Prime d'adoption			369
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			369
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1135-1136

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Dufour, sénateur de l'arrondissement de Liège</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Communications et Infrastructure S.N.C.B.			655
Suppression de lignes			655
Gare du Palais à Liège			655
Gare de La Louvière Sud			655
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2506-2507
Expulsion de demandeurs d'asile			
Question orale			2764, 2765
<b>E</b>			
<b>Eman, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost</b>			
Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en application du Traité instituant la C.E.E.			
Amendement	16234	695-3	
Détachement de membres du personnel de la S.N.C.B. à une société filiale			
Question orale			473
Problèmes que la modification des prestations de l'I.N.A.M.I. pose aux petites maisons de repos			
Interpellation			596, 597
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Enseignement et Politique scientifique			
Situation des bâtiments			663
Adaptation des effectifs			663
Exécution de la loi du 28 décembre 1990 créant l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux			663
Liquidation des subventions arriérées aux projets d'étude sur le Sida au Fonds de la recherche scientifique médicale			
Question orale			1279, 1280
Traitement de dossiers de pension de membres du personnel enseignant			
Question orale			1801, 1802
Hygiène dans les cuisines scolaires et qualité des repas scolaires			
Question orale			2561
Taux de T.V.A. pour les travaux d'entretien et de réparation aux objets d'art			
Question orale			3205
Modification de l'article 2, § 1 <sup>er</sup> , alinéas 1 et 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement			3872
<b>Erdman, sénateur coopté</b>			
Révision de l'article 17 de la Constitution, en vue d'en abroger la disposition transitoire			
Rapport	15517	100-7/2°	
Révision de l'article 59bis de la Constitution en vue d'en abroger la disposition transitoire			
Rapport	15550	100-8/2°	
Révision de l'article 107ter de la Constitution, en vue d'en abroger la disposition transitoire			
Rapport	15568	100-9/2°	
Révision de l'article 108ter de la Constitution, en vue d'en abroger la disposition transitoire			
Rapport	15574	100-10/2°	
Révision de l'article 115 de la Constitution, en vue d'en abroger la disposition transitoire			
Rapport	15580	100-11/2°	
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Texte proposé	15528	100-18/1°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Erdman (suite)</b>			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1586, 1595, 1596-1597, 1598
Rapport	15533	100-19/2°	1464-1467
Discussion des amendements			1601, 1604, 1605
Révision de l'article 56, 3° et 4° de la Constitution (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)			
Texte proposé	15544	100-23/1°	
Révision de l'article 31 de la Constitution (Organes territoriaux intracommunaux — Fusions de communes)			
Texte proposé	15529	100-50/1°	
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation			3169-3170
Rapport	15810	229-2	
Règlement à l'amiable en matière pénale			3737-3740, 3741, 3742, 3745
Rapport	16015	463-2	
Modification de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Juges suppléants qui ont été amenés à démissionner de leurs fonctions pour des motifs honorables)			3417-3418
Rapport	16082	534-2	
Organisation d'une procédure de médiation pénale			3737-3740, 3741, 3742, 3745
Rapport	16193	652-2	
Complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Référéndaires à la Cour d'arbitrage, membres de l'auditorat au Conseil d'Etat et membres du bureau de coordination au Conseil d'Etat)			3417-3418
Rapport	16200	659-2	
Insertion d'un article 30 <sup>ter</sup> dans le livre premier, chapitre II, du Code pénal (Effacement d'une condamnation — Mention des déchéances et des interdictions dans le jugement de condamnation)			
Proposition de loi	16207	668-1	
Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue de prévenir la conduite dangereuse			
Proposition de loi	16236	697-1	
Certaines nominations dans l'ordre judiciaire (Code judiciaire — Membres des greffes et des secrétariats des parquets)			
Proposition de loi	16253	715-1	
Modification des articles 259 <sup>bis</sup> et 259 <sup>quater</sup> du Code judiciaire (Formation et recrutement des magistrats: examen d'aptitude professionnelle et concours d'admission au stage)			3417-3418
Rapport	16312	779-2	
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			
Proposition de loi	16380	849-1	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			11
Propose de commémorer toutes les victimes de violence ou de catastrophes			
Exécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile			105, 106
Question orale			
Annulation de l'article 45 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile			106
Question orale			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			221-222
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			272-273
Discussion des articles			279
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			537
Détérioration de la conjoncture économique internationale			537
Pression fiscale			537
Conjoncture nationale			537
Assainissement des finances publiques			537
Charges nouvelles <i>versus</i> économies réelles			538
Meilleure perception des impôts			538
Politique de relance économique			538
au niveau européen			538
Négociations du G.A.T.T.			538
Politique de l'emploi			538
Sur le pairage et la demande de suspension de séance			716

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Erdman (suite)</b>			
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			735-736
Modification des articles 36, 4° et 37 et abrogation de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et insertion d'un article 43bis			826-827, 828, 829, 830
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1099-1100
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1099-1100
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1305, 1309-1311, 1325, 1327 1452
Justification de vote			
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1353-1354
Réforme du Sénat. — Ordre des travaux (Avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1411, 1413, 1607
Date de parution du Moniteur belge en plusieurs éditions étalées sur plusieurs jours			
Question orale			1413-1414
Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications			
Justification de vote			1447
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1514
Sur la motion d'ordre de M. De Croo (Demande d'avis au Conseil d'Etat sur les amendements au projet de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat)			1529-1530
Sur la motion d'ordre de M. de Donnée (Demande de renvoi en commission de la proposition et des amendements 100-27 — Révision de la Constitution: Article 107ter-bis)			1555
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			
Discussion des amendements			1557
Justification de vote			1576
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1618-1619
Sur la demande d'une réunion des chefs de groupe			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1607
Justification de vote			
			1700-1702, 1706, 1708 1829

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Erdman (suite)</b>			
Modification de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (Modifications à la loi « Breyne »)			1961
Sur le fait que M. Hatry réclame la présence d'un membre du Gouvernement			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2051-2052
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2128
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2170
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2173
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Assainissement des finances publiques			2202-2203
Norme de Maastricht			2202-2203
Récession économique			2203
Accord politique			2203
Equité des mesures d'économie			2203-2204
Contrat de nouvelle citoyenneté			2203
Instauration d'une franchise dans la sécurité sociale			2204
Mesures dans le secteur des allocations de chômage			2204
Lutte contre la fraude fiscale			2204
Solidarité dans les mesures d'économie			2204
Viabilité de la sécurité sociale			2204
Privatisation d'entreprises publiques			2204
Efficacité des mesures d'économie			2204
Meilleure perception de l'impôt			2204-2205
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre)			2254
Révision de l'article 104, 1°, de la Constitution (Ressort de la Cour d'appel de Bruxelles)			
Discussion des amendements			2310
Révision de l'article 108, 6° du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas de la Constitution (Révision de l'article 108, quatrième alinéa)			2311
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la seconde guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe S.P. avant le vote final sur une série d'articles			2388
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Demande une suspension de séance			2488
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2502-2503
Article 792 du Code judiciaire (Notification des jugements des tribunaux du travail dans les affaires énumérées dans l'article 704 du même Code — Litiges relatifs à la sécurité sociale)			
Question orale			2556, 2557
Abus en matière de législation sur les baux			
Question orale			2557-2558
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents)			
Discussion des articles			2614
Justification de vote			2650
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2677
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Compétences des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			2693-2695
Déclaration du commissaire général aux réfugiés concernant la politique en matière d'expulsions			
Question orale			2762, 2763

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Erdman (suite)</b>			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			3027
Justification de vote			3166
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3370
Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice			3421-3422
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Demande que les collaborateurs de la télévision quittent l'hémicycle			3783
Justification de vote			3784
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Plan Lubbers aux Pays-Bas			4047
Nouveauté d'une déclaration sur la politique générale du Gouvernement			4064-4065
Plan social alternatif du V.L.D.			4065, 4066
Nouvelle citoyenneté			4065
Mise en œuvre de l'Union européenne			4065, 4067
Politique monétaire			4065
Pacte social			4065-4066
Groupe de travail chargé de définir les contours du Pacte social			4066
Règles éthiques en matière de politique			4066
<b>Evers, sénateur coopté</b>			
Révision de l'article 88 de la Constitution			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Immunité parlementaire)	15558	100-6/4°	
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1710-1711, 1820
Amendements (Minorité germanophone)	15541	100-20/4°	
Amendements (Composition du Sénat)		100-20/12°	
Justification de vote			1830-1831
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des Représentants: nombre)			
Amendements (Représentation de la Communauté germanophone à la Chambre)	15537	100-33/6°	
Discussion des amendements			
Votes réservés			
Justification de vote			2401
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relative aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			
Amendement (Communauté germanophone)	15523	100-35/4°	
Révision de l'article 134 de la Constitution (Mise en accusation d'un Ministre ou d'un membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région — Cour de cassation)			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Mise en accusation d'un Ministre)	15586	100-47/3°	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendements	16103	558-21	
Amendements		558-23	
Communauté germanophone			2717-2718
Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit			
Proposition de loi	16125	580-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Amendements (Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone)	16310	777-17	
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone)		777-18	
Amendements (Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, de la loi provinciale, de la loi organique des élections provinciales et de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire)		777-19	
Justification de vote			3786

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Evers (suite)</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			211-212
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1422-1423
Communauté germanophone			1422-1423
Sur le fait que l'accord confirme que la Région linguistique germanophone fasse partie de la Région wallonne			1422, 1423
Financement			1423
Ecotaxes			1423
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2158-2159
Discussion des amendements (Révision de l'article 1 <sup>er</sup> )			2165
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)			
Discussion des amendements			2168
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2170
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude;			
Concession à l' <i>IJzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			2441
<b>Evrard, sénateur provincial de Namur</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Rapport	16214	820-2	
Ouverture, transmission et fusion des officines pharmaceutiques			
Proposition de loi	16368	836-1	
<b>F</b>			
<b>Flagothier, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat</b>			
Réélu questeur du Sénat			12
Modification de l'article 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Référé administratif — Mesures provisoires — Astreinte)			
Rapport	15773	191-2	
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents)			
Proposition de loi	16212	673-1	
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			1542-1543
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3087, 3090
Certaines mesures en matière de Fonction publique			3257-3258
<b>Foret, sénateur provincial de Liège</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			
Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15527	100-15/11°	1571-1573
Discussion des amendements			1575
Justification de vote			1616
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Amendement (Projets relatifs à l'organisation ou au fonctionnement des collectivités fédérées)	15528	100-18/6°	
Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)		100-18/7°	
Discussion des amendements			1583

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Foret (suite)</b>			
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans)			
Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15543	100-22/6°	
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: Membres de la Famille royale)			
Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15548	100-26/5°	
Concessions de service public			
Proposition de loi	16108	563-1	
Modification des articles 264 et 266 du Code judiciaire (Conditions de nomination des greffiers en chef des cours d'appel et du travail ainsi que des tribunaux de première instance du travail et du commerce)			
Proposition de loi	16237	698-1	
Insertion d'un article 331ter dans le Code pénal afin de réprimer davantage la violence et les débordements des spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football			
Proposition de loi	16241	702-1	
Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Traitements de substitution — Méthadone)			
Proposition de loi	16242	703-1	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Justice			
Augmentation de la criminalité			566
Crédits budgétaires			566
Politique criminelle			567
Accélération de la procédure pénale			567
Mise en place du service de la politique criminelle			567
Amélioration de l'appareil judiciaire			567
Fonds spécial destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence			567
Problème des relations entre la presse et la justice			567
Politique pénitentiaire			567
Proposition de loi relative à la répression de l'évasion des détenus			567
Lutte contre la criminalité			567-568
Création d'une force nationale de police (Fusion de la police judiciaire et de la B.S.R.)			567
Renforcement et incompressibilité des peines pour certains crimes			568
Limitation du congé pénitentiaire et de la libération conditionnelle			568
Réforme de la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse			568
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1320-1323, 1325-1326
Situation dans les prisons			
Interpellation			2027-2028, 2031
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier			
Interpellation			2495-2498, 2516-2517
Justification de vote			2538
<b>G</b>			
<b>Garcia, sénateur provincial de Brabant</b>			
Naturalisations			
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 11 (partim) — Services du Premier Ministre: crédits Premier Ministre — articles 2.11.1 (partim), 2.11.2, 2.11.5, 2.11.6 et 2.11.7 (partim))	16077	530-3	
Rapport (Section 21: Pensions — articles 2.21.1 à 2.21.7)		530-4	
Statut et contrôle des établissements de crédit			1867-1869
Rapport	16158	616-2	
Complément à l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux (Biens immobiliers)			
Proposition de loi	16208	669-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Garcia (suite)</b>			
Modification des articles 52 et 59 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Extension aux entreprises non marchandes)	16288	752-1	
Proposition de loi			3977
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pompiers volontaires	16361	828-2	
Rapport			
Contribution de la Belgique à la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement			28-29
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			31-32
Position de la Belgique sur l'expérimentation animale en vue d'essayer les produits de beauté			127-128
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			204-205
Réalisation et financement du R.E.R. bruxellois			254-255
Dispositions sociales et diverses			
Section: Finances			
Activité autorisée des pensionnés du secteur public. — Amendement du Gouvernement			451
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Services du Premier Ministre			
Aperçu du rapport de la Commission des Finances			547
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			908, 914
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			981
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			981, 982
Adaptation des règles de restitution d'une partie des droits d'enregistrement en cas de revente rapide d'un immeuble			981
Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets			981
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Scission de la province de Brabant			2713-2714
Région bruxelloise			2714-2715
Transfert de compétences de la Communauté française à la COCOF			2714
Transfert de moyens financiers du Conseil régional aux commissions communautaires à Bruxelles			2714
Suppression de l'incompatibilité entre un mandat au sein du Gouvernement bruxellois et un mandat au sein du Gouvernement flamand			2714-2715
Dispositions fiscales et financières			
Technologie fiscale de pointe			3125, 3127
Privatisation et cession d'actifs. — Institutions publiques de crédit			3125-3126
C.G.E.R.			3126
Adaptation des amendes administratives			3126
Impôt des sociétés			3126
Suppression de l'exonération d'impôt			3126
Taux réduit			3126
Sociétés de patrimoine			3126
Mesure générale anti-abus de droit et <i>ruling</i>			3126-3127
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Ecotaxes			3570-3572
Impact sur l'emploi et l'industrie			3571
<b>Geens, sénateur de l'arrondissement de Louvain</b>			
Organisation et gestion du Ministère des Finances			
Rapport	—		543
Proposition de résolution	16346	812-1	
Troisième souscription additionnelle de la Belgique au capital de la Société financière internationale			3832
Rapport	16233	694-2	
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord sur l'Espace Economique Européen			2564
Rapport	16245	707-2	
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés			
Rapport	16300	765-2	
Fraude fiscale			
Proposition de résolution	16347	813-1	
Contribution de la Belgique à la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement			28
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)			3060-3061

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Geens (suite)</b>			
Dispositions fiscales et financières			
Modifications trop fréquentes des lois fiscales			3122-3123
Mesure générale anti-abus de droit			3123, 3130
Pression fiscale et parafiscale			3123
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			3123-3124
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels)			3124
Fiscalité de l'épargne à long terme			3124
Lutte contre la fraude fiscale			3124, 3125
Impôt des sociétés			3125
T.V.A.			3125
Modernisation de l'administration fiscale. — Politique du personnel			3124-3125
Meilleure perception de l'impôt			3125
Harmonisation des procédures fiscales			3125
Réglementation de la profession de conseiller fiscal			3125
Inspection spéciale des impôts			3125
Cession d'actifs (Institutions publiques de crédit)			3132
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991			3398-3399
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3859, 3867
Langue des publications du « Comité européen de normalisation électro-technique »			
Question orale			3964
<b>Gevenois, sénateur provincial de Hainaut</b>			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			
Proposition de loi	16178	636-1	
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Evolution des recettes et des dépenses de la sécurité sociale			364
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			364
Problème de conventions médico-mutualistes			364-365
Réouverture de la ligne de chemin de fer Quiévrain-Valenciennes			
Question orale			472, 473
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
Sécurité routière			648
Commission « points noirs »			648
Vitesse minimale sur autoroute			648
Comportement des chauffeurs de poids lourds sur autoroute			648
Arbres plantés en bordure de route			648
S.N.C.B.			648-650
Influence sur le développement économique des Régions			648-649
Contrat de gestion et plan d'entreprise			649, 650
Plan Star 21			649
Remplacement et modernisation de ponts sur la Sambre			649
Suppression de gares et de points d'arrêt. — Avenir des bâtiments concernés			649
Réouverture de la ligne Quiévrain-Valenciennes (T.G.V.)			649-650
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1150-1152
Plan d'entreprise de la S.N.C.B.			
Question orale			1404-1405
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Equilibre financier de la sécurité sociale			3886
Cotisation sur la consommation d'énergie			3886
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3886
Efforts demandés dans le secteur pharmaceutique			3886
Transfert entre secteurs			3887
<b>Gijs, sénateur coopté</b>			
Renonce à son mandat			52-53

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Gijsbrechts-Horckmans (Mme), sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Rapport	16214	820-2	
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Prime d'adoption			375-376
Prime en cas de tutelle officieuse. — Pouvoir de dérogation ministérielle			376
Rang de l'enfant			376
pour les indépendants			376
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Plan d'accompagnement des chômeurs			401-402
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pensions des travailleurs indépendants			402
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			990-993
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption);			
Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime d'adoption			1288
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé			1687
Exécution de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Fiscalité de l'épargne à long terme)			
Question orale			2939
<b>Goossens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Révision de l'article 57 de la Constitution (Indemnité des sénateurs)			
Texte proposé	15547	100-30/1°	
Instauration d'un régime de prix imposé pour la vente au détail de carburants			
Proposition de loi	16071	524-1	
Contrats conclus entre fournisseurs et distributeurs-détaillants en carburants			
Proposition de loi	16072	525-1	
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la seconde guerre mondiale			
Proposition de loi	16180	638-1	2381
Sur la prise en considération			
Obligation pour les organisations syndicales d'adopter un statut de personne morale			
Proposition de loi	16181	639-1	
Utilisation de la deuxième bande de circulation des autoroutes par les camions de plus de dix tonnes			
Proposition de loi	16336	803-1	
Harmonisation des allocations familiales perçues par les travailleurs indépendants et les travailleurs salariés à la naissance du premier enfant			
Proposition de loi	16366	834-1	
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration			
Proposition de résolution	16389	858-1	
<b>Goovaerts, sénateur coopté</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référéndum législatif)			
Amendement	15527	100-15/5°	1327-1328
Discussion des amendements			
Révision de l'article 115, alinéa premier de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat — Budgets et dotations)			
Amendement	15579	100-28/4°	
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant)			
Amendements (Division du territoire — Bruxelles — Eaux territoriales et plateau continental — Election des conseils provinciaux du Brabant wallon et du Brabant flamand — Fourons)	15510	100-31/8°	2161, 2162
Discussion des amendements			
Révision de l'article 49 de la Constitution (Chambre des représentants)			
Amendement (Sénat des Communautés)	15537	100-33/5°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Goovaerts (suite)</b>			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région) Rapport Amendements (Terminologie — Sénat des Communautés — Immunité des membres d'un Conseil — Election directe des Conseils)	15523	100-34/2° 100-34/6°	2258-2259
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59 <sup>quinquies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale) Rapport Amendements (Transfert des compétences communautaires par une Région — Redistribution de compétences entre le Conseil flamand et la Commission communautaire flamande)	15523	100-35/2° 100-35/5°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59 <sup>sexies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région) Rapport	15523	100-36/2°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59 <sup>septies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des secrétaires d'Etat régionaux) Rapport Amendement (Secrétaires d'Etat régionaux)	15523	100-37/2° 100-37/4°	
Révision du Titre VIII de la Constitution, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII par la réinsertion de l'article 132) Rapport	15587	100-46/2°	2316-2317
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel  Amendements Discussion des articles Justification de vote	16000	445-11	258, 261-263, 277-278 279 306-307
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Amendements Amendement Amendement Amendements au texte adopté par la Commission Complexité des textes. — Déficit démocratique Législation électorale Bruxelles Transfert des compétences provinciales à la Région de Bruxelles-Capitale Autonomie constitutive Financement des Communautés et des Régions Région bruxelloise S.T.I.B. Commissions communautaires Problème de la mainmorte. — Compensations Cour d'arbitrage. — Cour constitutionnelle Discussion des articles Votes réservés. — Justification de vote	16103	558-46 558-47 558-48 558-49	2682, 2684 2682 2683-2684 2682, 2684 2682-2683 2683, 2793-2794 2793-2795 2794-2795 2795 2797, 2798 2798-2799  2983-2984
Complément au Code civil en ce qui concerne la protection de la vie privée Proposition de loi	16133	588-1	
Complément à l'article 177 du C.I.R. 1992 (Versements anticipés — Bonification pour versements complémentaires) Proposition de loi	16140	595-1	
Statut et contrôle des établissements de crédit Amendements Discussion des articles	16158	616-9	1890
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques  Amendements Discussion des articles	16169	627-6	2916-2917, 2919, 2925, 2926-2927 2928, 2933

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Goovaerts (suite)</b>			
Dispositions fiscales et financières			
Amendements	16297	762-3	
Amendements		762-5	
Mesure générale anti-abus de droit			3114-3115, 3116-3118
Cas concrets: Vente d'actions à un nouvel holding. — Paiement sous forme de <i>management fees</i> . — Leasing			3117
Dette publique			3115
Instauration d'un cadastre des fortunes			3115
Pression fiscale			3115
Rédaction du rapport de la Commission des Finances. — Votes en commission: procédure			3115, 3116, 3117
Fusion ou absorption de sociétés			3118
Privilège du Trésor et hypothèque légale en matière d'impôts			3118
Taxe sur les opérations de bourse			3118
Justification de vote			3227
Justification de vote (Projet amendé)			3990
Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'un accident d'avion			
Question orale			330
Question orale			584
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			733
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1087-1089 1440-1441
Justification de vote			
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1087-1089 1234
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			1440-1441
Justification de vote			
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1337-1338
Justification de vote			1455
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1378, 1389-1391
Bruxelles			1378
Région de Bruxelles-Capitale. — Situation des flamands de Bruxelles. — Commissions communautaires			1389-1390
Scission de la province de Brabant			1390
Elections pour la Chambre et le Sénat. — Circonscriptions électorales. — Brabant			1390, 1391

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Goovaerts (suite)</b>			
Réactions des médecins aux honoraires proposés Question orale			1410
Campagne publicitaire menée par un membre du Gouvernement au sujet des procédures accélérées Interpellation			1424-1425, 1426 1508-1510
Révision de la Constitution : Propositions de réforme du Sénat			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1555-1556
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1594-1595
Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste (Directives C.E. — A.M.I.) Interpellation			1653-1654, 1655
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1697-1698
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées) Discussions des amendements Justification de vote			1841
Privatisation d'une série d'actifs des pouvoirs publics (I.P.C. — Producteur d'électricité S.P.E. — Ancrege) Interpellation			1938, 1939
Manière dont certains Ministres organisent leurs permanences sociales (Défense nationale — Collaborateurs du cabinet du Ministre) Interpellation			2084, 2085
Révision de l'article 1er de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat			2136-2138, 2153
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2172
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Dette publique Notion de « réalité économique »			2238-2239 2239
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement);			
Révision de l'article 71 de la Constitution (Dissolution de la Chambre des représentants par le Roi)			2295-2297
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes) Justification de vote			2312-2313-2314 2428-2429
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire) Discussion des amendements Justification de vote			2400
Révision de l'article 88 de la Constitution (Relation entre les Ministres et la Chambre et le Sénat) Justification de vote			2423
Opérations sur certaines valeurs mobilières (Ouverture de l'accès au système de liquidation aux assujettis à l'impôt des personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales et extension de son fonctionnement à tous les titres à revenus fixes — Précompte mobilier) Justification de vote			2477 2531
Escalade dans le monde pénitentiaire Interpellation			2490-2491, 2516
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature Interpellation			2490-2491, 2516
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Interpellation			2490-2491, 2516
Circonstances de la mort de Patrick Haemers et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre Interpellation			2636-2637, 2639- 2640
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24ter relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur			2672-2673
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2916-2917, 2919, 2925, 2926-2927

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Goovaerts (suite)</b>			
Modification, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935			3174
Bruxelles et la présidence belge de la C.E.			
Interpellation			3250-3251-3252
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3366
Justification de vote			3542
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire (Formation et recrutement des magistrats: examen d'aptitude professionnelle et concours d'admission au stage);			
Complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Référéndaires à la Cour d'arbitrage et membres de l'auditorat et du bureau de coordination au Conseil d'Etat);			
Modification de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Juges suppléants qui ont été amenés à démissionner de leurs fonctions pour des motifs honorables)			3418
Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Assainissement des finances publiques. — Mesures			3439, 3440
Privatisations			3439
« Constitutionnalisation » de la dette publique			3439
Proteste contre le fait que des commissions se réunissent en même temps que la séance plénière			3511
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés			
Discussion des articles			3527, 3529, 3530
Justification de vote			3550
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives);			
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution;			
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination);			
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police			3749
Justification de vote			3788
Privatisation d'un certain nombre d'institutions publiques (C.G.E.R., S.N.I., O.C.C.H., S.N.C.I.)			
Interpellation			3801-3802
Dispositions sociales et diverses			
Détachement des magistrats du parquet pour des missions administratives spécifiques			3873
<b>Guillaume, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat</b>			
Réélu questeur du Sénat			12
<b>H</b>			
<b>Happart, sénateur coopté</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Agriculture			
Politique agricole commune			603, 604
Gel des terres			603
Problème des quotas. — Quotas laitiers			604
Régionalisation de l'agriculture			603, 604
Négociations du G.A.T.T.			603-604
Production de pommes de terre			604
Cultures alternatives			604
Emploi de saisonniers pour la cueillette des fruits (Chômeurs et candidats réfugiés)			
Question orale			3294, 3295

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Harnie (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Modification de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Attribution, acquisition, perte et déchéance de la nationalité — Attribution automatique de la nationalité en raison de la résidence) Proposition de loi <i>Renonce à son mandat</i>	16090	542-1	1079
<b>Hasquin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire) Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Immunité parlementaire) Discussion des amendements	15532	100-5/4°	2170-2171 2252
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Amendement (Compétence qu'a le Sénat de se prononcer sur les projets) Amendements (Procédure législative lorsque le Sénat exerce son droit d'initiative)	15533	100-19/7° 100-19/14°	1595-1596
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) Amendement (Composition du Sénat) Discussion des amendements Justification de vote	15541	100-20/19°	1698-1700 1732, 1733, 1734 1828
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans) Amendement (Election du Sénat)	15543	100-22/5°	
Révision de l'article 56, 3° et 4° de la Constitution (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur) Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15544	100-23/4°	
Révision de l'article 115, alinéa premier de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat — Budgets et dotations) Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15579	100-28/5°	
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) Amendement (Ecrire les mots « Etat fédéral », « Communautés » et « Régions » en capitales)	15510	100-31/4°	
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre) Amendements (Augmentation du nombre) Discussion des amendements	15537	100-33/3°	2256
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région) Amendements (Régions et Communautés — Procédure de révision de la Constitution — Référendum — Immunité des membres des Gouvernements des Communautés et des Régions — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15523	100-34/3°	
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement) Amendements (Nombre maximum de Ministres et de secrétaires d'Etat — Gouvernement de législature — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15551	100-39/3°	
Révision de l'article 73 de la Constitution, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres aux membres des Exécutifs Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	15557	100-41/3°	
Révision de l'article 91 de la Constitution (Gracier un Ministre ou un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région condamné par la Cour de cassation) Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	15560	100-42/3°	
Révision de l'article 99 de la Constitution (Révision de l'article 99, alinéas 2 et 3) (Nomination des magistrats des cours d'appel, des tribunaux de première instance et de la Cour de cassation) Rapport	15564	100-44/2°	
Révision de l'article 104, 1°, de la Constitution (Ressort de la Cour d'appel de Bruxelles) Rapport	15565	100-45/2°	
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)		100-45/3°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat Rapport	15570	100-48/2°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hasquin (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendements	16103	558-13	
Amendement		558-28	
Financement des Régions. — Région de Bruxelles-Capitale			2715, 2716
Maintien de l'obligation de vote			2715, 2716-2717
Statut fiscal de l'indemnité des conseillers régionaux			2792
Concordat de réorganisation			
Proposition de loi	16143	601-1	
Modification de l'article 98 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Protection de la vie privée: offices de tarification)			
Proposition de loi	16157	615-1	
Modification de l'article 7, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> , de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Loi spéciale) (Critère de localisation de l'impôt des personnes physiques — Région de Bruxelles-Capitale)			
Proposition de loi	16291	756-1	
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			215-216
Accès à la profession de détective privé pour les personnes travaillant en société			
Question orale			467
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			732-733
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda à la suite de la remise en cause par le président de la république des accords qui avaient été conclus			
Interpellation			785
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1110-1112
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1110-1112
Nouvelle carte d'identité introduite en Grèce (Mention de la religion)			
Question orale			1279
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1323-1324, 1325
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1338-1340
Simultanéité de réunions du Sénat et du Conseil régional bruxellois			1411, 1412
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1415-1416
Région de Bruxelles-Capitale			1415-1416

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hasquin (suite)</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées) Discussion des amendements			1563-1564 1575, 1576
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Justification de vote			1624
Retard apporté à exécuter la loi instaurant des conseillers moraux à l'armée Question orale			1998-1999
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2128
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat			2156-2158 2165
Discussion des amendements (Révision de l'article 1 <sup>er</sup> ) Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus ») Discussion des amendements			2167, 2168
Crise gouvernementale. — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement Motion d'ordre			2169, 2170
Crise gouvernementale. — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le premier Ministre informe le Sénat en premier lieu. — Communication du Gouvernement Motion d'ordre			2172, 2173
Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale. — Temps de parole imparti au Ministre Motion d'ordre			2344
Situation inextricable des étudiants camerounais en Belgique (Retard apporté par le Gouvernement du Cameroun au paiement des bourses) Question orale			2346
Attitude du Gouvernement à l'égard du ou des partis de la majorité qui veulent l'abrogation de la loi relative au Pacte culturel Interpellation			2456-2457, 2458
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat Constata que le Ministre préfère répondre à la Chambre devant un parterre de journalistes à des questions qui ne peuvent donner lieu à discussion			2489
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel; Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature; Escalade dans le monde pénitentiaire; Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire; Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier; Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire; Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers Justification de vote			2539-2540
Sur l'absence massive des partis de la majorité à l'occasion de l'examen des articles et des amendements de la proposition de loi spéciale			2857-2858
<b>Hatry, sénateur provincial de Brabant</b>			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) Amendements (Composition du Sénat) Amendements (Composition du Sénat) Amendements subsidiaires (Composition du Sénat)	15541	100-20/13° 100-20/20° 100-20/21°	
Révision de l'article 54 de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article) Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15542	100-21/3°	
Révision de l'article 56 <sup>ter</sup> de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article) Amendement (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	15545	100-24/3°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59 <sup>sexies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région) Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire)	15523	100-36/3°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59septies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des secrétaires d'Etat régionaux)	15523	100-37/3°	
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire)			
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics	15471	305-3	2014
Amendements			
Justification de vote			
Dispositions sociales et diverses	16073	526-23	
Amendement			
Section: Economie			
Discordance technique concernant l'article 160			445
Rage taxatoire du Gouvernement			445
Controverse avec la Fédération pétrolière belge			446
Instauration d'une redevance à charge du secteur pétrolier			446-447
Avis du Conseil d'Etat			446
Fraude dans la qualité des produits pétroliers. — Contrôle			446
Précision technique au sujet du terme « importateur »			447, 449
Prélèvements à l'importation			447-448
Discussion des articles			449-450
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103	558-24	
Amendement		558-44	
Amendement au texte adopté par la Commission			2773
Requiert la présence d'un représentant du Gouvernement			2774
Régionalisation du commerce extérieur			2774-2775, 2776
Ecotaxes			2775
Politique de l'environnement			2775-2776
Recherche scientifique			2775, 2776
Eparpillement			2775, 2776
Aide publique			2775-2776
Projets internationaux			2775-2776
Projet Eureka			2775-2776
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)	16107	562-2	777-778
Rapport		562-3	
Amendement			
Approbation des actes internationaux suivants: 1° accord entre la Belgique et la France relatif à la délimitation de la mer territoriale; 2° accord entre la Belgique et la France relatif à la délimitation du plateau continental	16116	571-2	
Rapport			
Approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays	16117	572-2	
Rapport			
Dispositions fiscales, financières et diverses	16136	591-3	
Amendement		591-5	
Amendement		591-8	
Amendement		591-9	
Amendement		591-10	
Amendement		591-11	
Amendement		591-12	
Amendement		591-13	
Amendements		591-14	
Amendement		591-15	
Amendements		591-16	
Amendement		591-17	
Amendement		591-19	
Amendement		591-20	
Amendement		591-22	
Critique du projet			975-978
Insuffisance des économies			975, 976
Pression fiscale et parafiscale			976
Détérioration de la situation économique			976
Plan de convergence			976, 977, 1012
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			976, 1012
Centres de coordination			976-977
Majoration de l'impôt forfaitaire sur les producteurs d'électricité			977
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			977, 978
Nouvelles mesures en matière d'impôt des sociétés			977-978
Taux réduit			977, 1011
A.R. n° 15/150			978

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Dispositions fiscales, financières et diverses (suite)			
Critique du projet (suite)			
Perception plus juste de l'impôt			978
Procédure pénale. — Inspection spéciale des impôts. — Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets			978, 1013
Discussion des articles			1015, 1017, 1022, 1026, 1028-1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1039, 1045
Justification de vote			1071
Statut et contrôle des établissements de crédit			1870-1872, 1876
Amendements	16158	616-3	
Amendements		616-4	
Amendements		616-5	
Amendement		616-6	
Amendement		616-7	
Amendement		616-8	
Discussion des articles			1877, 1886, 1902-1903, 1914, 1915, 1919, 1925, 1935, 1937
Justification de vote			2010
Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 p.c. en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum			
Proposition de loi	16163	621-1	
Approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles, le 18 décembre 1971, et du Protocole à cette Convention, fait à Londres le 19 novembre 1976			2589-2591
Rapport	16219	679-2	
Approbation de l'amendement et des ajustements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone			
Rapport	16271	734-2	
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, Code des taxes assimilées au timbre)			2625-2626
Amendement	16274	737-3	
Adaptation aux directives européennes de l'A.R. n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire			
Proposition de loi	16278	741-1	
Dispositions fiscales et financières			
Amendements	16297	762-6	
Amendements		762-7	
Amendements		762-8	
Amendements		762-9	
Amendement		762-10	
Amendements		762-11	
Amendements		762-12	
Amendements		762-13	
Amendements		762-17	
Amendements		762-18	
Amendement		762-19	
Amendement		762-20	
Amendement		762-21	
Amendements		762-22	
Incident en commission du Sénat lors d'un vote			3100
Rage taxatoire du Gouvernement. — Pression fiscale et parafiscale			3100-3101, 3104
Précompte mobilier sur les intérêts des carnets d'épargne			3101
Mesure générale anti-abus de droit			3101, 3104
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3102, 3104
Quotité forfaitaire d'impôt étranger			3102
Régime fiscal des fonds de pension			3102
Augmentation des amendes administratives			3102, 3104
Suppression pour les sociétés de l'imputabilité du précompte immobilier			3102-3103
Contribution complémentaire de crise			3103, 3104
Organismes de placement collectif. — Taxe annuelle et taxe sur les opérations de bourse.			
— SICAV			3103, 3104
SICAF			3103
Centres de coordination			3103
Actions AFV (A.R. n° 15 du 9 mars 1982)			3103, 3104

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Dispositions fiscales et financières (suite)			
Privatisation et cession d'actifs			3103-3104
Solde net à financer. — Assainissement des finances publiques. — Effet « boule de neige » de la dette publique			3832-3833, 3834
Déficit de la sécurité sociale			3832
Normes de Maastricht			3833
Diminution des investissements étrangers en Belgique			3833
Modifications trop fréquentes des lois fiscales			3833
Politique monétaire			3833
Discussion des articles (Projet amendé)			3836, 3837, 3839, 3841, 3842, 3852
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés			
Amendements	16300	765-3	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Amendements (Ecotaxes)	16310	777-8	
Amendements (Ecotaxes)		777-9	
Amendements (Ecotaxes)		777-11	
Amendements (Ecotaxes)		777-12	
Proteste contre le mode de travail en commission du Sénat			3564
Ecotaxes			3564-3567, 3572
Compatibilité avec les dispositions réglementaires C.E.			3564, 3566
Impact sur l'industrie et l'emploi			3565, 3566-3567
Protection de l'environnement			3565-3566
Recherche scientifique			3566
Destruction des emballages par incinération avec récupération de chaleur			3566, 3567, 3572
Discussion des articles			3711, 3712-3713, 3716, 3723
Dispositions sociales et diverses			
Amendement	16337	804-12	
Loi fourre-tout			3878
Equilibre financier de la sécurité sociale			3878
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3878-3879
Principe de la solidarité			3879
Augmentation du nombre de catégories de bénéficiaires de la sécurité sociale			3879
Frais de gestion des mutuelles			3879
Mauvaise gestion de l'OSSOM			3880
Péréquation des pensions à charge du Trésor			3880
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3880
Médicaments génériques et droit de substitution			3880
Suppression de l'I.R.S.I.A.			3880
Redevances en faveur du Fonds pour la protection contre les radiations ionisantes			3881
Conversion du Fonds de la coopération au développement			3881
Redevance à charge de la Société nationale de transport par canalisation			3881
Frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables à charge des entreprises			3881
Avenir de la Régie des Voies maritimes			3881
Sort de la Régie des Bâtiments			3881
Statut social des médiateurs auprès des entreprises publiques autonomes			3881
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Discussion des articles			3903
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3856-3858
Amendements	16351	817-3	
Justification de vote			3991
Approbation du Protocole, adopté à Darmstadt, le 5 juin 1991 par le Conseil d'EUMETSAT, portant amendement à la Convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) du 24 mai 1983			
Rapport	16355	822-2	
Coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du Ministère de l'Intérieur en matière d'informatique			
Interpellation			147-148, 151
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht, le 7 février 1992			189-192
Dépôt à la poste de Bruxelles des demandes de remboursement de la taxe de sécurité et de propreté			
Question orale			330, 331

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			520-521, 522
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			521, 523-524
Augmentation de la fiscalité et de la parafiscalité			521-522, 524
Politique budgétaire			521, 522, 523, 524
Révision des hypothèses de base du budget			522
Surestimation de la croissance économique			522
Compétitivité des entreprises			522
Politique budgétaire des Communautés et des Régions			522
Privatisations			522-523
Evolution du chômage			523
Politique de l'emploi			523
Assurance maladie-invalidité			523
Fonction publique. — Mobilité			523
Section: Affaires économiques			
Programme futur des activités de la Commission de l'Economie			573-574
Politique énergétique			574-575
C.E.			574, 575
Gaz et électricité			574-575
Politique des prix			575-576
Etude sur l'évolution des prix pétroliers à long terme			576
Prend la parole au nom de M. Buchmann, retenu			576-577
Politique des prix			576-577
Justification de vote (Budget des Voies et Moyens)			714
Poursuite sur le territoire belge, des activités de M. Luis Arce Borja, réfugié politique péruvien faisant l'éloge du terrorisme dans son pays d'origine par la voie de la presse			
Interpellation			720-722, 723
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			
Justification de vote			910-912
Politique belge en matière de prêts d'Etat à Etat et manque de cohérence de la politique à l'égard du tiers monde			1002
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			962
Effets destructeurs sur la revente des voitures d'occasion, tant par les particuliers que par le commerce automobile, suite à l'adoption, par le Gouvernement, d'une politique discriminatoire au détriment de la Belgique, lors de la fixation du régime fiscal qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993 (Taxe à l'immatriculation — T.V.A. — Directive C.E. relative aux biens d'occasion)			1160-1161, 1165
Interpellation			1250-1251, 1252
Organisation du droit de suite en Belgique			
Interpellation			1272-1274, 1275
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1517-1522
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			
Discussion des amendements			1606
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1607
Conséquences néfastes pour les immeubles à appartements de l'inaction dont témoigne le département des Affaires économiques, en ce qui concerne les règles applicables aux immeubles à appartements dotés d'un ascenseur (R.G.P.T. — Concierges)			
Interpellation			1650-1652-1653
Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste (Directives C.E. — A.M.I.)			1654-1655
Initiatives européennes de relance conjoncturelle			
Question orale			1804
Obligation pour le Ministre des Finances de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 9 juillet 1992 imposant le remboursement de T.V.A. payée en trop sur la vente de voitures d'occasion			
Question orale			1804-1805
Attitude du Gouvernement belge à l'égard du règlement proposé par la Commission européenne à l'égard des importations de bananes provenant de l'extérieur de la C.E.			
Interpellation			1858-1860, 1861
Justification de vote			2015
Caractère inopportun des déclarations qui sont prêtées au Gouverneur de la Banque nationale de Belgique			
Interpellation			1944-1946, 1947
Approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992			1950-1952, 1955

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Modification de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (Modifications à la loi « Breyne »)			1960, 1961
Réclame la présence d'un membre du Gouvernement			
Etat du patrimoine immobilier des institutions culturelles nationales à Bruxelles et plus particulièrement des musées royaux d'art et d'histoire			2033
Non-organisation des sociétés d'investissement à capital fixe ( <i>Sicaf</i> )			
Question orale			2071-2072
Disparition du Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence			
Question orale			2076
Demande que l'on se tienne au calendrier parlementaire			2078
Situation dans les prisons			
Justification de vote			2083
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2153-2156
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Norme de Maastricht			2219
Accord politique			2219-2220
Flou artistique			2219
Rôle des présidents des partis			2220
Equilibre budgétaire			2220
Engagements du Ministre des Finances au nom de ses successeurs			2220
Dette publique			2220, 2222
Problèmes de la compétitivité			2220-2222
Lutte contre le chômage			2220
Gonflement de la fonction publique			2221
Situation future des pensions			2221
Poids des charges sociales			2221
Fédéralisme d'union			2221
Défis constitués par la nouvelle citoyenneté			2221
Dégradation budgétaire au niveau régional			2222
Contrôle par la Cour des comptes de la perception des recettes			2222
Système du <i>ruling</i>			2222
Privatisation d'entreprises publiques			2222
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2222
Lutte contre l'évasion fiscale			2222
Quotité forfaitaire d'impôts étrangers			2222
Emploi par l'Office des chèques postaux de contractuels subventionnés			
Question orale			2525
Personnel des principales banques d'émission du monde occidental			
Question orale			2541, 2542
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord sur l'Espace économique européen			2565
Retards successifs mis à entamer un débat sur la politique de l'énergie et absence apparente de politique du Gouvernement en la matière			
Interpellation			2568-2570, 2573-2574
Déclaration faite par un collaborateur du Ministre des Finances à propos des revenus des administrateurs de société			
Question orale			2642, 2643
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			2741-2742, 2743
Données tout à fait incertaines quant à l'importance des effectifs de la fonction publique en Belgique, malgré l'apparente précision des relevés publiés régulièrement à ce sujet par le service d'administration générale			
Interpellation			3092-3094, 3095-3096
Indexation des barèmes fiscaux			
Fait allégué			3163
Répercussions budgétaires en matière de pensions provenant de décisions unilatérales prises par l'Exécutif flamand (Conflit opposant le Ministre flamand des Affaires sociales aux éducateurs des secteurs de la jeunesse et des handicapés)			
Question orale			3207
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3302-3303
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991			3397-3398, 3401
			3402
Justification de vote			3545

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Hatry (suite)</b>			
Action que compte entreprendre le Ministre des Finances en vue de porter remède aux détournements de trafic de produits pétroliers conduisant à des pertes chiffrées à 17 milliards de francs au détriment du Trésor Interpellation			3813-3815, 3816
Désaccord devenu à présent public existant, entre le Ministre des Finances et la Banque nationale de Belgique sur les informations relatives à la charge fiscale et parafiscale prélevée en Belgique, informations qui ont été communiquées au Parlement sur la base de chiffres inexacts par le Ministre des Finances Interpellation			3829-3831
<b>Henneuse, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992 Rapport	16017	465-3	192-194
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport (Section 11: Service du Premier Ministre (crédits: Politique scientifique). — articles 2.11.1 (partim), 2.11.3, 2.11.4, 2.11.7 (partim), 2.11.8 et 2.11.9)	16077	530-18	
Modification de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Juges suppléants qui ont été amenés à démissionner de leurs fonctions pour des motifs honorables) Proposition de loi	16082	534-1	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (Affaires étrangères) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Aide humanitaire en faveur des populations victimes de la guerre du Golfe) Rapport	16166	624-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (Affaires étrangères) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Crise du Zaïre) Rapport	16167	625-2	
Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en application du Traité instituant la C.E.E. Rapport	16234	695-2	
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1110
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1110

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Henneuse (suite)</b>			
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993 Rapport oral			3194
<b>Hermans, sénateur provincial d'Anvers</b>			
Complément à la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, quant aux soins obligatoires en cas de toxicomanie Proposition de loi	16064	515-1	
Modification de l'article 496 du Code pénal (Tentative d'escroquerie) Rapport	16141	597-2	
<b>Herzet (Mme), sénateur coopté</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales Texte proposé (Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24 <sup>quater</sup> relatif au droit à une fiscalité équitable)	15512	100-4/3°	
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente) Proposition de loi	16043	492-1	
Dispositions sociales et diverses Amendements	16073	526-18	
Amendements		526-19	
Amendements		526-20	
Amendements		526-21	
Amendement		526-22	
Programme d'urgence pour une société plus solidaire Amendements	16093	546-5	834-835
Discussion des articles Justification de vote			847, 848 1000
Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime d'adoption Proposition de loi	16099	554-1	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle) Amendement	16124	579-7	
Amendements		579-8	
Modification de l'article 369 <sup>bis</sup> du Code pénal relatif à l'enlèvement d'enfants ( <i>Legal kidnapping</i> ) Proposition de loi	16154	611-1	
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse Amendement	16175	633-4	
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: ventes en solde) Proposition de loi	16210	671-1	
Dispositions sociales et diverses Amendements	16337	804-11	
Récente directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes Question orale			109, 110
Dispositions sociales et diverses Façon dont les travaux se sont déroulés			354
Prime d'adoption			354
au profit des indépendants			354
Plan d'accompagnement des chômeurs			354
Aide sociale aux candidats-réfugiés et aux personnes en séjour illégal			354
Activité autorisée des pensionnés du secteur public			354
Cotisation spéciale sur le chiffre d'affaires réalisé par les firmes pharmaceutiques			354
Cotisation forfaitaire unique de 7 000 francs à charge des sociétés			354-355
Réduction de la subvention <i>Maribel</i>			355
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			355
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé			355
Discrimination des indépendants			355
Section: Agriculture et Classes moyennes Discussion des articles			409, 411, 412, 418

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Herzet (Mme) (suite)</b>			
Politique des transports en commun et plus particulièrement la réalisation du R.E.R. et ses conséquences pour les navetteurs en Brabant wallon Interpellation			2327-2328, 2329 2739-2740
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 Confirmation des A.R. pris en exécution de l'article 39bis, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale) Justification de vote			3322
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse; Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse; Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente) Justification de vote			3362-3363 3542
Création d'une troisième voie ferrée sur la ligne Bruxelles-Ottignies et expropriations prévues Question orale			3760
Pensions du personnel nommé des administrations locales Justification de vote			3994
<b>Hismans, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies</b>			
Naturalisations Rapport Rapport Rapport Rapport	15873 16079 16145 16214	502-2 663-2 743-2 820-2	
<b>Hofman, sénateur de l'arrondissement de Liège</b>			
Modification de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (Modifications à la loi « Breyne ») Rapport	16046	496-2	1960
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport (Section 32: Affaires économiques — articles 2.32.1 à 2.32.4)	16077	530-16	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Affaires économiques Aperçu du rapport de la Commission			573
<b>Houssa, sénateur de l'arrondissement de Verviers, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat Dispositions sociales et diverses Amendements Section: Agriculture et Classes moyennes Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pensions des travailleurs indépendants Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des travailleurs indépendants Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.	16073	526-21	12 402-403 403 403
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Amendements Politique agricole Réforme de la politique agricole commune Régionalisation Fonds d'investissement agricole Gestion des quotas laitiers O.N.D.A.H. — Clef de répartition entre la Flandre et la Wallonie Préretaire Fonds agricole Discussion des articles Votes réservés. — Justification de vote	16103	558-12	2772-2773 2772, 2773 2772, 2773 2772, 2773 2772, 2773 2773 2773 2773 2948

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	N°	Pages	
<b>Houssa (suite)</b>				
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)	16310	777-10		
Amendements (Ecotaxes)				
Ecotaxes			3570	
sur les récipients pour boissons. — Eau minérale			3570	
Discussion des articles				
Justification de vote			3778	
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture				476
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;				
Budget général des Dépenses de l'année 1993				
Section: Agriculture				
Politique agricole				599-600
Négociations du G.A.T.T.				600
Régionalisation				600
Fonds d'investissement agricole				600
Quotas laitiers				600
Gel de terres				600
Statut social des travailleurs indépendants				599-600
Arrêtés d'exécution de la loi du 14 août 1986 relatif à la protection et au bien-être des animaux		600		
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)		1142		
Transfert éventuel du 12 <sup>e</sup> régiment de ligne de Spa à Vielsalm		2939		
Question orale				
Contribution financière des agriculteurs à la publicité en faveur des produits laitiers (O.N.D.A.H.)		3207		
Question orale				
<b>J</b>				
<b>Jonckheer, sénateur provincial de Brabant</b>				
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référéndum législatif)	15527	100-15/6°		
Amendements				
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)	15533	100-19/6°		
Amendement (Accords de coopération)				
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1103-1105, 1117-1118, 1435	
Amendement	16016	464-3		
Discussion des articles			1119	
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			1234	
Création d'une commission mixte chargée d'examiner la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention d'application de l'Accord de Schengen	16050	500-1		
Proposition de loi				
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure)	16100	555-4		
Amendement			555-5	
Amendement	16297	762-4		
Dispositions fiscales et financières				
Amendements				
Implications de la crise monétaire en Europe ainsi que les modalités de l'Union monétaire			40-42, 43	
Interpellation				
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			201, 218-219	
Votes réservés				
Justification de vote			238	
Approbation du Traité de Maastricht			237	
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			736-737	
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			886-887	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Jonckheer (suite)</b>			
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1103-1105, 1117-1118 1500-1501, 1508
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			
Justification de vote			1619
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1775-1776, 1777, 1783, 1784 1794-1795 1813
Discussion des articles			
Justification de vote			
Approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992			1952-1954
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)			1959
Statut et contrôle des établissements de crédit			
Justification de vote			2009
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2129
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Orientations gouvernementales dans un cadre de politique générale			2196-2197
Evaluation de la situation politique en Belgique et en Europe			2196
Attitude des écologistes dans le cadre de la réforme de l'Etat			2197
Union monétaire et économique			2197
Situation économique			2197-2198
Politique démagogique des libéraux			2198
Allocations de chômage			2198
Révision de l'ordre des priorités en matière de politique économique et sociale			2198-2199
Limitation des dépenses dans le secteur des allocations de chômage			2218
Investissements publics (Projets belges dans le cadre de l'initiative de croissance décidée par le Conseil européen d'Edimbourg)			
Question orale			2643-2644

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Jonckheer (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Ecotaxes			3567-3569
Limitation de la production de déchets			3568
Conformité au droit européen			3568
Impact sur l'emploi et l'industrie			3569
Discussion des articles			3712, 3713
Conclusions du Conseil européen de Copenhague			
Interpellation			3803-3805, 3807
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Réduction du temps de travail			4049
Responsabilité des trois familles politiques traditionnelles dans la mutation de la société			4059
Négociations du G.A.T.T.			4059-4060
Mise en œuvre de l'Union européenne			4060-4061, 4067
Politique monétaire			4061
Pacte social			4061
Equilibre financier de la sécurité sociale			4061-4062
Problématique de l'emploi			4061
Nouvelle citoyenneté			4062
Renouveau culturel			4062
<b>K</b>			
<b>Kelchtermans L., sénateur coopté</b>			
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Pologne sur la reconnaissance des décisions relatives au divorce			
Rapport	16115	570-2	
Approbation de la Convention n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, adoptée à Genève, le 20 juin 1977 par la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-troisième session			
Rapport	16190	649-2	
<b>Kenzeler, sénateur provincial de Limbourg</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Rapport	16214	820-2	
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Défense)	16073	526-7	
Mesures prévues pour le personnel civil des forces armées en Allemagne à l'occasion de leur retour en Belgique dans le cadre de l'opération Reforbel			75
<b>Kuijpers, sénateur coopté</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			201-203
Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand			249-250
Situation au Kosovo			333-334
Incendie récent dans la Région de Louvain (Danger de l'agrandissement des surfaces industrielles)			
Question orale			466
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Services du Premier Ministre			
Rôle des provinces			547
Scission de la province de Brabant			547-548
Brabant flamand			547-548
Landen			547
Emprunts provinciaux et fonds provinciaux			548
Section: Relations extérieures			
Rwanda			556
Zaïre			556
Ex-Yougoslavie			556-557
Reconnaissance de la Macédoine			556-557
Kosovo			557

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Kuijpers (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993 (suite)			
Section: Coopération au développement			
Afrique			556
Zaïre			556
Propose de mettre des bateaux destinés au déchargement, à la disposition du tiers monde			556
Bourses d'études			556
Ambassades			556
Section: Communications et Infrastructure			
S.N.C.B.			655-656
Suppression de gares et de lignes			655-656
T.G.V.			656
Brabant flamand. — Construction de tunnels			656
Canal Louvain-Malines. — Malterie Cargill			656
Plan Star 21			656
Entretien et embellissement des gares			656
Accueil des sans-abris dans les gares			656
Sécurité à Bruxelles-Nord			656
Amélioration des liaisons entre les services « De Lijn » et la S.N.C.B.			656
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			783
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			840-841
Justification de vote			1001
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1056
<b>L</b>			
<b>Lallemand, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Texte proposé	15521	100-2/2°	
Révision de l'article 88 de la Constitution (Ministres)			
Rapport	15558	100-6/3°	
Révision de l'article 4 de la Constitution (Exercice des droits électoraux et nationalité)			
Texte proposé	15513	100-14/2°	
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1702, 1708
Rapport	15541	100-20/2°	1462-1464
Justification de vote			1829
Révision de l'article 54 de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article)			
Rapport	15542	100-21/2°	1462-1464
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans)			
Rapport	15543	100-22/2°	1462-1464
Révision de l'article 56, 3° et 4° de la Constitution (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)			
Rapport	15544	100-23/2°	1462-1464
Révision de l'article 56ter de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article)			
Rapport	15545	100-24/2°	1462-1464
Révision de l'article 56quater de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article)			
Rapport	15546	100-25/2°	1462-1464
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions			
Amendement	15373	481-4	
Répression de la contestation, de la remise en cause et de la négation ou de l'apologie des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre			
Proposition de loi	16066	517-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Lallemand (suite)</b>			
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			
Rapport	—	596	
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse			
Amendement	16175	633-3	3373
Discussion des articles			
Complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Référéndaires à la Cour d'arbitrage, membres de l'auditorat au Conseil d'Etat et membres du bureau de coordination au Conseil d'Etat)			
Proposition de loi	16200	659-1	
Modification de l'article 8 du Règlement du Sénat (Participation des présidents des groupes à l'activité du bureau du Sénat)			
Proposition	16356	823-1	
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Mévergnies — Rectification d'une erreur matérielle)			
Proposition de loi	16370	838-1	
Consultation populaire des habitants des communes			
Proposition de loi	16376	844-1	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			
Demande le report d'une délibération sur ce point délicat			11
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			
Sur la motion d'ordre de M. Cooreman (Renvoi en commission)			40
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			219-221
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			
Propose le renvoi en commission			247
Rappel à l'article 30 du Règlement du Sénat (Interdiction de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote)			502
Application de la nouvelle législation relative aux conclusions additionnelles (Portée de l'article 748nouveau du Code judiciaire)			
Question orale			901
Vœux de bonnes vacances			1072, 4000
Approbation des actes internationaux suivants : A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1118
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1118
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			1234

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Lallemand (suite)</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référéndum législatif)			1307-1309
Justification de vote			1452
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1329-1332
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1351-1352
Election directe des conseils			1352
Réforme du bicaméralisme. — Sénat			1352
Répartition des compétences entre le niveau fédéral et les Communautés et Régions			1352
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1466, 1501-1504, 1506
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1569
Justification de vote			1619
Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sanction, de promulgation et de publication des différents articles de la Constitution soumis à révision			
Question orale urgente			1593
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme — Répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations)			1760-1761
Justification de vote			1850
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2128, 2129
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2145-2148
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire)			2171
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2172
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2285
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59sexies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région)			
(Insertion d'un article 59septies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des Secrétaires d'Etat régionaux)			2290-2291
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe P.S. avant le vote final sur une série d'articles			2387-2388
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Sur l'attitude de la Chambre consistant à devancer à tout prix un débat qui doit avoir lieu au Sénat			2488
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			
Justification de vote			2539
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Accord de la Saint-Michel			2705, 2706
Réflexions sur le fédéralisme			2705, 2709

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Lallemand (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) (suite)			
Transfert de compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées			2705-2706
Environnement			2706
Normes de produits			2706
Droit pénal			2706-2708
Perquisition			2706
Réforme du Sénat			2708
Autonomie constitutive			2708
Accords de coopération			2709
Droit de préemption des Communautés et des Régions			2711
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			
Justification de vote			3027-3028
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3370
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Justification de vote			3784
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Mise hors course du Parlement par les pouvoirs spéciaux			4043-4044
Nouveauté d'une déclaration sur la politique générale du Gouvernement			4053
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4053
Pacte social			4053
Problématique de l'emploi			4054
Mise en œuvre de l'Union européenne			4054
Négociations du G.A.T.T.			4054-4055
« Exception culturelle »			4054
Droits d'auteurs			4055
Montée d'un sentiment d'insécurité au sein de la population			4055
Politique des réfugiés			4055
Politique du Gouvernement à l'égard du Rwanda			4055
Blocus de Cuba			4056
<b>Laverge, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres</b>			
Instauration d'une allocation socio-pédagogique			
Proposition de loi	16256	719-1	
Instauration, dans le cadre du droit fiscal belge, d'un système de consolidation fiscale nationale (Société-mère et filiale)			
Proposition de loi	16273	736-1	
Allocation socio-pédagogique			
Interpellation			43-44, 45
Justification de vote			70
Problématique des prisons surpeuplées			
Interpellation			2026-2027, 2031
Situation chaotique régnant au Zaïre			
Question orale			2940-2941
Conséquence du grand nombre de faillites en ce qui concerne les recettes fiscales et les recettes en matière de sécurité sociale			
Question orale			3298
<b>Leclercq, sénateur de l'arrondissement de Bruges</b>			
Protection du titre de psychologue			
Rapport	13049	297-2	3945-3946
Modification de l'article 76 <sup>quater</sup> , § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Pensions de réparation du temps de paix — Indemnité d'invalidité)			
Proposition de loi	16195	654-1	
<b>Leduc, (Mme) sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2266

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Lenfant, sénateur provincial de Hainaut</b>			
Instauration d'une taxe-santé sur le tabac Proposition de loi	16080	532-1	
Emballages et institution d'un mécanisme d'écoredevance Proposition de loi	16161	619-1	
Imposition aux clubs et organisateurs de manifestations, dites à hauts risques, du coût de la sécurité Proposition de loi	16174	632-1	
Instauration de l'imposition des gains en provenance de jeux et paris (I.P.P. : Revenus divers) Proposition de loi	16206	667-1	
Rectification de l'A.R. du 29 décembre 1972 déterminant l'orthographe du nom des communes du Royaume et classant celles-ci en fonction du nombre d'échevins et de conseillers communaux auquel elles ont droit, ainsi que de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Mévergnies) Proposition de loi	16374	842-1	
<b>Lenssens, sénateur de l'arrondissement de Termonde - Saint-Nicolas</b>			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques Amendement	16169	627-3	2925-2926
Convention relative aux honoraires des médecins Proposition de résolution	16186	644-1	
Octroi d'office de la réduction du précompte immobilier Proposition de loi	16202	662-1	
Dispositions sociales et diverses Section : Affaires sociales			
Réforme de la sécurité sociale			376
Financement de la sécurité sociale			376
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			376
Déficit de l'I.N.A.M.I. — Responsabilité financière des parties concernées			376-377
Transferts Nord-Sud			377
Exécution des mesures décidées lors des conclaves budgétaires			377
Responsabilisation des Communautés et des Régions en matière de pensions			381
Réfute l'allégation de M. Valkeniers comme quoi il ne figurait pas parmi les signataires de la motion déposée en conclusion de son interpellation relative aux soins de santé			501
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Coalition gouvernementale			519, 520
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle) Discussion des articles			1149-1150 1172
Insuffisance du remboursement de la dialyse rénale péritonéale ambulatoire chronique Question orale			2766, 2767
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2925-2926
Dispositions sociales et diverses			
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3877
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3877
Principe de la solidarité			3877
Interdiction de réassurance			3877
Equilibre financier de la sécurité sociale			3877-3878
<b>Leroy, sénateur provincial de Hainaut</b>			
Coupons échus après le 30 juin 1992 et afférents à des titres de l'Etat frappés d'opposition avant le 1 <sup>er</sup> juillet 1992 Rapport	16029	476-2	
Modification de l'article 6 de la nouvelle loi communale (Nombre d'échevins et de conseillers selon recensement décennal) Proposition de loi	16232	693-1	
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Mévergnies: Rectification d'une erreur matérielle) Proposition de loi	16370	838-1	
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			31
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			738-739

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Liesenborghs, sénateur de l'arrondissement de Nivelles</b>			
Problèmes de gestion financière et de gestion du personnel de la Sabena Interpellation			3476-3478, 3479
<b>Lieten-Croes (Mme), sénateur coopté</b>			
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune Rapport	16060	511-2	
Approbation de la Convention relative à la reconnaissance des droits sur aéronefs, faits à Genève le 19 juin 1948 Rapport	16061	512-2	
Approbation de la Convention entre la Belgique et le Nigéria tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital Rapport	16062	513-2	
Approbation de la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées, de l'acte final et des déclarations annexées Rapport	16063	514-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport (a) Section 01 : Dotations (it. 01.32.3 — Crédit provisionnel « Police des polices »; it. 01.32.4 — Contrat avec le citoyen) (b) Section 13 : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique (art. 2.13.1 à 2.13.9) (c) Section 17 : Gendarmerie (art. 2.17.1 à 2.17.8)	16077	530-6	
Modification du titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire) Rapport	16096	551-2	3085-3086
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents) Rapport	16212	673-2	2613
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12 <sup>bis</sup> Rapport	16262	735-2	
<b>Loones, sénateur provincial de Flandre occidentale</b>			
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions Rapport Rapport complémentaire Discussion des articles Justification de vote	15373	481-2 481-5	1265-1266  1270, 1272 1445 270
Protection de la vie privée à l'égard des traitement de données à caractère personnel Modification du titre 1 <sup>er</sup> , règles préliminaires, et du titre III, des exécutions forcées, de la Ve partie du Code judiciaire concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis; Modification des articles 1408 et 1498 du Code judiciaire (Biens qui ne peuvent être saisis); Modification des articles 1410 et 1412 du Code judiciaire (Saisie d'allocations sociales effectuées en vertu de créances alimentaires)			296-297
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget des Dépenses de l'année 1993 Section: Justice Programme d'urgence sur les problèmes de société Compétences communautaires Toxicomanie Peines alternatives Réinsertion sociale des condamnés Vagabondage Médiation pénale Aide aux victimes			568-569 568-569 568 568 568-569 569 569 569

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Loones (suite)</b>			
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1105-1106 1441
Justification de vote Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1105-1106 1441
Justification de vote Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement			1220
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1314-1315
Discussion des amendements			1328
Justification de vote			1452
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1399-1400, 1401- 1402 1402
Transferts Nord-Sud. — Fédéralisation de la sécurité sociale			2050
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2436-2439, 2442
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			2353
Interpellation			2534
Demande la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2498-2500, 2517
Justification de vote			2538
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire			2527, 2528
Interpellation			2567, 2568
Justification de vote			2612
Délivrance d'extraits de registres de la population aux avocats et accès de ceux-ci au registre national			3034-3036, 3038, 3040
Question orale			3043-3045, 3046
Constatation d'infractions au code de la route au moyen de caméras automatiques			3167
Question orale			
Modification de la loi électorale;			
Abrogation de l'article 73 de la nouvelle loi communale			
Classement comme sites de domaines militaires			
Interpellation			
Fonctionnement de la police maritime			
Interpellation			
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Loones (suite)</b>			
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation			3170
Discussion des articles			3171
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3368
Justification de vote			3542
Circulation ferroviaire transfrontalière à Adinkerke-Ghyvelde			
Interpellation			3470-3471, 3472
Justification de vote			3790
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats			
Justification de vote			3543
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Accord de la Saint-Michel			3555, 3556
Fédéralisme			3555-3556
Scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde			3556
Organisation d'une procédure de médiation pénale;			
Règlement à l'amiable en matière pénale			3743-3744
Justification de vote			3787
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives);			
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution;			
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination);			
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police			3749-3750
Justification de vote			3788
Reconnaissance de la zone côtière de Bredene-Ostende-Middelkerke-Nieuport (Pêche)			
Interpellation			3816-3818, 3819
Reconnaissance du Westhoek comme zone rurale			
Interpellation			3816-3818, 3819
<b>Lozie, sénateur coopté</b>			
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire)			2169
Rapport	15532	100-5/3°	
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1325, 1326-1327
Amendements	15527	100-15/6°	
Discussion des amendements			1328
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			
Amendement (Sénateurs désignés par le Conseil de la Communauté germanophone)	15541	100-20/22°	
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)			2167
Rapport	15531	100-32/2°	
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			273
Amendements	16000	445-9	
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des Ministres des cultes (Augmentation barémique pour les magistrats, les greffiers et secrétaires des parquets, les titulaires d'une fonction auprès du Conseil d'Etat et les Ministres des cultes)			
Rapport	16114	569-2	
Modification du Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur			
Proposition de loi	16146	603-1	
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			
Interpellation			117-118, 125
Situation au Liban			
Question orale			471
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			745-746
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions			1266

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Lozie (suite)</b>			
Travaux qui ont été réalisés sans permis de bâtir dans le domaine Ryckvelde à Beernem			1282, 1283
Question orale			
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1358-1359
Ecotaxes			1358
Commerce des armes			1358
Révision de la Constitution : Propositions de réforme du Sénat			1492-1493
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2058-2059
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2148-2149
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe Agalev et Ecolo avant le vote final sur une série d'articles			2388-2389
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2503-2504
Justification de vote			2539
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Ecotaxes			2704
Financement de la Communauté française			2704-2705
Modernisation du système électoral			2788
Non-instauration du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine			2886-2887
Motion d'ordre (Demande de rayer du rapport la remarque de M. Valkeniers concernant M. Dierickx)			2889
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Ecotaxes			3569-3570
Incinération des déchets			3570
<b>M</b>			
<b>Maertens, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende</b>			
Solution juste au conflit israélo-palestinien			
Proposition de résolution	16247	709-1	
Construction de lignes à haute tension			
Proposition de résolution	16313	780-1	
Etablissement d'entreprises industrielles d'élevage de bétail			
Interpellation			154-156-157
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section : Agriculture			
Politique agricole commune			600
Négociations du G.A.T.T.			600, 601, 602
Politique communautaire de la pêche			600, 601, 602
Fonds d'investissement agricole			601
Recherche agronomique			601
Environnement			601
Cultures biologiques			601, 602
Pêche maritime			601
Pesticides			601
Conséquences de la fumure excessive (Secteur porcin)			601
Culture de graines oléagineuses. — Colza. — Bio-éthanol			602
Arrêtés d'exécution de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux			602
Section : Défense nationale			
Restructuration des Forces armées			633, 634, 635
Suppression du service militaire			633
O.T.A.N., U.N.O. et C.S.C.E.			633, 634
Plaidoyer pour une réduction des crédits. — Dividende de la paix			633, 634

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maertens (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 (suite) Section: Défense nationale (suite) Commandes militaires			633
Vente de matériel excédentaire et de biens immobiliers Zones naturelles			633, 634 634
Evacuation des 200 000 tonnes de munitions immergées à hauteur de Duinbergen Base de Lombardsijde			634 634
Mise de militaires à la disposition des communes en vue d'y accroître la sécurité Question orale			799-800
Situation politique tendue en Roumanie Question orale			900
Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement Interpellation			1217-1220, 1224
Convention de Paris du 13 janvier 1993 sur les armes chimiques Question orale			1407-1408
Compétence en matière de construction dans l'affaire du projet <i>Marina</i> à Heist-aan-Zee Question orale			2069-2070
Application des droits de l'homme au Zaïre et influence de celle-ci sur les réfugiés politiques Question orale			2348
Quotas laitiers; Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune			2371
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude; Concession à l' <i>IJzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude Fait personnel			2439-2440 2443
Guerre de sole aux Pays-Bas Question orale			2526
<i>Leading success drivers</i> (Apprentissage d'une conduite dangereuse) Question orale			2760
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute) Justification de vote			3026
Classement comme sites de domaines militaires; Affectation de domaines militaires susceptibles d'être aliénés Fait personnel			3037-3038 3040
Situation et accueil des réfugiés à Zaventem Circulation ferroviaire transfrontalière à Adinkerke-Ghyvelde			3469 3472
Fraude fiscale sur le poisson Question orale			3758
Reconnaissance de la zone côtière de Bredene-Ostende-Middelkerke-Nieuport (Pêche); Reconnaissance du Westhoek comme zone rurale			3818
Intervention de l'Onem contre des débardeurs de poisson agréés, à Ostende et à Zeebrugge Question orale			3966-3967
<b>Maes (Mme), sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Approbation du Traité de Maastricht Amendement	16033	482-3	236
Justification de vote			240
Insertion dans le Règlement du Sénat, d'un article 62ter, instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme Proposition	16051	501-1	
Approbation du Protocole entre la Belgique et les Pays-Bas concernant les privilèges et immunités de l'Union linguistique néerlandaise, fait à La Haye le 13 juillet 1990 Rapport	16221	681-2	
Situation du Kurdistan turc Proposition de résolution	16255	718-1	
Zaïre Proposition de résolution	16334	801-1	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			10
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			119-120
Blocage de 1,3 milliard destiné à l'aide alimentaire Question orale			125-126-127
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique Interpellation			131-132, 135, 136

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maes (Mme) (suite)</b>			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			228-230
Activité du Fonds de survie et stratégie générale en matière de coopération au développement, notamment avec le Zaïre			
Interpellation			339-342, 344
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			887-888
Passage en fraude d'êtres humains provenant du Burkina Faso (Dû au fait qu'il n'y a pas d'obligations de visa pour ces ressortissants)			
Question orale			899-900
Politique belge en matière de prêts d'Etat à Etat et manque de cohérence de la politique à l'égard du tiers monde			
Interpellation			960-962, 963-964
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			
Discussion des articles			1147-1149, 1159
Justification de vote			1172-1173, 1200
Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications			1242-1243
Poudrière nucléaire dans les pays de l'Est			1254-1255
Révision de la Constitution;			1257
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1400, 1401, 1402,
			1417-1418
Transferts Nord-Sud			1400
Aide de la Région wallonne à la firme <i>Louis De Poortere</i> (Tapis)			1401, 1417
Sur le fait qu'en séance plénière le Gouvernement ne soit pas représenté lors d'une partie du débat sur la réforme de l'Etat			
Motion d'ordre			1402
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'état de fait de Mobutu et manière dont le Gouvernement belge y a réagi			
Interpellation			1667-1670, 1676-1677
Dégradation du processus de démocratisation au Rwanda, laquelle débouche sur la violence et la menace d'une guerre civile, conséquences pour les autres pays de la région ainsi que façon dont le Gouvernement belge réagit à cette situation, et notamment à l'attitude de la France			
Interpellation			2092-2094, 2096
Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement			
Interpellation			2332-2333, 2335, 2336
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Indignation du Sénat associée aux inquiétudes de la population devant l'échec de l'Etat de droit			2488
Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie;			
Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine;			
Politique européenne relative à l'ex-Yougoslavie;			
Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu par l'ex-Yougoslavie et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie;			
Situation actuelle dans l'ex-Yougoslavie			2603-2604
Situation politique au Burundi et les mesures nécessaires pour prévenir toute montée des tensions au cours de la période de préparation des élections			
Interpellation			2609-2611, 2612
Danger inhérent à la mise en vente d'armes belges dans le cadre de la liquidation de matériel militaire appartenant à l'armée belge, ces armes risquant de se retrouver dans de mauvaises mains			
Question orale			2644, 2645
Troubles au Kivu			
Question orale			2941-2942
Questions orales (Réponse tardive du Ministre)			3208
Europol			
Question orale			3208, 3296, 3297
Accueil des enfants en dehors de l'école			
Question orale			3393, 3394
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991			3399
Justification de vote			3544

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maes (Mme) (suite)</b>			
Aggravation de la violence au Zaïre, situation désespérée de la population, refus du président Mobutu de respecter les accords relatifs à la démocratisation et manière dont notre pays réagit à tout cela			3487-3489, 3491
Interpellation			3497-3498
Future politique du Gouvernement à l'égard du Burundi			
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3549-3550
Justification de vote			
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie;			
Oppression des Kurdes de Turquie;			
Situation du Kurdistan turc;			3972
Protection du peuple kurde en Turquie			
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (doc. nos 811 et 818)			3974-3975
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Nécessité d'une Europe démocratique			4071, 4072, 4073
Groupe de travail, présidé par le Gouverneur de la Banque nationale, chargé de définir les contours du Pacte social			4071
Relance de la compétitivité et de l'emploi			4071-4072
Répartition du travail			4072
Réforme du système de la sécurité sociale			4072
Réajustement du bien-être			4072
<b>Mahoux, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville</b>			
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution			
Rapport	15650	67-2	
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination)			
Rapport	15696	114-2	
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police			
Rapport	16012	460-2	
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			832-833
Rapport	16093	546-2	
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives)			
Rapport	16194	653-2	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)			2262-2263
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59 <sup>quinquies</sup> relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2279
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3364-3366
Dysfonctionnement du plan d'accompagnement des chômeurs			
Question orale			3394, 3395
<b>Mairesse, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16214	820-2	
Statut des puéricultrices engagées dans l'enseignement fondamental ordinaire			
Question orale			3294
Proposition de réduction des droits d'accises de 90 p.c. sur les bio-carburants			3809
Avenir de l'a.s.b.l. Promotion créée au sien de l'O.N.D.A.H.			
Interpellation			3821-3822

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Marchal, sénateur de l'arrondissement de Nivelles</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993 Rapport (Section 16: Défense nationale — articles 2.16.1 à 2.16.31)	16077	530-10	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992. — Sections Santé publique et Environnement et Défense nationale Rapport	16269	732-2	
Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 16 — « Défense nationale » (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget — Engagement des Forces armées au Zaïre) Rapport	16281	745-2	
Limitation de la portée des lois relatives aux rentes afférentes aux ordres nationaux conférés aux militaires de rang subalterne (Cadre de réserve) Rapport	16282	746-2	
<b>Martens L., sénateur de l'arrondissement de Roeselare-Tielt</b>			
Dispositions sociales et diverses Rapport (Articles 1 à 62, 65 à 69, 72, 129 à 141) (Affaires sociales) Section: Affaires sociales	16073	526-2	
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé			361
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			361
Réduction de la subvention <i>Maribel</i>			361
Maîtrise des dépenses en biologie clinique			361
Prime d'adoption			361
Cotisation supplémentaire à charge des assureurs contre les accidents du travail			361
Adaptation de la législation en matière d'accidents du travail aux dispositions sur les contrats d'assurance terrestre			361
Allocations aux handicapés			361
Nécessité d'un débat global pour les pensions			361
Désignation d'un gestionnaire financier auprès de l'O.N.P.T.S.			361
Institution d'une Commission spéciale de placement au sein de l'O.N.P.T.S.			361
Responsabilisation des Communautés et des Régions en matière de pensions			361
Proposition de directive du Conseil des C.E. instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie Rapport	—	607-1	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1158-1160
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3324-3325
Dispositions sociales et diverses Section: Santé publique et Environnement			
Médicaments génériques et droit de substitution			3906-3907
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages			3928
Institutions scientifiques nationales Question orale			3964, 3965
<b>Martens W., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens) Proposition de résolution	16107	562-1	777
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un Comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs Proposition de résolution	16357	824-1	
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			197-198
<b>Matthijs, sénateur coopté</b>			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			85
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur) Rapport	15917	352-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Matthijs (suite)</b>			
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute) Rapport	15974	414-2	2911-2912
Création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux Rapport	16091	544-2	1654
Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste (Directives C.E. — A.M.I.)			1854
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage)			2097-2099, 2101
Etat actuel de la lutte contre l'emploi et le commerce de substances illégales à effet hormonal ou antihormonal ainsi que problèmes juridiques relatifs au personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire Interpellation			2364, 2366
Epidémie de fièvre aphteuse Quotas laitiers; Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune			2369-2370
Mesures que le Gouvernement a prises à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du cadre du personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire Question orale			2645
Institut d'expertise vétérinaire Nouvelle comptabilité communale Interpellation			3234-3235
Protection du titre de psychologue			3465-3467, 3468 3947-3948
<b>Maximus (Mme), sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout</b>			
Modification de l'article 103 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Cotisation capacitive à charge des employeurs qui occupent des travailleurs dans un régime de travail à temps partiel involontaire) Proposition de loi	16074	527-1	
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Incapacité de travail) Proposition de loi	16302	767-1	
Délais anormalement longs en matière d'enregistrement des médicaments			158
Dispositions sociales et diverses Assainissement de la sécurité sociale			357-358
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé			357-358
Prestations des diverses mutualités			357
Système du tiers payant			358
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1136-1139
Non-instauraton du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine			2885-2886
Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard			2896
Nécessité de prendre des mesures en matière de soins à domicile et d'assurance dépendance au vu du vieillissement de la population			2899-2900
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3519
Dispositions sociales et diverses Section: Affaires sociales			
Equilibre financier de la sécurité sociale			3884
Instauraton d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3884
Offre médicale et paramédicale			3884
Recours excessifs à des actes techniques			3885
Surenchère d'appareillage médical lourd			3885
Centres de diagnostic et de traitement préventif de la mort subite du nourrisson			3885
Centres de génétique humaine			3885
Principe de la solidarité			3885-3886
<b>Mayence-Goossens (Mme), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin</b>			
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie Interpellation			893-894
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'état de fait de Mobutu et manière dont le Gouvernement belge y a réagi;			
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre			1674
Mesures à prendre pour que l'Europe soit bien préparée à affronter la concurrence, notamment celle des Etats-Unis Interpellation			3429-3430, 3433

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maystadt, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, Ministre des Finances</b>			
Contribution de la Belgique à la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement			29
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			30, 32
Sur la motion d'ordre de M. Cooreman (Renvoi en commission)			40
Implications de la crise monétaire en Europe ainsi que les modalités de l'Union monétaire (Interpellation de M. Jonckheer)			42-43
Rapport du F.M.I. relatif à la situation financière du pays (Question orale de M. de Donnée)			65, 66
Problèmes posés par la mise en application de l'ordonnance du 23 juillet 1992 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative au précompte immobilier (Question orale de M. Desmedt)			107
Application de la taxe de mise en circulation (Question orale de M. Van Aperen)			108-109
Organes administratifs et cadres linguistiques dans les institutions publiques de crédit (e.a. la C.G.E.R. (Question orale de M. Van Hooland)			144
Implantation des directions des contributions directes - Brabant flamand - à Louvain (Question orale de M. Cardoen)			469
Dispositions sociales et diverses			495
Votes réservés			
Entrepôts douaniers (Aspects qui ne sont pas prévus par les règlements C.E.E. : cautionnement, gestion du type F, peines)			762, 763
Discussion des articles			
Application du précompte mobilier au livret d'épargne ordinaire (Interpellation de M. Van Thillo)			769-770
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			912-914, 915
Politique belge en matière de prêts d'Etat à Etat et manque de cohérence de la politique à l'égard du tiers monde (Interpellation de Mme Maes)			963
Dispositions fiscales, financières et diverses			1008, 1011-1012
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			1009
Suppression de l'obligation d'envoyer les avertissements-extraits de rôle par recommandé			1010, 1012
Fiscalité de l'épargne à long terme			1010-1011
Impôt des sociétés (Nouvelles mesures)			1011
P.M.E.			1011
Accès au taux réduit			1012, 1013, 1014
Plan de convergence			1012-1013
Lutte contre la fraude fiscale			
Poursuites pénales. — Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets			1012-1013
Inspection spéciale des impôts			1013
Dettes publiques			1013
Charges d'intérêt			1013
Consolidation			1013
Evolution des recettes fiscales			1014
Discussion des articles			1015, 1016, 1026, 1031, 1032
Versement de la taxe additionnelle communale à l'I.P.P. (Question orale de M. Quintelier)			1228
Effets destructeurs sur la revente des voitures d'occasion, tant par les particuliers que par le commerce automobile, suite à l'adoption, par le Gouvernement, d'une politique discriminatoire au détriment de la Belgique, lors de la fixation du régime fiscal qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993 (Taxe à l'immatriculation — T.V.A. — Directive C.E. relative aux biens d'occasion) (Interpellation de M. Hatry)			1251-1252
Différentes propositions des Etats membres de la C.E. et de la Commission européenne concernant des accords relatifs aux impôts directs ayant pour objet la lutte contre l'évasion des capitaux (Question orale de M. Van Belle)			1278
Activités de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat (Vente d'actifs — Privatisation) (S.N.I. — C.E.N. — S.N.C.I. — C.G.E.R. — O.C.C.H.) (Question orale de M. Van Belle)			1404
Détaxation des carburants pour automobiles aux titulaires agréés d'une autorisation d'exploitation de taxis (Question orale de Mme Van der Wildt)			1404
Papiers gaspillés dans les bureaux de douane (Question orale de M. Snappe)			1803-1804
Initiatives européennes de relance conjoncturelle (Question orale de M. Hatry)			1804

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maystadt (suite)</b>			
Obligation pour le Ministre des Finances de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 9 juillet 1992 imposant le remboursement de T.V.A. payée en trop sur la vente de voitures d'occasion (Question orale de M. Hatry)			1805
Statut et contrôle des établissements de crédit			1870, 1871, 1874-1876
Discussion des articles			1877, 1886, 1890, 1891, 1894-1895, 1899, 1903, 1914-1915, 1919, 1925, 1935, 1937
Privatisation d'une série d'actifs des pouvoirs publics (I.P.C. — Producteur d'électricité S.P.E. — Ancrege) (Interpellation de M. Goovaerts)			1939
Caractère inopportun des déclarations qui sont prêtées au Gouverneur de la Banque nationale de Belgique (Interpellation de M. Hatry)			1946-1947
Constitution obligatoire d'une garantie par les entrepôts douaniers (Question orale de M. Suykerbuyk)			1998
Non-organisation des sociétés d'investissement à capital fixe ( <i>Sicaf</i> ) (Question orale de M. Hatry)			2072
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Lutte contre la fraude fiscale			2194-2195
Contrôle des sociétés. — Recrutement de personnel qualifié			2194, 2195
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude (Interpellation de M. Loones)			2441
Concession à l' <i>Ijzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude (Question orale de M. Suykerbuyk) (Question orale de M. Verreycken)			2441 2441
Instauration d'un précompte mobilier européen (Interpellation de M. Tavernier)			2475-2476
Privatisation de la C.G.E.R. (Interpellation de M. De Grauwe)			2476-2477
Opérations sur certaines valeurs mobilières (Ouverture de l'accès au système de liquidation aux assujettis à l'impôt des personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales et extension de son fonctionnement à tous les titres à revenus fixes — Précompte mobilier)			2477
Personnel des principales banques d'émission du monde occidental (Question orale de M. Hatry)			2541-2542
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, Code des taxes assimilées au timbre) Discussion des articles			2628-2629 2629
Déclaration faite par un collaborateur du Ministre des Finances à propos des revenus des administrateurs de société (Question orale de M. Hatry)			2642-2643
Investissements publics (Projets belges dans le cadre de l'initiative de croissance décidée par le Conseil européen d'Edimbourg) (Question orale de M. Jonckheer)			2644
Perception de cotisation A.M.I. pour le personnel d'encadrement des équipes de jeunes footballeurs et perception de la T.V.A. sur les transferts de footballeurs (Question orale de M. Van Belle)			2761, 2762
Dispositions fiscales et financières Mesure générale anti-abus de droit. — <i>Ruling</i> (C.I.R., art. 344, § 1 <sup>er</sup> nouveau)			3108, 3129-3132, 3834
Fusion de sociétés sous régime d'immunité d'impôt			3130
Technologie fiscale de pointe			3131
Maintien des lignes de force de la réforme de l'impôt des personnes physiques			3119, 3120
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			3120, 3129
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels)			3128-3129
Modifications trop fréquentes du C.I.R.			3131, 3132
Transposition des directives européennes en droit belge			3131-3132
Cession d'actifs (Institutions publiques de crédit) S.N.C.I., O.C.C.H., C.G.E.R.			3132-3133 3132
Discussion des articles			3149
Normes de Maastricht			3833, 3834
Modification du régime fiscal de l'épargne à long terme			3834
Politique budgétaire. — Plan de convergence			3834
Equilibre financier de la sécurité sociale			3834-3835
Discussion des articles (Projet amendé)			3836-3837
Taux de T.V.A. pour les travaux d'entretien et de réparation aux objets d'art (Question orale de M. Eeman)			3205

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Maystadt (suite)</b>			
Fin prochaine de l'Union monétaire belgo-luxembourgeoise (Question orale de M. Tavernier)			3206
Conséquences du grand nombre de faillites en ce qui concerne les recettes fiscales et les recettes en matière de sécurité sociale (Question orale de M. Laverge)			3298
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés Discussion des articles			3525-3526 3530
Fraude fiscale sur le poisson (Question orale de M. Maertens)			3758
Accidents mortels de la circulation (Question orale de M. Van Hooland)			3759
Création d'une troisième voie ferrée sur la ligne Bruxelles-Ottignies et expropriations prévues (Question orale de Mme Herzet)			3760
Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom (Question orale de M. Desutter)			3761
Situation précaire de l'industrie belge du cigare (Interpellation de M. Desutter)			3800
Privatisation d'un certain nombre d'institutions publiques (C.G.E.R., S.N.I., O.C.C.H., S.N.C.I.) (Interpellation de M. Goovaerts)			3802
Conclusions du Conseil européen de Copenhague (Interpellation de M. Jonckheer)			3805-3807
Proposition de réduction des droits d'accises de 90 p.c. sur les bio-carburants (Interpellation de Mme Dardenne)			3809
Objectifs, calendrier et mesures d'organisation de la péréquation cadastrale (Interpellation de M. Vaes)			3811-3812
Action que compte entreprendre le Ministre des Finances en vue de porter remède aux détournements de trafic de produits pétroliers conduisant à des pertes chiffrées à 17 milliards de francs au détriment du Trésor (Interpellation de M. Hatry)			3815-3816
Désaccord devenu à présent public, existant entre le Ministre des Finances et la Banque nationale de Belgique sur les informations relatives à la charge fiscale et parafiscale prélevée en Belgique, informations qui ont été communiquées au Parlement sur la base de chiffres inexacts par le Ministre des Finances (Interpellation de M. Hatry)			3831
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi  Discussion des articles			3857, 3858, 3859, 3861-3862, 3866- 3867 3869, 3871
Exécution de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Fiscalité de l'épargne à long terme) (Question orale de Mme Gijbrecchts-Horckmans) <i>Voir: M. Wathelet</i>			
<b>Moens, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Prévoyance sociale			
Déficits de la sécurité sociale. — Dette publique			588-589
Chômage			589
Soins de santé et A.M.I.			589, 590
Rééducation fonctionnelle			589
S.N.C.B.			589
Franchise			590
Secteur des pensions			589
Régime de capitalisation individuelle (Ouvrier). — Rentabilisation des réserves			591
Déficit des mutualités			590-591
Frais d'administration des mutualités			591
Récupération de factures par l'assurance maladie auprès des assureurs privés			591
Bureaux d'intérim. — Contrats d'emploi de moins d'un mois. — Assurance maladie			591
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1152-1154
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé			1687-1688
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Comparaison de la crise de 1984-1986 avec la situation en 1992-1993			2238

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Moens (suite)</b>			
Dispositions fiscales et financières			
Assainissement des finances publiques			3110
Dettes publiques			3110
Pression fiscale			3110, 3111
Taux du chômage			3111
Compétitivité des entreprises			3111
Contribution complémentaire de crise			3111
Privatisations			3111
Mesure générale anti-abus de droit			3111
Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Assainissement des finances publiques			3439
Evolution du chômage			3440
Pression fiscale			3440
Privatisations			3440
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3860-3861
<b>Monfils, sénateur de l'arrondissement de Liège</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1556-1557, 1564- 1569
Amendement (Naturalisations)	15527	100-15/9°	1574-1575, 1576
Discussion des amendements			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1586-1588, 1597, 1598-1599
Amendement (Droits fondamentaux des Belges)	15533	100-19/9°	
Amendement (Droit d'évocation du Sénat)		100-19/13°	
Amendements (Commission parlementaire de concertation)		100-19/16°	
Amendement (Lois prises dans le cadre des compétences partagées avec les Régions ou les Communautés)		100-19/20°	
Discussion des amendements			1599-1600, 1601, 1602, 1605 1634
Justification de vote			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1714-1717-1718, 1719
Amendements (Composition du Sénat)	15541	100-20/10°	
Amendement (Composition du Sénat)		100-20/17°	
Discussion des amendements			1726, 1732, 1733, 1734, 1735, 1737, 1740, 1741
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées)			1749-1752, 1754, 1756
Amendement	15569	100-27/5°	
Amendement		100-27/9°	
Amendements		100-27/10°	
Amendement		100-27/11°	
Discussion des amendements			1758 1841
Justification de vote			
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15531	100-32/3°	
Révision de l'article 71 de la Constitution (Dissolution de la Chambre des Représentants par le Roi)			
Amendements (Dissolution des Chambres par le Roi — Motion de méfiance constructive — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	15555	100-40/3°	
Révision de l'article 95, alinéa 2, de la Constitution, à l'exception des mots « Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires » (Jugement d'un Ministre ou d'un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région par la Cour de cassation)			
Amendements (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	15561	100-43/3°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Monfils (suite)</b>			
Révision du Titre VIII de la Constitution, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII de la Constitution par la réinsertion de l'article 132)			
Amendements (Adaptations numérogiques et terminologiques — Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet ou l'avant-proposition de modification de la Constitution — Entrée en vigueur après consultation populaire)	15587	100-46/3°	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103		
Amendements		558-15	
Amendements		558-17	
Amendements		558-18	
Amendements		558-20	
Amendement		558-22	
Amendement		558-25	
Amendements		558-29	
Amendement		558-30	
Amendement		558-33	
Fédéralisation de la sécurité sociale			2686-2687
Accord de la Saint-Michel			2687-2690
Communauté française			2687, 2688, 2689
Financement			2704
Ecotaxes			2687-2688, 2690, 2721-2722
Impact sur l'emploi			2722
Régionalisation de l'Agriculture			2688
Financement des Communautés et des Régions			2688-2689
Autonomie constitutive			2689
Recherche scientifique			2690
Lutte contre le chômage			2690
Taxe sur l'énergie et système <i>Maribel</i>			2722
Compétences des Communautés et Régions en matière de droit pénal			2777
Justification de vote			3018
Modification de l'article 98 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Protection de la vie privée: offices de tarification)			
Proposition de loi	16157	615-1	
Réforme de l'Etat			
Proposition de résolution	16187	645-1	
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur)			1289
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1365-1369
Financement des Communautés. — Enseignement. — Démantèlement de la Communauté française			1366-1367, 1368, 1395
Ecotaxes			1367, 1368
Modification des calculs d'apparementement			1368-1369
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal			1369
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1478-1485, 1490, 1491, 1493
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Restauration d'une franchise dans la sécurité sociale			2230-2233
Rage taxatoire			2230
Problèmes dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité			2230-2233
Accroissement des dépenses plus vite que le P.N.B.			2230
Vieillesse de la population			2230
Evolution du système de protection sociale			2230-2231
Politique menée par le Gouvernement			2231-2233
Taxation de l'industrie pharmaceutique			2231, 2232
Renforcement du pouvoir des mutualités. — Frais administratifs			2231, 2232
Contrôle de la surconsommation médicale. — Problème du surcroît des médecins			2231-2233
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> , relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)			2259-2261
Discussion des amendements			2273-2274

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Monfils (suite)</b>			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2275-2278, 2284-2285 2289 2410
Discussion des amendements			
Justification de vote			
Prime offerte par certaines pharmacies sur les médicaments			2559
Question orale			
Etablissement par l'Office de contrôle des mutualités, d'un rapport sur les frais d'administration des organismes assureurs			3293
Question orale			
<b>Monset, sénateur de l'arrondissement de Bruges</b>			
Complément à l'article 177 du C.I.R. 1992 (Versements anticipés — Bonification pour versements complémentaires)			
Proposition de loi	16140	595-1	
<b>Moureaux Ph., Ministre des Affaires sociales (jusqu'au 4 mai 1993)</b>			
Allocation socio-pédagogique (Interpellation de M. Laverge)			45
Généralisation du système du tiers payant (Question orale de M. Valkeniers)			74
Dispositions sociales et diverses			
Section : Affaires sociales			
Sur la considération de M. Valkeniers qu'un Ministre des Affaires sociales doit être médecin			377
Pratique de la loi-programme en tant qu'instrument législatif			377
Révision de la loi du 9 août 1963 sur l'A.M.I.			378
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé			378
Transferts Nord-Sud			378
Exécution des mesures décidées lors des conclaves budgétaires			378
Prime d'adoption			378
pour les indépendants			378
Pouvoir de dérogation ministérielle			378
Mesures récentes dans le domaine de la sécurité sociale et de la santé publique qui traduisent un manque total de connaissance et de vue d'ensemble en matière de soins de santé (Interpellation de M. Valkeniers)			378-379, 380
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section : Prévoyance sociale			
Réforme de la loi du 9 août 1964 (A.M.I.)			596
Problèmes que la modification des prestations de l'I.N.A.M.I. pose aux petites maisons de repos (Interpellation de M. Eeman)			596-597
Situation financière de l'O.S.S.O.M. et désorganisation de son mécanisme de financement, suite au non-versement de l'intégralité de l'intervention de l'Etat depuis plusieurs années (Interpellation de M. de Donnée)			766-767
Discrimination résultant du fait que la perception centrale à l'hôpital n'est pas effectuée par l'établissement lui-même, mais par un organisme privé (Interpellation de M. Valkeniers)			768
Emploi impropre du statut social de travailleur indépendant (Question orale de M. Anthuenis)			909
Echelles de traitements des psychologues occupés dans les hôpitaux (Interpellation de M. Valkeniers)			964-965
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1161-1165 1169, 1173, 1199 1200
Discussion des articles			
Subsides supplémentaires pour les hôpitaux universitaires (Question orale de M. Valkeniers)			1409-1410
Réactions des médecins aux honoraires proposés (Question orale de M. Goovaerts)			1410
Engagement de contractuels par le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement (Question orale de M. Didden)			1473

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Moureaux Ph. (suite)</b>			
Exécution de l'A.R. n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (Loi du 7 août 1987 — Gestion des hôpitaux et statut du médecin hospitalier — Conseils médicaux) (Interpellation de M. Dierickx)			1551-1552
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé (Interpellation de M. Valkeniers)			1689-1691
Qualification de « Gauleiter » donnée à un Ministre flamand (Président du Gouvernement flamand) (Question orale de M. Verreycken)			1803
<b>Moureaux S., sénateur provincial de Brabant</b>			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Texte proposé	15533	100-19/1°	
Révision de l'article 56ter de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article) Texte proposé	15545	100-24/1°	
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations) Texte proposé	15579	100-28/1°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1er, par l'insertion d'une section IV et d'un article 59quater relatifs aux Conseils de Communauté et de Région) Rapport	15523	100-34/2°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale) Rapport	15523	100-35/2°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59sexies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région) Rapport	15523	100-36/2°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59septies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des Secrétaires d'Etat régionaux) Rapport	15523	100-37/2°	
Naturalisations Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16214	820-2	
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1394-1396
Compétences résiduelles			1394
Autonomie constitutive			1394
Réforme du système bicaméral			1394
Parlement et Gouvernement de législation			1394
Possibilité pour la Communauté française de transmettre des compétences à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française			1394-1395, 1396
Difficultés financières de la Communauté française			1395, 1396
Scission de la province de Brabant			1395
Région de Bruxelles-Capitale			1395, 1396
Transfert des compétences provinciales à la Région			1395
Protection des minorités. — Gouverneur adjoint pour le Brabant flamand. — Communes périphériques			1395-1396
Circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde			1396
Association de sénateurs aux travaux des Conseils			1396
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2055-2058

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Mouton, sénateur provincial de Liège, premier vice-président du Sénat</b>			
Réélu premier vice-président du Sénat			12
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale (Rendre public, avant les élections, les agissements irréguliers du candidat fautif)			2914-2916
Rapport	15621	38-2	
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1052-1054
Rapport	16025	472-2	
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service)			1052-1054
Rapport	16130	585-2	
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice)			1052-1054
Rapport	16137	592-2	
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice)			1052-1054
Rapport	16138	593-2	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			2914-2916
Rapport	16169	627-2	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section : Intérieur et Fonction publique			
Collaboration entre les services de police			639-640
Collaboration gendarmerie-polices communales			639-640
Création de « zones de police ». — Services de police 24 heures sur 24			639, 640
Collaboration policière intercommunale			640
Imposition de normes minimales de sécurité pour les communes			640
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1098-1099
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1098-1099
Révision de l'article 88 de la Constitution (Relation entre les Ministres et la Chambre et le Sénat)			2307-2308
Domiciliation obligatoire et responsabilité du bourgmestre en cas d'accident dans un immeuble ne répondant pas aux normes de sécurité			
Question orale			2558

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Mouton (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Régionalisation de la législation organique relative aux communes et aux provinces			3554-3555
Election simultanée des Chambres législatives, du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Parlement européen			3555
Congé politique			3555
Financement de la Communauté germanophone			3555
Scission de la province de Brabant			3555
Protection des minorités			3555
<b>Nélis (Mme), sénateur provincial de Hainaut</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16073	526-16	
Façon dont les travaux se sont déroulés			352
Evolution des recettes et dépenses de la sécurité sociale			353
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			353
Transferts du secteur des allocations familiales au bénéfice des jeunes minimexés de moins de 25 ans			353
Prime d'adoption			353
au profit des indépendants			353
Maîtrise des dépenses de la biologie clinique ambulatoire			353
Allocations aux handicapés			353
Cumul d'allocations			353
Droits acquis			353
Plan d'accompagnement des chômeurs			353-354
Allocation spéciale de chauffage			354
Section: Affaires sociales			
Discussion des articles			384
Justification de vote			497
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1142-1145
Amendements	16124	579-5	
Amendement		579-6	
Discussion des articles			1169, 1185
Justification de vote			1243
Rétablissement de l'individualisation des droits et modification du régime de travail autorisé en matière de chômage			
Proposition de loi	16199	658-1	
Modification de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Nombreuses modifications)			
Proposition de loi	16295	760-1	
Plan d'accompagnement pour chômeurs au vu du marché du travail sans perspectives			
Interpellation			112-113, 114-115
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			207-208
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Emploi et Travail			
Mesures d'économie dans le secteur du chômage			660-661
Allocations de chômage. — Suspension			661
Dispensés de pointage. — Chômeurs travaillant bénévolement dans une a.s.b.l.			661
Plan d'accompagnement des chômeurs			661
Aménagement et réduction du temps de travail			661
Santé et sécurité au travail			661-662
Augmentation de la taxe des entreprises dites « Seveso »			661
Sécurité des entreprises nucléaires. — Telerad			661
Maladies professionnelles			661-662
Egalité de traitement des travailleurs et des travailleuses			662
Travail de nuit			662
Vérification des pouvoirs de M. De Boeck. — Rapport			1097
Préavis de grève déposé pour les 28 et 29 janvier 1993 à la S.N.C.B.			
Question orale			1406-1407
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé			1688-1689

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Nélis (Mme) (suite)</b>			
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)			1956-1958
Justification de vote			2011
Mission et composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes			2074, 2075
Question orale			2229
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			2229-2230
Accord politique			2229
Menace des acquis de la sécurité sociale			2229
Crise conjoncturelle			2229
dans le secteur des soins de santé			2229
Instauration d'une franchise			2230
Secteur des pensions			2230
Secteur du chômage			2230
Droits fondamentaux socio-économiques			2354-2355
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			2738-2739
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			
Nécessité de prendre des mesures en matière de soins à domicile et d'assurance dépendance au vu du vieillissement de la population			
Interpellation			2898-2899, 2900
Ligne politique que Mme le Ministre de l'Emploi et du Travail compte adopter au cours de sa présidence du Conseil européen, notamment à propos des directives ayant trait à l'emploi			
Interpellation			3410-3411, 3412
Distribution d'un rapport de commission			3512
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3518
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Loi fourre-tout			3887
Equilibre financier de la sécurité sociale			3887-3888
Transferts entre secteurs			3887
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3887-3888
Efforts demandés au secteur pharmaceutique			3888
Non-indexation de la rente des pensions d'employés			3888, 3891
Justification de vote			3992-3993
<b>O</b>			
<b>Offeciers-Van de Wiele (Mme), Ministre du Budget (jusqu'au 5 septembre 1993)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Présentation du budget dans une perspective pluriannuelle			535, 536, 545, 546
Finances des entreprises publiques			541-542
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			545-546
Révision des hypothèses de base du budget. — Détérioration de la conjoncture économique			545
Sécurité sociale			545
Entreprises publiques			545, 546
Zero-base budgeting			545
Plan de convergence			545-546
Fonction publique			546
Privatisations			546
Inspection des Finances			546
Section: Services du Premier Ministre			
Scission de la province de Brabant. — Emprunts et fonds provinciaux			548
Frais de fonctionnement des cabinets ministériels			548
Crédits pour le Commissariat royal à la politique des immigrés et le Centre pour l'égalité ethnique			548
Crédits pour la Fondation Roi Baudouin et pour la célébration 60/40 de S.M. le Roi			548
Politique d'information officielle			548
Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale (Question orale de M. de Donnée)			1231-1232

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Offeciers-Van de Wiele (Mme) (suite)</b>			
Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			3441-3442
Normes de Maastricht			3441
Nouvelles procédures budgétaires			3441
Présentation du budget dans une perspective pluriannuelle			3441
« Constitutionnalisation » de la dette publique			3442
<b>Onkelinx (Mme), Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (jusqu'au 4 mai 1993)</b>			
Application de la directive européenne relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses			
(Interpellation de M. Cuyvers)			47-48
Suivi de la Conférence de Rio de Janeiro dans la politique nationale			
(Interpellation de M. Cuyvers)			51-52
Note d'orientation concernant la politique d'aide sociale aux candidats réfugiés			
(Interpellation de M. Dierickx)			87-88-89
Critères d'évaluation et retards accumulés dans l'examen des dossiers d'allocations aux handicapés			
(Question orale de M. Cardoen)			143-144
Libéralisation des services de sémaphone et de mobilophonie			
(Question orale de M. De Croo)			145-146
Délais anormalement longs en matière d'enregistrement des médicaments			
(Interpellation de M. Valkeniers)			158-159-160
Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut d'expertise vétérinaire			
(Interpellation de M. Valkeniers)			161-162-163
Dispositions sociales et diverses			
Section: Santé publique et Environnement			
Allocation spéciale de chauffage			429-430
Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal			430
Cumuls d'aide sociale			430
Accueil des réfugiés politiques			430
Discussion des articles			432
Sections: Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement (Commissions réunies)			
Obligation pour l'I.E.V. de verser un montant de ses réserves au Trésor			434
Plan « qualité de la viande »			434
Position adoptée par la Belgique lors de la nouvelle session de négociation de Copenhague, qui s'est déroulée du 17 au 25 novembre 1992 et qui portait sur l'adaptation du Protocole de Montréal relatif à une meilleure protection de la couche d'ozone			
(Interpellation de M. Cuyvers)			454-456
Suite que le Gouvernement a réservée aux recommandations formulées par la commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			
(Interpellation de M. Pataer)			459-461
Transport de plutonium			
(Question orale de Mme Dardenne)			471-472
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Santé publique et Environnement			
Accueil des candidats réfugiés politiques			624-625
Lutte contre la pauvreté			625
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			625
Traitement de la toxicomanie. — Traitements de substitution			625
Conseil consultatif national de bioéthique			625
Politique de l'environnement			625-626
Problématique des lignes électriques à haute tension. — Conséquences pour la santé			625
Couche d'ozone. — Limitation des émissions d'ozone			625
Déchets nucléaires en mer			625
Ecolabel			625
Conseil national de développement durable			625
A.R. n° 78 sur l'exercice de la médecine			626
Statut des professions paramédicales			626
Problème de l'offre médicale excédentaire. — <i>Numerus clausus</i>			626
Aide médicale urgente			626
Formation des ambulanciers			626
Interdiction de la publicité pour le tabac			626

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Onkelinx (Mme) (suite)</b>			
Attitude de la direction du Petit-Château à l'égard de demandeurs d'asile qui font la grève de la faim (Question orale de M. Pataer)			773
Programme d'urgence pour une société plus solidaire Discussion des articles			843-846 847, 848, 849, 850, 853, 855 859
Droit d'action en matière de protection de l'environnement Avenir de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie (Question orale de M. Vaes)			904, 905
Liquidation des subventions arriérées aux projets d'étude sur le Sida au Fonds de la recherche scientifique médicale (Question orale de M. Eeman)			1279-1280
Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste (Directives C.E. — A.M.I.) (Interpellation de M. Goovaerts)			1655
Importation, en provenance d'autres Etats membres de la C.E., de médicaments et de préparations chimiques et pharmaceutiques qui sont interdits en Belgique ou ne peuvent être délivrés que sur ordonnance (Stupéfiants) (Question orale de M. Van Belle)			2000-2001
Allocations pour l'aide aux personnes âgées (Question orale de M. Cardoen)			2001-2002
Compétence en matière de construction dans l'affaire du projet <i>Marina</i> à Heist-aan-Zee (Question orale de M. Maertens)			2070
Coordination de la campagne de prévention du Sida (Question orale de M. De Croo)			2071
Etat actuel de la lutte contre l'emploi et le commerce de substances illégales à effet hormonal ou antihormonal ainsi que problèmes juridiques relatifs au personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire (Interpellation de M. Matthijs)			2099-2101
Arrière des dossiers relatifs aux allocations pour l'aide aux personnes âgées (Interpellation de M. Van Aperen)			2102-2102, 2104
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones (Interpellation de M. Lozie) <i>Voir: M. Bourgeois</i>			
Engagement de contractuels par le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement (Question orale de M. Didden) <i>Voir: M. Ph. Moureaux</i>			
Rôle du Gouvernement national dans la gestion, le stockage et le traitement corrects des déchets en Belgique (Question orale de M. De Croo) <i>Voir: M. Tobback</i>			
<i>Ecolabel</i> (Directive européenne — Label belge) (Question orale de M. Cuyvers) <i>Voir: M. Wathelet</i>			
Retards dans le traitement des demandes d'allocations aux handicapés (Question orale de M. Van Aperen) <i>Voir: M. Wathelet</i>			
<b>Ottenbourgh, sénateur provincial de Brabant</b>			
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption) Proposition de loi	16088	540-1	
Dispositions sociales et diverses Rapport (Commission Affaires sociales)	16337	804-2	
<b>P</b>			
<b>Pataer, sénateur coopté</b>			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			84
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse			3357-3362, 3366- 3367
Rapport	15697	115-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Pataer (suite)</b>			
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale			
Amendements	16040	489-3	
Discussion des articles			2352
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3357-3362, 3366-3367
Rapport	16043	492-2	
Modification des articles 36, 4° et 37 et abrogation de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et insertion d'un article 43bis			825
Rapport	16118	573-2	
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3298-3302, 3323, 3324, 3328, 3329
Rapport	16153	610-2	
Rapport complémentaire		610-4	
Justification de vote			3541
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation			3938-3940, 3941
Rapport	16168	626-2	
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse			3357-3362, 3366-3367
Rapport	16175	633-2 + Annexes	
Discussion des articles			3376
Suite à donner aux recommandations émises par la Commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire à propos du retraitement des combustibles nucléaires usés			
Proposition de résolution	16177	635-1	
Modification des articles 124 et 126 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Travail des étudiants)			
Proposition de loi	16226	686-1	
Modification de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Rupture du contrat pour cause de force majeure)			
Proposition de loi	16230	691-1	
Modification de l'article 78 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises — Publication des comptes annuels et des rapports de gestion)			
Proposition de loi	16231	692-1	
Modification de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiée par l'A.R. n° 424 du 1 <sup>er</sup> août 1986, en ce qui concerne l'interruption de carrière			
Proposition de loi	16238	699-1	
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993			3194-3195
Proposition de résolution	16248	710-1	
Modification des articles 52 et 59 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Extension aux entreprises non marchandes)			
Proposition de loi	16288	752-1	
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (doc. n°s 811 et 818)			3973-3974
Proposition de résolution	16345	811-1	
Note d'orientation concernant la politique d'aide sociale aux candidats réfugiés			87
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			266-267
Aide humanitaire (Définition des notions de pays en voie de développement et de l'aide d'urgence — Aide à la Yougoslavie)			337-338
Suite que le Gouvernement a réservée aux recommandations formulées par la commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			
Interpellation			456-458, 461
Attitude de la direction du Petit-Château à l'égard de demandeurs d'asile qui font la grève de la faim			
Question orale			773
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			781-782
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			841-842
Droit d'action en matière de protection de l'environnement			858

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	N°	Pages	
<b>Pataer (suite)</b>				
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1112-1113	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990				1112-1113
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel Ecotaxes Provinces Démocratisation des conseils provinciaux et des députations permanentes				1416-1417 1417 1417 1417
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat Création d'un Centre pour l'égalité ethnique Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure); Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)				1488-1489 1541-1542
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)				1777-1779
Ecoutes téléphoniques et perquisitions ordonnées chez des journalistes par la justice Question orale				1958-1959 1999, 2000
Commerce international de matériel de propagande nazie Question orale				2075
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat				2140-2141
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des Représentants: nombre)				2253-2254
Révision de l'article 108, 6 <sup>o</sup> du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas de la Constitution (Révision de l'article 108, quatrième alinéa)				2311
Sécurité de la famille du Premier Ministre zaïrois (sur le territoire belge — Octroi de visa aux membres du « clan Mobutu ») Question orale				2340, 2341
Absence de création d'un comité d'orientation à l'Institut national de recherche sur les conditions de travail Question orale				2528
Retards successifs mis à entamer un débat sur la politique de l'énergie et absence apparente de politique du Gouvernement en la matière				2570-2571

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Pataer (suite)</b>			
Campagne de soutien aux casques bleus			2580
Représentation du Zaïre à la Conférence de la C.E. avec les pays A.C.P.			
Question orale			2646-2647
Risque d'échec de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993			
Question orale			2766
Transport de plutonium par paquebots			
Interpellation			2900-2901, 2904-2905
Droits de l'homme qui constitueraient un obstacle au renouvellement d'un Traité de coopération entre la Belgique et l'Indonésie			
Question orale			2942-2943
Application défectueuse de la législation sur la nationalité aux émigrés de la deuxième génération			
Question orale			3204
Réduction annoncée du contrôle des radiations dans l'entreprise nucléaire <i>Belgoproces</i>			
Question orale			3391, 3392
Insertion d'une clause sociale dans les traités de commerce (O.I.T.)			3483
Aggravation de la violence au Zaïre, situation désespérée de la population, refus du président Mobutu de respecter les accords relatifs à la démocratisation et manière dont notre pays réagit à tout cela			
Poursuite de l'exécution des contrats passés entre la Synacom et la Société française Cogema de la Hague, en matière de retraitement des combustibles nucléaires usés			3489
Question orale			3759
Dispositions sociales et diverses			
Section: Intérieur			
Protection de la population contre les radiations ionisantes. — Modification de la loi du 29 mars 1958			3912
Publicité de la S.N.C.B. pour les voyages dans la petite Yougoslavie			
Question orale			3970
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie;			
Oppression des Kurdes de Turquie;			
Situation du Kurdistan turc;			
Protection du peuple kurde en Turquie			3971
<b>Péciaux, sénateur provincial du Hainaut, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat			12
Approbation des actes internationaux suivants: A. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, et annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII et XIII, protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, et acte final avec quatorze déclarations communes, deux accords sous forme d'échange de lettres et deux échanges de lettres, deux déclarations de la Communauté, quatre déclarations de la Hongrie et lettre du Gouvernement de la Hongrie; B. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part, et annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII et XIII, protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, et acte final avec quinze déclarations communes, deux accords sous forme d'échange de lettres, deux déclarations de la Communauté, trois déclarations de la Pologne et lettre du Gouvernement de la Pologne			
Rapport	16128	583-2	1283
Approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992			
Rapport	16151	608-2	
Approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et de l'annexe, faites à Vienne le 20 décembre 1988			
Rapport	16243	704-2 + Annexe	2563
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Allocations aux handicapés			371
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Défense nationale			
Vente de biens immobiliers et de matériel excédentaire. — Nouvelle procédure			635
Restructuration des Forces armées			635
Suppression du service militaire			635
Relations internationales. — O.T.A.N., C.S.C.E. et U.E.O.			635
Missions humanitaires en ex-Yougoslavie et en Somalie			635

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Pécriaux (suite)</b>			
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			883-884
Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie			
Interpellation			894-895
Fixation pour l'année 1993 du contingent de l'armée			
Rapport oral			973-974
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1054
Suppression de la caserne du troisième régiment des chasseurs ardennais et départ des militaires qui y sont affectés actuellement			1665
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics;			
Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes			1973-1974
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la seconde guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2380
Future politique du Gouvernement à l'égard du Burundi			
Interpellation			3497, 3499
Protection du titre de psychologue			3946-3947
<b>Pede, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo</b>			
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: Membres de la Famille royale)			
Rapport	15548	100-26/2	1467
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification du Code électoral, de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et de la loi électorale communale)	16310	777-6 777-22	
Amendement (Suppression de l'obligation de vote)			3560-3561
Modification des législations électorales			3561
Remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote			3561
Suppression du vote en case de tête			3561
Suppression des candidats suppléants			3561
Gouverneur et vice-gouverneur dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale			
Discussion des articles			3765
Votes réservés			1468-1470
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1531-1532
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1771-1773
Certaines mesures en matière de Fonction publique			3256-3257
<b>Peeters, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)			
Amendement	15531	100-32/5°	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendement	16103	558-38	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Agriculture			
Négociations du G.A.T.T.			604-605
Grèves aux chemins de fer			
Question orale			1477
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2278
Problème des demandeurs d'asile			2466-2467

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Pinoie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres</b>			
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990	16016	464-2	1080-1083
Rapport Rapport complémentaire Rapport oral		464-4	1433-1434
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991	16034	483-2	1080-1083
Rapport	16098	553-2	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985			
Rapport			
<b>Poullet, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Simultanéité de réunions du Sénat et du Conseil régional bruxellois			1412
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			2791-2792
Région bruxelloise			2792
Statut fiscal de l'indemnité des conseillers régionaux			
<b>Q</b>			
<b>Quintelier, sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale	16040	489-2	2349
Rapport			
Naturalisations	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 13. — Intérieur et Fonction publique	16058	509-2	866-867
Rapport			
Dispositions sociales et diverses	16073	526-9	
Rapport (Infrastructure)			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Quintelier (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)	16310	777-2	3533-3534 3534
Rapport (Commission de l'Intérieur)			
Aperçu du rapport de la commission			
Exécution de l'Accord de la Saint-Michel			
Versement de la taxe additionnelle communale à l'I.P.P.			
Question orale			1228
<b>R</b>			
<b>Raes, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo</b>			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de la Communauté et de Région)	15523	100-34/4 <sup>o</sup>	2268-2269
Amendement (Elections)			
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages	16039	488-3	
Amendement			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103	558-36	2720-2721 2720 2720 2720-2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721 2721
Amendements			
Réduction des compétences des Communautés			
Communautarisation des règles organiques relatives aux C.P.A.S.			
Environnement			
Politique en matière de débouchés et d'exportation			
Compatibilité d'un mandat au sein d'un Conseil et d'un mandat au Sénat			
Formule de prestation de serment des membres d'un Conseil			
Association de sénateurs aux travaux des Conseils			
Sur le fait que certains membres du Conseil flamand (Flamands de Bruxelles) et du C.R.W. (Germanophones) soient exclus de la participation aux votes au sein de leur Conseil réciproque			
Composition du Sénat			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section : Défense nationale			
Suppression du service militaire			
Service civil			
Restructuration des Forces armées			
Armée territoriale de volontaires			
O.T.A.N.			
Renouvellement du Conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles			1994
Question orale			2457-2458
Attitude du Gouvernement à l'égard du ou des partis de la majorité qui veulent l'abrogation de la loi relative au Pacte culturel			3295-3296
Activité récente de la Commission du pacte culturel (Plaintes du <i>Vlaams Blok</i> et du <i>Vlaams Nationaal Jeugdverband</i> )			3972
Question orale			
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie;			
Oppression des Kurdes de Turquie;			
Situation du Kurdistan turc;			
Protection du peuple kurde en Turquie			
<b>S</b>			
<b>Scharff, sénateur coopté</b>			
Création de l'institution de médiateur	16048	498-1	652-653
Proposition de loi			
Conséquences néfastes, pour la province de Luxembourg, du récent plan d'entreprise de la S.N.C.B.			
Interpellation			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1779-1780

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Scharff (suite)</b>			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques; Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2922
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3088
Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse Interpellation			3472-3473
<b>Schiltz, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Révision de l'article 108, 6 <sup>o</sup> du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas de la Constitution Révision de l'article 108, quatrième alinéa de la Constitution Rapport (Autonomie communale — Tutelle — Conditions et mode suivant lesquels plusieurs provinces ou communes peuvent s'entendre ou s'associer)	15571	100-13/3 <sup>o</sup>	
Révision du Titre III de la Constitution en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes Texte proposé Justification de vote	15525	100-29/1 <sup>o</sup>	2053-2055 2081
Relations internationales des Communautés et des Régions Amendement	16010	458-5	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Rapport Rapport complémentaire Aperçu du rapport de la Commission Mouvement flamand Répression Fédéralisme Bruxelles Contrôle du respect des lois linguistiques à Bruxelles. — Gouverneur et vice-gouverneur de la province de Brabant flamand Financement des Communautés et des Régions. — Impact de l'Accord de la Saint-Michel sur la dette publique. — Effet « boule de neige » Droit de préemption des Communautés et Régions	16103	558-5 558-42	2677-2679 2679, 2680 2679 2679-2681, 2683 2680, 2684 2711 2716, 2796, 2797 2779, 2780, 2785- 2786 2830
Discussion des articles Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières Confection du budget — Politique budgétaire — Assainissement des finances publiques Présentation du budget dans une perspective pluriannuelle Politique monétaire Défense nationale Gestion de la dette Estimation des recettes Revenus définitivement taxés (Impôt des sociétés) Société <i>Indaver</i> à Anvers Subvention de l'Etat à la sécurité sociale Finances des entreprises publiques			540, 541, 542 540 540 540-541 541 541 541 541 541 541, 542 541, 542
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			733-735
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens) Justification de vote			793
Dispositions fiscales, financières et diverses <i>Nemo censetur ignorare legem</i> Lutte contre la fraude fiscale Procédure pénale. — Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets Spécialisation de magistrats en matière fiscale Inspection spéciale des impôts Dette de l'I.N.C.A. et de l'O.C.C.H Rôle des commissaires du gouvernement auprès des entreprises publiques. — Réviseurs d'entreprises Revenus définitivement taxés (Impôt des sociétés)			984 984-985 984-985 985 985 985 985 985

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Schiltz (suite)</b>			
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1356-1357, 1375-1378
Fédéralisme			1356-1357
Bruxelles. — Flamands de Bruxelles. — Commissions communautaires			1357, 1377-1378
Ecotaxes			1375
Réforme du Sénat			1376
Mouvement flamand. — Nationalisme flamand			1375-1376
Réduction du nombre de mandataires politiques			1376-1378
Révision de la Constitution: Proposition de réforme du Sénat			1512, 1515
Révision de la Constitution. — Réforme du Sénat. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1610
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1617-1618
Justification de vote			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1721-1722
Justification de vote			1830
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées)			1754-1756
Statut et contrôle des établissements de crédit			1873-1874
Discussion des articles			1890, 1915
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2137, 2151-2152, 2153
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Crise politique évitée			2225
Nécessité de mener une politique budgétaire orthodoxe			2225
Crise conjoncturelle			2226
Meilleure perception des impôts			2226
Notion de «réalité économique»			2227
Opération Maribel			2227
Gestion de la dette			2227
Economies dans le secteur de l'A.M.I.			2227-2228
Mécanismes de dépenses			2228
Démantèlement de l'Etat			2228
Combat politique			2228
Perception différente de la crise dans le monde politique flamand et francophone			2228
Assainissement des finances publiques			2228-2229
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe VU avant le vote final sur une série d'articles			2389-2390
Révision de l'article 108, 6 <sup>o</sup> du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas de la Constitution (Révision de l'article 108, quatrième alinéa)			
Discussion des amendements (Correction de texte)			2427
Réforme de l'Etat: ordre des travaux			
Motion d'ordre			2774
Sur l'absence massive des partis de la majorité à l'occasion de l'examen des articles et des amendements de la proposition de loi spéciale			2857
Dispositions fiscales et financières			
Assainissement des finances publiques			3107-3108
Normes de Maastricht			3107
Mesure générale anti-abus de droit. — <i>Ruling</i>			3108, 3109
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3108-3109
Sociétés de patrimoine			3109
Quotité forfaitaire d'impôt étranger			3109
Augmentation du rendement de l'administration fiscale			3109
Arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982 encourageant la souscription d'actions			3109
Pression fiscale			3109
Justification de vote			3228

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Seeuws, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, deuxième vice-président du Sénat</b>			
Réélu deuxième vice-président du Sénat			12
Révision de l'article 49 de la Constitution (Chambre des Représentants)			
Rapport	15537	100-33/2°	
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24ter relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur			2671-2672
Rapport	15522	100-49/2°	
Abrogation du précompte immobilier pour la communauté non confessionnelle			
Proposition de loi	16097	552-1	
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			230-231
Dispositions sociales et diverses			
Votes réservés			497
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1er			1335-1337
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1396-1397
Réforme du Sénat			1396-1397
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur)			
Justification de vote			1444
Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge par les trois tempêtes de 1990			2633
Courses de chevaux sur la voie publique			
Question orale			3295
Installations nucléaires en Europe centrale et de l'Est dans le cadre de la question type posée aux Ministres compétents des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la recommandation 1209 (1993) de l'Assemblée parlementaire			
Question orale			3754
<b>Smet (Mme), Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes</b>			
Récente directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes			
(Question orale de Mme Herzet)			109-110
Réduction de 15 p.c. des allocations de chômage pour les chômeurs qui exercent une activité bénévole			
(Question orale de Mme Dardenne)			112
Plan d'accompagnement pour chômeurs au vu du marché du travail sans perspectives			
(Interpellation de Mme Nélis)			113-114, 115
Etat d'avancement de l'adaptation de la législation belge aux règles européennes relatives à l'égalité de traitement de l'homme et de la femme en matière de législation sociale			
(Question orale de M. Van Belle)			326
Réduction de l'indemnité compensatoire de change payée aux travailleurs frontaliers en France			
(Question orale de M. D'hondt)			326-327
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Plan d'accompagnement des chômeurs			382
Plan de l'emploi			382
Réalisation de l'accord interprofessionnel			382-383
Subventionnement de la garde d'enfants			383
Concertation tripartite relative à l'emploi			383
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Emploi et Travail			
Suppression de la cotisation capitative, en matière de temps partiel, pour les personnes bénéficiant d'une interruption de carrière			662
Dispensés de pointage. — Chômeurs travaillant bénévolement dans une a.s.b.l.			662
Egalité de traitement des travailleurs et des travailleuses			662
Travail de nuit			662
Santé et sécurité au travail			662
Augmentation de la taxe des entreprises dite « Seveso »			662
Sécurité des entreprises nucléaires. — Telerad			662
Création d'emplois			662
Plan d'accompagnement des chômeurs			662

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Smet (Mme) (suite)</b>			
Mesures qui s'imposent en raison du chômage croissant (Question orale de M. De Roo)			1281
Mesures qui s'imposent en vue de permettre une action sévère contre le travail au noir dans le transport de marchandises par la route (Interpellation de M. Cuyvers)			1284-1285
Conséquences de la suppression de 800 emplois chez Philips Hasselt (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			2073-2074
Mission et composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes Question orale de Mme Nélis			2074-2075
Commerce international de matériel de propagande nazie (Question orale de M. Pataer)			2075-2076
Disparition du Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence (Question orale de M. Hatry)			2076
Levée du secret médical en cas de violences physiques ou sexuelles ou de mauvais traitement infligés à des enfants (Question orale de M. Van Walleghem)			2077
Situation inextricable des étudiants camerounais en Belgique (Retard apporté par le Gouvernement du Cameroun au paiement des bourses) (Question orale de M. Hasquin)			2346 2356
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			
Ensemble des problèmes des conflits collectifs du travail et rôle des pouvoirs publics (Tribunal de première instance — Astreinte — Entreprises de gardiennage — Conciliateurs sociaux) (Interpellation de M. Stroobant)			2360-2361
Absence de création d'un comité d'orientation à l'Institut national de recherche sur les conditions de travail (Question orale de M. Pataer)			2528 2742-2743
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			
Mesures prises en matière de travail à temps partiel (Interpellation de Mme Delcourt-Pêtrc)			2752, 2755-2756
Possibilité d'étendre le champ d'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés depuis un an d'exercer un travail limité (Question orale de M. Desmedt)			2761
Statut des puéricultrices engagées dans l'enseignement fondamental ordinaire (Question orale de M. Mairesse)			3294
Emploi de saisonniers pour la cueillette des fruits (Chômeurs et candidats réfugiés) (Question orale de M. Happart)			3294-3295
Courses de chevaux sur la voie publique (Question orale de M. Seeuws)			3295
Accueil des enfants en dehors de l'école (Question orale de Mme Maes)			3393-3394
Dysfonctionnement du plan d'accompagnement des chômeurs (Question orale de M. Mahoux)			3394-3395
Ligne politique que Mme le Ministre de l'Emploi et du Travail compte adopter au cours de sa présidence du Conseil européen, notamment à propos des directives ayant trait à l'emploi (Interpellation de Mme Nélis)			3411-3412
Résultats de la première phase de la Conférence nationale de l'emploi (Interpellation de M. De Roo)			3414-3415 3519-3521
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			
Intervention de l'Onem contre des débardeurs de poisson agréés, à Ostende et à Zeebrugge (Question orale de M. Maertens)			
<i>Voir: M. Delcroix</i>			
Position de la Belgique quant à la pratique d'un examen de dépistage génétique lors de l'embauche des travailleurs (Question orale de M. Cuyvers)			
<i>Voir: M. Willockx</i>			
<b>Snappe, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron</b>			
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 à 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée) Rapport	15825	246-2	1955-1956

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Snappe (suite)</b>			
Dispositions sociales et diverses	16073	526-24	
Amendements			
Section : Santé publique et Environnement			
Allocation spéciale de chauffage			427
Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal			427-428
Limitation de l'aide aux illégaux			428
Cumul d'aide sociale			428
Fin de l'aide sociale « sous des conditions humanitaires »			428
Distinction entre l'aide demandée par des réfugiés ou des illégaux			428
Discussion des articles			432
Programme d'urgence pour une société plus solidaire		837-838	
Amendements	16093	546-4	
Discussion des articles			850, 851
Justification de vote			1000
Dispositions sociales et diverses	16337	804-10	
Amendement			
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1154-1155
Prospection pétrolière en Somalie et aide humanitaire			
Question orale			1473, 1474
Papiers gaspillés dans les bureaux de douane			
Question orale			1803
Possibilité de mise sous séquestre des biens du Président Mobutu			
Question orale			1996
Mesures prises en matière de travail à temps partiel			2753-2754
<b>Steenbergen, sénateur provincial de Limbourg</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Section : Agriculture et Classes moyennes			
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pensions des travailleurs indépendants			403
Prime d'adoption pour les indépendants			403-404
Avenir de la culture maraîchère belge			
Interpellation			1290-1291
<b>Stroobant, sénateur coopté</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux	15521	100-2/3°	
Texte proposé			
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1329
Rapport	15583	100-3/2°	
Révision de l'article 73 de la Constitution, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres aux membres des Exécutifs			
Rapport	15557	100-41/2°	
Révision de l'article 91 de la Constitution (Gracier un Ministre ou un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région condamné par la Cour de cassation)			
Rapport	15560	100-42/2°	
Révision de l'article 95, alinéa 2, de la Constitution, à l'exception des mots « Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires » (Jugement d'un Ministre ou d'un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région par la Cour de cassation)			
Rapport	15561	100-43/2°	
Révision de l'article 134 de la Constitution (Mise en accusation d'un Ministre ou d'un membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région — Cour de cassation)			
Rapport	15586	100-47/2°	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985			
Proposition de résolution	16098	553-1	
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique (Modification de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives, applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, de l'A.R. n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation d'étrangers, de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques de commerce et du Code d'instruction criminelle)			
Rapport	16183	641-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Stroobant (suite)</b>			
Proposition modifiée de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs Rapport (Comité d'avis chargé de questions européennes)	—	738-1	
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Incapacité de travail) Proposition de loi	16302	767-1	
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (Dispense de cotisations sociales) Rapport	16348	814-2	3512-3513
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht, le 7 février 1992			189, 196, 199-200
Dispositions sociales et diverses Section: Affaires sociales			
Pratique de la loi-programme en tant qu'instrument législatif			368
Assainissement de la sécurité sociale			368
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			369
Plan d'accompagnement des chômeurs			369
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			742-743
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			884, 885-886
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1108-1110
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1108-1110
Révision de la Constitution; Proposition de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1371-1372
Processus de démocratisation dans la prise de décision parlementaire			1371, 1372
Intégration européenne			1371
Insertion de structures socio-économiques (C.N.T.) et de droits économiques et sociaux fondamentaux dans la Constitution			1372
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes)			2314-2315
Ensemble des problèmes des conflits collectifs du travail et rôle des pouvoirs publics (Tribunal de première instance — Astreinte — Entreprises de gardiennage — Conciliateurs sociaux)			
Interpellation			2359-2360
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			2737-2738
Distribution d'un rapport de commission			3512

	DOCUMENTS		ANNALES <i>Pages</i>
	R. A	N°	
<b>Suykerbuyk, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990 Rapport Rapport complémentaire	16016	464-2 464-4	1083-1087
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991 Rapport	16034	483-2	1083-1087
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 Rapport	16098	553-2	
Complément à l'article 1387 du Code judiciaire (Expulsion d'un immeuble qui sert de domicile — Mobilier — C.P.A.S.) Proposition de loi	16113	568-1	
Service pendulaire de conteneurs par voie ferrée entre les ports d'Anvers et de Rotterdam Question orale			107
Agents en douane indépendants. — Solution à la suppression de leur fonction au 1 <sup>er</sup> janvier 1993 Question orale			909, 910
Révision de la Constitution; Proposition de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel Autonomie constitutive			1381-1382 1381-1382 1533-1534 1644-1645, 1647
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure); Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1773-1775
Contrôle de la puissance émettrice des stations de radiodiffusion privées Question orale			1805, 1806
Constitution obligatoire d'une garantie par les entrepôts douaniers Question orale			1998
Concession à l' <i>IJzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude Question orale			2439, 2442-2443
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude Justification de vote			2534
Plans d'un nouveau Palais de Justice à Anvers Question orale			3202, 3203
Emploi des langues sous la présidence belge de la C.E. Question orale			3755, 3756

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Swaelen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, Président du Sénat</b>			
Réélu Président du Sénat			12
Allocution			
Réforme de l'Etat. — Accord de la Saint-Michel			12
Déficit démocratique européen			12, 13
Limitation du contrôle des parlements nationaux sur le processus décisionnel d'organismes internationaux			12, 13
Communautés européennes. — Manque de structures claires et transparentes, manque d'information du citoyen			12, 13
Commission européenne, Conseil des Ministres et Parlement européen			13
Traité de Maastricht			13
Comité d'avis des questions européennes			13
Hommage aux victimes de la catastrophe naturelle en Provence (Vaison-la-Romaine)			14
Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne aux Pays-Bas			14
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux			
Sur la motion d'ordre de M. Cooreman (Renvoi en commission)			40
Bienvenue à une délégation autrichienne du <i>Bundesrat</i>			90
Sur la motion d'ordre de M. De Croo dans lequel il s'informe où en est la loi-programme			146, 147
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			
Sur la proposition de renvoi en commission de M. Lallemand			247
Hommage à la mémoire de M. Alexandre Dubcek, président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque			258
Rappel à l'article 30 du Règlement du Sénat (Votes par assis et levé et pouvoir de décision du Président et du bureau quant au résultat du vote)			501-502
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sur la demande de M. Valkeniers que les Ministres soient présents en séance publique, lors du vote sur leur budget			715
Réunions de commissions à la Chambre et au Sénat pendant les semaines réservées aux Conseils			797, 798
Vœux de bonnes vacances			1072, 4000
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			
Discussion des articles			1172, 1173, 1200
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1325
Simultanéité de réunions du Sénat et du Conseil régional bruxellois			1411, 1412
Réforme du Sénat. — Ordre des travaux (Avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1411, 1412-1413, 1516-1517, 1607, 1610
Sur la motion d'ordre de M. De Croo (Demande d'avis au Conseil d'Etat sur les amendements au projet de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat)			1530
Sur la motion d'ordre de M. de Donnée (Demande de renvoi en commission de la proposition et de l'amendement 100-27 — Révision de la Constitution — Article 107ter-bis)			1555
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des représentants)			1607
Hommage au général-major Kesteloot, Commandant militaire du Palais de la Nation			2003
Naturalisations			
Rappel au Règlement du Sénat (Art. 29 — Les membres qui étaient présents en séance plénière au moment du vote et qui n'y ont pas participé, sont censés s'être abstenus)			2082
Hommage à la mémoire de quatre militaires belges ayant trouvé la mort en Somalie			2127
Hommage à la mémoire de M. Emile Lacroix, ancien sénateur, ancien premier vice-président du Sénat			2127
Sur la proposition de MM. De Croo et de Donnée de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale. — Vote sur la proposition de M. De Croo			2129
Commémoration du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie et de l'attaque du vingtième convoi			2266-2267
Sur les motions d'ordre de MM. Hasquin et Valkeniers (Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale — Temps de parole imparti au Ministre)			2345
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude;			
Concession à l' <i>IJzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			
Sur la demande de la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2353
Sur l'application du Règlement du Sénat			2383
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre)			
Discussion des amendements			2401
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat. — Profonde désapprobation du Sénat pour les incidents qui se sont produits			2489
Respect mutuel des ordres du jour			2489-2490

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Swaelen (suite)</b>			
Bienvenue à une délégation étrangère (Parlementaires des différents pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est)			2528-2529
Réfute les propos de M. De Croo selon lesquels le Premier Ministre n'aurait pas averti le Sénat du réaménagement gouvernemental			2565
Sur l'absence massive des partis de la majorité à l'occasion de l'examen des articles et des amendements de la proposition de loi spéciale			2858
Questions orales (Réponse tardive du Ministre)			3208
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire			3328
Sur le fait que des commissions se réunissent en même temps que la séance plénière			3511
Distribution d'un rapport de commission. — Délai (Art. 56 du Règlement du Sénat)			3511-3512
Vœux de rétablissement à M. Timmermans			3762
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Sur la demande de M. Erdman de prier les collaborateurs de la télévision de quitter l'hémicycle			3783
Déclaration du Gouvernement sur « sa politique générale » prévue pour le mardi 21 septembre 1993			4000
Notification du décès et hommage à la mémoire de Sa Majesté le Roi Baudouin			4024
<b>Swinnen, sénateur de l'arrondissement de Louvain</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 25: Santé publique et Environnement — Articles 2.25.1 à 2.25.12)	16077	530-15	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Santé publique et Environnement			
Aperçu du rapport de la Commission			621-622
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			835-836
<b>T</b>			
<b>Taminiaux, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Texte proposé	15521	100-2/2°	
Texte proposé	15521	100-2/3°	
Modification de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion (Prolongation du délai de conservation des biens, par les communes en cas d'expulsion — Régime particulier en cas d'emprisonnement ou d'internement)			
Proposition de loi	16075	528-1	
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 24: Prévoyance sociale — Articles 2.24.1 à 2.24.4)	16077	530-14	
Sociétés d'intérêt social, sociétés de promotion d'intérêt social et unions de sociétés d'intérêt social (Economie sociale)			
Proposition de loi	16083	535-1	
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1125-1130
Rapport	16124	579-2	
Discussion des articles			1200
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			
Proposition de loi	16178	636-1	
Modification du Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur (Précompte immobilier et taxe communale)			
Proposition de loi	16301	766-1	
Dispositions sociales et diverses			
Assainissement de la sécurité sociale			359
Répartition des efforts			359
Meilleure justice sociale			359
Préservation des différents régimes de sécurité sociale			359
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			836-837
Droit d'action en matière de protection de l'environnement			857

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Taminiaux (suite)</b>			
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux			902
Question orale			
Responsabilité du fait des produits défectueux			1477, 1478
Question orale			
Révision de l'article 36 de la Constitution (Incompatibilité entre la fonction de Ministre et un mandat parlementaire)			2250-2251
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Incompatibilité entre la fonction de Ministre et celle de parlementaire			2786
Congé politique pour les membres du personnel enseignant			2786-2787
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes			3517-3518, 3521
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux			
Question orale			3757
<b>Tavernier, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo</b>			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure)			
Amendement	16100	555-5	
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service)			
Amendements	16130	585-3	
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Amendement	16136	591-23	
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			985-986
Fiscalité de l'épargne-pension			986
Mesures en matière d'impôt des sociétés			986
Producteurs d'électricité (Intercommunales)			986
Centres de coordination			986
Revenus définitivement taxés			986
Lutte contre la fraude fiscale			986, 987
Inspection spéciale des impôts			986
Ratification d'A.R.			986-987
Discussion des articles			1016
Justification de vote			1070-1071
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			2919, 2924-2925
Amendements	16169	627-7	
Justification de vote			3027
Modification de la loi générale sur les douanes et accises (Politique agricole commune — Droit de la C.E.)			
Rapport	16198	657-2	
Modification de la loi provinciale, en ce qui concerne le droit de regard et d'interpellation des conseillers provinciaux			
Proposition de loi	16229	690-1	
Dispositions fiscales et financières			
Amendements	16297	762-4	
Pression fiscale			3111
Contribution complémentaire de crise			3111, 3112
Mesure générale anti-abus de droit			3111-3112
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3112
S.I.C.A.V.			3112
A.R. n° 15 du 9 mars 1982 encourageant la souscription d'actions. — Sociétés de reconversion			3112
Privatisation et cession d'actifs. — C.G.E.R.			3112
Discussion des articles			3154
Justification de vote			3227
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Rapport (Commission des Finances) (Ecotaxes)	16310	777-5	
Ecotaxes			3534-3536
Justification de vote			3785
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			210-211, 231

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Tavernier (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette			
publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Accord de la Saint-Michel. — Ecotaxes			518, 519
Réforme de l'Etat			532
Ecotaxes			532-533
Plan de convergence			533
Privatisations			533
Recettes fiscales. — Impôt des sociétés			533
Taxation des revenus du capital			533, 534
Harmonisation européenne			533
Gestion de la dette publique			534
Réaménagement de la dette. — Norme de Maastricht			534
Application du précompte mobilier au livret d'épargne ordinaire			769
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1378-1380
Réforme du Sénat			1378
Référendum			1378, 1379
Incompatibilité entre un mandat parlementaire et la fonction de bourgmestre ou			
d'échevin			1378
Ecotaxes			1379-1380
Energie nucléaire			1379, 1380
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			1543
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif —			
Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité			
des Ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			
Justification de vote			1619
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement			
et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement			
et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en			
un lieu déterminé)			1780-1781
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la			
structure fédérale de la Belgique)			
Justification de vote			1830
Sur la demande de M. de Donnée de postposer le débat et les votes sur la révision de la			
Constitution. — Crise gouvernementale			2128
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Mesures en matière de chômage. — Limitation des allocations			2206-2207, 2209
Norme de Maastricht			2207
Injustice du système fiscal			2207
Notion de « réalité économique »			2207
Problématique du saut d'index			2207-2208
Contrôle budgétaire			2208
Ecotaxes			2208
Instauration d'une franchise dans la sécurité sociale			2208-2209
Contrôle sur les institutions provinciales et ce en raison des problèmes posés par le Centre			
provincial pour l'étude et la promotion de Bruxelles (Subventions provinciales à des			
a.s.b.l.)			
Interpellation			2329-2330, 2331,
			2332
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Instauration d'un précompte mobilier européen			
Interpellation			2475, 2476
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques			
de ses engagements d'être présent à l'heure fixée pour répondre à une série d'interpella-			
tions et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Non-respect d'engagements pris antérieurement par le Ministre de la Justice et des			
Affaires économiques			2488
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses			
électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en			
vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale			2919, 2924-2925
Fin prochaine de l'Union monétaire belgo-luxembourgeoise			
Question orale			3206
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3861, 3862
Justification de vote			3991

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Tavernier (suite)</b>			
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Groupe de travail, présidé par le Gouverneur de la Banque nationale, chargé de définir les contours du Pacte social			4066-4067
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4067
Mise en œuvre de l'Union européenne			4067
Politique monétaire			4067
Dettes publiques			4068
Solidarité			4068
Répartition du travail			4068
<b>Timmermans, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Articles 142 à 145) (Santé publique et Environnement)	16073	526-5	
Exposition d'armes organisée par l'A.F.C.E.A. et l'allocution prononcée par un membre de l'Etat-major général de l'armée belge			
Question orale			111
Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones			119
<b>Tobback, sénateur de l'arrondissement de Louvain, Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique</b>			
Accord de libre-échange (NOFTA) conclu par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique (Question orale de M. Deworme)			63
Mesures à prendre concernant le trou s'agrandissant constamment dans la couche d'ozone (Question orale de M. Cuyvers)			63, 64
Communication d'informations contenues dans les registres de la population à des établissements scolaires (Question orale de M. Desutter)			64
Action <i>Walk across America</i> (Action de huit de nos compatriotes aux Etats-Unis tentant d'empêcher une expérience nucléaire souterraine « Divider » en territoire indien (Question orale de M. Cuyvers)			129
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique (Interpellation de Mme Maes)			133-135, 136
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière (Interpellation de Mme Verhoeven)			133-135, 136
Armement des services d'ordre privés lors de manifestations (Question orale de M. Van Wallegghem)			145
Coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du Ministère de l'Intérieur en matière d'informatique (Interpellation de M. Hatry)			149-151
Incendie récent dans la région de Louvain (Danger de l'agrandissement des surfaces industrielles) (Question orale de M. Kuijpers)			466
Accès à la profession de détective privé pour les personnes travaillant en société (Question orale de M. Hasquin)			467
Mesures qui ont été prises à la suite des récentes bagarres dans le métro de Bruxelles (Question orale de M. Van Wallegghem)			468
Problèmes juridiques et déontologiques posés par le passage à un autre parti (Question orale de M. Appeltans)			468-469
Mesures disciplinaires à prendre à l'encontre d'administrateurs communaux qui entendent se servir à Fourons de locaux, de matériel et de personnel communaux en vue d'une consultation populaire illégale (Interpellation de M. Verreycken)			506-507
Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'un accident d'avion (Question orale de M. Goovaerts)			584-585
Conversations au niveau européen concernant le renvoi de délinquants dans leur pays d'origine (Question orale de M. Van Wallegghem)			586
Rôle du Gouvernement national dans la gestion, le stockage et le traitement corrects des déchets en Belgique (Question orale de M. De Croo)			587
Vols dans les camions (Question orale de M. Desutter)			588

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Tobback (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section : Intérieur et Fonction publique			
Fonction publique			640-641
Modernisation			640
Dépolitisation			640
Interruption de carrière			640
Formation			640-641
Banque de données pour la fonction publique			641
Collaboration entre les services de police			641, 642
Collaboration policière intercommunale			641
Imposition de normes minimales de sécurité pour les communes			641
Création de « zones de police »			641, 642
Collaboration gendarmerie-polices communales			641-642
Sécurité du citoyen			641
Décision du Ministre de l'Intérieur de s'opposer à la décision de la députation permanente du Brabant octroyant des subsides à des organisations culturelles francophones situées dans des communes néerlandophones. — (Bibliothèques)			
(Interpellation de M. Desmedt)			719-720
Poursuite sur le territoire belge, des activités de M. Luis Arce Borja, réfugié politique péruvien faisant l'éloge du terrorisme dans son pays d'origine par la voie de la presse			
(Interpellation de M. Hatry)			722-723, 724
Communication des informations contenues dans les registres de la population			
(Question orale de M. Van Aperen)			776
Projets du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concernant la réforme de la protection civile			
(Interpellation de M. Van Aperen)			803-806
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 13. — Intérieur et Fonction publique			867
Stratégie et politique relatives à la fonction publique en Belgique			
(Interpellation de M. Van Hooland)			870-872
Passage en fraude d'êtres humains provenant du Burkina Faso (Dû au fait qu'il n'y a pas d'obligation de visa pour ces ressortissants)			
(Question orale de Mme Maes)			900
Situation politique tendue en Roumanie			
(Question orale de M. Maertens)			900-901
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1056-1058
Arrêt de l'édition de l' <i>Agenda des examens</i> par le S.P.R.			
(Question orale de M. De Loor)			1229
Répartition des services d'incendie selon des zones			
(Question orale de M. Van Aperen)			1472
Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sanction, de promulgation et de publication des différents articles de la Constitution soumis à révision			
(Question orale urgente de M. Lallemand)			1593-1594
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1707
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis)			
(Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées)			1755
Sur la motion d'ordre de M. de Donnée qui demande que le Premier Ministre informe le Sénat au sujet de l'accord intervenu pour garantir une représentation minimale des provinces au Sénat			1769
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1774, 1776, 1777 1782-1783-1785
Accès des ressortissants d'états membres des C.E. autres que belges aux emplois dans l'administration publique			
(Question orale de M. Cerexhe)			2072

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Tobback (suite)</b>			
Contrôle sur les institutions provinciales et ce en raison des problèmes posés par le Centre provincial pour l'étude et la promotion de Bruxelles (Subventions provinciales à des a.s.b.l.) (Interpellation de M. Tavernier)			2330-2331-2332
Irrégularités dans la désignation de secrétaires d'administration de qualification générale (Question orale de M. Van Hooland)			2347
Application des droits de l'homme au Zaïre et influence de celle-ci sur les réfugiés politiques (Question orale de M. Maertens)			2348
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale Discussion des articles			2351 2352
Centralisation de la gestion politique et causes institutionnelles possibles de la persistance du divorce entre la politique et le citoyen dans l'état fédéral belge (Provinces et communes) (Interpellation de M. Dierickx)			2463-2464
Problème des demandeurs d'asile (Interpellation de M. Valkeniers)			2467-2469
Domiciliation obligatoire et responsabilité du bourgmestre en cas d'accident dans un immeuble ne répondant pas aux normes de sécurité (Question orale de M. Mouton)			2558
Marché noir à Bruxelles d'armes de guerre provenant d'Europe centrale et orientale (Question orale de M. de Donnée)			2558-2559
Prime offerte par certains pharmaciens sur les médicaments (Question orale de M. Monfils)			2559
Mesures en vue de limiter le nombre excessif de visites à domicile de médecins généralistes (Question orale de M. Cuyvers)			2560
Rapport de l'Inami sur le fonctionnement des sociétés mutualistes (Question orale de M. Didden)			2560
Hygiène dans les cuisines scolaires et qualité des repas scolaires (Question orale de M. Eeman)			2561
Absence d'un texte néerlandais valable de la majeure partie du Livre III du Code de commerce et conséquences de cette absence (Question orale de M. De Croo)			2562
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents) Discussion des articles			2614
Raison d'être des provinces (Interpellation de M. Verreycken)			2616-2617
Erreurs de management des services et institutions ministériels fédéraux (Interpellation de M. Van Hooland)			2619
Déclaration du commissaire général aux réfugiés concernant la politique en matière d'expulsion (Question orale de M. Erdman)			2762-2763
Organisation de réunions du Conseil de Ministres de la C.E. en dehors de Bruxelles pendant la présidence belge de la Communauté (Question orale de M. de Donnée)			2763, 2764
Expulsion de demandeurs d'asile (Question orale de M. Dufour)			2764-2765
Fermeture de l'ambassade au Guatemala (Question orale de Mme Verhoeven)			2765-2766
Risque d'échec de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993 Question orale			2766
Fonctionnement de la police maritime (Interpellation de M. Loones)			3045-3046
Modification du titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3088-3089, 3090
Données tout à fait incertaines quant à l'importance des effectifs de la fonction publique en Belgique, malgré l'apparente précision des relevés publiés régulièrement à ce sujet par le service d'administration générale (Interpellation de M. Hatry)			3094-3095 3261-3262
Certaines mesures en matière de Fonction publique Mesures à l'égard du Bourgmestre de Zwalm (Aménagement du territoire) (Question orale de M. Cuyvers)			3455
Interprétation des lois linguistiques par la Commission permanente de contrôle linguistique (Emploi du français, de l'arabe et du turc en Flandre) (Interpellation de M. Verreycken)			3456-3457
Nouvelle comptabilité communale (Interpellation de M. Matthijs)			3467-3468
Situation et accueil des réfugiés à Zaventem (Interpellation de Mme Verhoeven)			3469-3470

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Tobback (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Discussion des articles			3592
Installations nucléaires en Europe centrale et de l'Est dans le cadre de la question type posée aux Ministres compétents des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la recommandation 1209 (1993) de l'Assemblée parlementaire (Question orale de M. Seeuws)			3754
Méconnaissance des lois linguistiques par la gendarmerie (Question orale de M. Verreycken)			3755
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux (Question orale de M. Taminiaux)			3757
Retard mis à publier la liste des lauréats de l'épreuve d'aptitude à la magistrature (Question orale de M. De Croo)			3757-3758
Poursuite de l'exécution des contrats passés entre la Synacom et la Société française Cogema de la Hague, en matière de retraitement des combustibles nucléaires usés (Question orale de M. Pataer)			3759
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12bis			3954
Informations de presse relatives au tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas) (Question orale de M. Van Aperen)			3967-3968
Annulation par la Cour d'arbitrage d'une disposition de la loi du 24 juillet 1992 concernant le statut du personnel de la gendarmerie (Question orale de M. Desmedt)			3968-3969
Candidats réfugiés refoulés vers le Zaïre (Question orale de M. Benker)			3969, 3970
Publicité de la S.N.C.B. pour les voyages dans la petite Yougoslavie (Question orale de M. Pataer)			3970
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pompiers volontaires			3978-3979
Délivrance d'extraits de registres de la population aux avocats et accès de ceux-ci au registre national (Question orale de M. Loones) Voir: M. Willockx			
<b>Tyberghien-Vandenbussche (Mme), sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat			12
Modification de la loi électorale communale (Conseillers communaux et suppléants — Incompatibilité pour cause de parenté) Rapport	15733	152-2	
Abrogation de l'article 73 de la nouvelle loi communale (Conseil communal — Incompatibilité: lien de parenté) Rapport	15856	277-2	
Insertion d'un article 53bis dans la loi sur la fonction de police (Suppression de la discrimination, du point de vue de la responsabilité civile et de l'assistance judiciaire entre agents de l'Etat) Rapport	16007	455-2	
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude;			2441
Concession à l'IJzerbedevaartcomité de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			
Sécurité de l'installation de démontage de bombes à gaz à Houthulst-Poelkapelle Question orale			3291
<b>U</b>			
<b>Ulburghs, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
Doyen d'âge, ouvre la session ordinaire de 1992-1993			10
Situation dramatique au Kosovo Proposition de résolution	16228	689-1	
Invite le Sénat à respecter une minute de silence, en mémoire des Indiens d'Amérique victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			10
S'associe à la proposition de M. Erdman de commémorer toutes les victimes de l'histoire			11
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			214-215

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Ulburghs (suite)</b>			
Situation au Kosovo			
Interpellation			331-332, 336
Dispositions sociales et diverses			
Assainissement de la sécurité sociale. — Justice sociale			358, 382
Transferts de moyens entre différents secteurs de la sécurité sociale			358
Lutte contre le chômage			358
Opération <i>Maribel</i>			358
Allocation spéciale de chauffage			359
Harmonisation des régimes de pensions			359
Votes réservés			
Justification de vote			483
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			888-889
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie;			
Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie;			
Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie			897-898
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1145-1146
Point de vue de la Belgique dans l'affaire des 415 expulsés palestiniens à l'occasion de la visite de Shimon Peres à la C.E. en février			
Interpellation			1552-1554
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre			
Interpellation			1670-1672, 1677
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993			
Interpellation			2087-2088, 2090
Excuses présentées par le Ministre de la Défense nationale au Gouvernement de Grande-Bretagne concernant le refus belge de livrer des grenades d'artillerie juste avant la guerre du Golfe persique			
Question orale			2940
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (doc. n°s 811 et 818)			3975
<b>Urbain, Ministre du Commerce extérieur, et Ministre des Affaires européennes, adjoint au Ministre des Affaires étrangères</b>			
Libre circulation de personnes en Europe (Question orale de M. De Croo)			774
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à <i>Schengen</i> , le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à <i>Schengen</i> le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de <i>Schengen</i> du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à <i>Schengen</i> le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1111, 1113-1117, 1118

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N <sup>o</sup>	Pages
<b>Urbain (suite)</b>			
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1111, 1113-1117, 1118 1234
Sur la demande de renvoi en commission par M. De Croo			
Attitude du Gouvernement belge à l'égard du règlement proposé par la Commission européenne à l'égard des importations de bananes provenant de l'extérieur de la C.E. (Question orale de M. Hatry)			1860-1861
Approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992			1954-1955
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord sur l'Espace économique européen			2564
Insertion d'une clause sociale dans les traités de commerce (O.I.T.) (Interpellation de M. De Roo)			3483
Langue des publications du « Comité européen de normalisation électro-technique » (Question orale de M. Geens)			3964
Conversations au niveau européen concernant le renvoi de délinquants dans leur pays d'origine (Question orale de M. Van Walleghem) Voir: M. Tobback			
<b>V</b>			
<b>Vaes, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat			12
Modification de l'article 56 du Règlement du Sénat, en ce qui concerne les mentions devant figurer dans les rapports (Nom des auteurs d'amendements)			
Rapport	15864	291-2	
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			267-270
Amendements	16000	445-9	
Discussion des articles			278, 279, 280-281, 287
Modification des articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du Code judiciaire et insertion d'un article 469bis dans le même Code (Avocats)			
Rapport	15381	480-2	
Modification du Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur			
Proposition de loi	16146	603-1	
Modification de l'article 62bis du Règlement du Sénat (Comité d'avis chargé de questions européennes et des problèmes relatifs à l'Accord de Schengen)			
Rapport	16211	672-2	
Modification de l'article 33 du Règlement du Sénat (Transmission aux présidents de groupe d'une copie du texte de chaque demande d'interpellation)			
Proposition	16240	701-1	
Droit d'action en matière de protection de l'environnement			857-858
Justification de vote			1002
Avenir de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie			904, 905
Question orale			
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1341-1342
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993			2088-2089
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2172, 2173
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2504-2506
Justification de vote			2538

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Vaes (suite)</b>			
Non-instauration du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine			2887-2888
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;			
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse;			
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3367-3368
Justification de vote			3542
Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en application du Traité instituant la C.E.E.			3402-3403, 3404
Organisation d'une procédure de médiation pénale;			
Règlement à l'amiable en matière pénale			3744-3745
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives);			
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution;			
Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination);			
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police			3750
Objectifs, calendrier et mesures d'organisation de la péréquation cadastrale			
Interpellation			3810-3811, 3812-3813
<b>Valkeniers, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Modification de l'article 41 du Règlement du Sénat (Suppression du Compte rendu analytique et des Annales de paroles contraires à l'ordre)			
Proposition	16266	729-1	
Droits de l'homme au Viêt-nam			
Proposition de résolution	16333	800-1	
Généralisation du système du tiers payant			
Question orale			74
Délais anormalement longs en matière d'enregistrement des médicaments			
Interpellation			157-158, 159, 160
Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut d'expertise vétérinaire			
Interpellation			160-161, 162, 163
<b>Dispositions sociales et diverses</b>			
Section: Affaires sociales			
Déficit de l'I.N.A.M.I.			370
Surproduction dans certains hôpitaux			370
Transferts Nord-Sud			370
Plan d'accompagnement des chômeurs			370
Allocations aux handicapés			371
Prudence lors de l'extension du système de prépension			371
Justification de vote			498
Mesures récentes dans le domaine de la sécurité sociale et de la santé publique qui traduisent un manque total de connaissance et de vue d'ensemble en matière de soins de santé			
Interpellation			371-374, 379-380
Allégation comme quoi M. Lenssens ne figurait pas parmi les signataires de la motion déposée en conclusion de son interpellation relative aux soins de santé			
Motion d'ordre			501
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières			
Politique de sécurité. — Nouveaux besoins en matière de sécurité et d'administration de la justice			528
Accord de la Saint-Michel			529-530
Ecotaxes			530
Fédéralisation de la sécurité sociale. — Transferts Nord-Sud			530
Réforme de l'I.N.A.M.I.			530
Plan d'accompagnement des chômeurs			530
Prépension			530-531

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Valkeniers (suite)</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 (suite)			
Sections: Dispositions générales. — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières (suite)			
Politique hospitalière			531
Perception centrale des honoraires			531
A.M.I.			531
Remboursement de médicaments			531
Système du tiers payant			531
Biologie clinique et radiologie			531
Section: Prévoyance sociale			
Réforme de la loi du 9 août 1963 (A.M.I.)			594-595
Politique hospitalière			595
<i>Numerus clausus</i> pour les étudiants en médecine			595
Biologie clinique et radiologie			595, 596
Franchise dans le secteur de l'assurance-maladie			595
Mutualités			595
Frais d'administration			595
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé			595-596
Justification de vote (Budget des Voies et Moyens)			715
Demande que les Ministres soient présents lors du vote, en séance plénière, sur leur budget			715
Discrimination résultant du fait que la perception centrale à l'hôpital n'est pas effectuée par l'établissement lui-même, mais par un organisme privé			
Interpellation			767-768
Echelles de traitements des psychologues occupés dans les hôpitaux			
Interpellation			964, 965
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1397-1399
Transferts Nord-Sud			1397-1399
Biologie clinique			1397, 1398
Application uniforme de la législation			1398
Imagerie médicale			1398
Paieement des cotisations sociales. — Exemptions (Indépendants)			1398
Réglementation en matière de chômage			1398
Subsides supplémentaires pour les hôpitaux universitaires			
Question orale			1409, 1410
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé			
Interpellation			1683-1687, 1691-1692
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 et 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)			1956, 1957
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2129
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2133, 2136
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Erreurs dans le secteur de la sécurité sociale. — Manque de mesures drastiques			2205
Rectification de la situation en biologie clinique			2205
Manque de coordination entre les Gouvernements fédéral et communautaires en matière d'appareillage médical lourd			2205
Limitation du nombre de médecins			2206
Instauration d'une franchise dans la sécurité sociale			2206
Mesures en matière de chômage			2206
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)			2279, 2281
Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale. — Temps de parole imparti au Ministre			
Motion d'ordre			2344
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			
Justification de vote			2384

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Valkeniers (suite)</b>			
Proteste contre l'ajournement de 4 interpellations au Ministre des Affaires sociales			2465
Problème des demandeurs d'asile			2465-2466, 2469-2470
Interpellation			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			2701
Transferts Nord-Sud			3018
Justification de vote			
Imputation de frais de séminaire, par le Centre interuniversitaire des médecins généralistes aux médecins qui n'ont pas adhéré à l'accord médico-mutualiste			2883, 2884
Interpellation			
Non-instauraton du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine			2884-2885, 2889
Interpellation			
Mesures récentes en matière de sécurité sociale qui entraîneront de nouvelles dépenses (Extension des catégories de bénéficiaires du tiers payant — Dépenses afférentes au développement et à l'évolution de nouvelles techniques médicales)			2890, 2891
Interpellation			
Transmission tardive du précompte professionnel par les secrétariats sociaux			2891-2892, 2893
Interpellation			2896-2897
Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			3785
Justification de vote			
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			4068
Accord de la Saint-Michel			4068-4069
Financement de la sécurité sociale			4069
Rapport Petit			4069-4070
Pacte social			4069
Plan du Ministre De Meester pour le bien-être social			4070
Plan de lutte contre le chômage du Ministre Smet			4077
Position concurrentielle au sein de l'Europe			4077
Dette publique			4077
<b>Van Aperen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout</b>			
Modification des articles 5 et 6 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Personnes ayant exercé des fonctions militaires)	16216	676-1	
Proposition de loi			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)	16306	773-1	
Proposition de loi			
Retards dans le traitement des demandes d'allocations aux handicapés			71-72
Question orale			
Application de la taxe de mise en circulation			108, 109
Question orale			
Communication des informations contenues dans les registres de la population			776
Question orale			
Projets du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concernant la réforme de la protection civile			802-803, 806
Interpellation			
Répartition des services d'incendie selon des zones			1472, 1473
Question orale			
Arriéré des dossiers relatifs aux allocations pour l'aide aux personnes âgées			2101-2102, 2103-2104
Interpellation			2266
Vérification des pouvoirs de Mme Leduc. — Rapport			2323-2324
Réglementation du transport des marchandises par la route			
Interpellation			2340
Enlèvements de véhicules effectués par une dépanneuse sur l'ordre du parquet			3208
Question orale			
Questions orales (Réponse tardive du Ministre)			3208, 3291-3292
Paiement des arriérés d'allocations pour l'aide aux personnes âgées			
Question orale			
Informations de presse relatives au tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas)			3967, 3968
Question orale			3978
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pompiers volontaires			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Belle, sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif) Rapport	15527	100-15/3°	1301-1303, 1325
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)	15527	100-15/8°	1564
Amendements Discussion des amendements			1574
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)	15528	100-18/4°	1577-1578
Amendements Discussion des amendements Justification de vote			1581 1624
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)	15533	100-19/4°	
Amendement			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)	15541	100-20/5°	1706
Amendements (Composition du Sénat) Discussion des amendements Justification de vote			1723 1827-1828
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat), élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans	15543	100-22/4°	
Amendement (Election du Sénat) Discussion des amendements			1743
Révision de l'article 115, alinéa premier de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat — Budgets et dotations)	15579	100-28/4°	
Amendement			
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement)	15551	100-39/4°	
Amendements (Gouvernement de législature — Motion de méfiance — Nombre maxi- mum de ministres et de secrétaires d'Etat)			2298 2416
Discussion des amendements Justification de vote			
Révision du Titre VIII de la Constitution, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII de la Constitution par la réinsertion de l'article 132)	15587	100-46/4°	
Amendements (Disposition transitoire)			
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel	16000	445-11	270-272
Amendements Discussion des articles			280, 281
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)	16103	558-34 558-41 558-45 558-50	
Amendements Amendement Sous-amendement (au doc. n° 558-41) Amendement			2783-2784, 2785, 2786, 2790 2787-2788
Droit de préemption des Communautés et des Régions			2788 2788 3940
Election directe des Conseils Simplification et modernisation du système électoral et des lois électorales Remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote			
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation	16168	626-3	3997
Amendements Justification de vote			
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			213-214
Etat d'avancement de l'adaptation de la législation belge aux règles européennes relatives à l'égalité de traitement de l'homme et de la femme en matière de législation sociale			
Question orale			325
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Justice Réforme du notariat Politique justitielle Informatisation des services judiciaires Revalorisation de la magistrature			565 565-566 566 566

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Belle (suite)</b>			
Différentes propositions des Etats membres de la C.E. et de la Commission européenne concernant des accords relatifs aux impôts directs ayant pour objet la lutte contre l'évasion des capitaux Question orale			1278, 1279
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1380-1381
Financement des Communautés et des Régions			1380, 1381
Transferts Nord-Sud			1380
Fédéralisme			1380-1381
Réforme du Sénat			1381
Activités de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat (Vente d'actifs — Privatisation) (S.N.I. — C.E.N. — S.N.C.I. — C.G.E.R. — O.C.C.H.) Question orale			1404
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1607
Sur la demande d'une réunion des chefs de groupes			1607
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage			1643, 1646-1647
Modification de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (Modifications à la loi « Breyne ») Sur le fait que M. Hatry réclame la présence d'un membre du Gouvernement			1961
Importation, en provenance d'autres Etats membres de la C.E., de médicaments et de préparations chimiques et pharmaceutiques qui sont interdits en Belgique ou ne peuvent être délivrés que sur ordonnance (Stupéfiants) Question orale			1960
Conséquences pour la Belgique de la mise d'hommes supplémentaires à la disposition de l'O.N.U., à la demande de cette dernière, et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande Question orale Question orale			2000, 2001
Situation au Rwanda et attitude du Gouvernement belge dans l'actuel conflit Interpellation			2073
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant); Réforme de l'Etat			2646
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2091-2092, 2096
Sur la motion d'ordre de M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2152-2153
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre I <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région) Justification de vote			2170
Perception de cotisation A.M.I. pour le personnel d'encadrement des équipes de jeunes footballeurs et perception de la T.V.A. sur les transferts de footballeurs Question orale			2172, 2173
Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard Interpellation			2261-2262
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			2407
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.) Justification de vote			2761, 2762
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation Justification de vote			2895-2896, 2898
Organisation d'une procédure de médiation pénale; Règlement à l'amiable en matière pénale Justification de vote			3165, 3166
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12 <sup>bis</sup> Justification de vote			3225
Opportunité et légalité du système d'observation mobile (S.O.M.) dans l'état actuel de la législation Question orale			3230
			3740
			3787
			3952-3953, 3954
			3996
			3965, 3966

	DOCUMENTS		ANNALES <i>Pages</i>
	R. A	N°	
<b>Van Cleuvenbergen (Mme), sénateur coopté</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16214	820-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 23: Emploi et Travail — articles 2.23 à 2.23.8)	16077	530-13	
Confirmation des A.R. pris en exécution de l'article 39bis, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale)			
Rapport	16257	720-2	
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda			3973
Rapport	16345	811-2	
Rapport	16352	818-2	
Aide humanitaire (Définition des notions de pays en voie de développement et de l'aide d'urgence — Aide à la Yougoslavie)			
Interpellation			336-337, 339
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Plan d'accompagnement des chômeurs			374-375
Evolution du chômage			375
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Communications et Infrastructure			
S.N.C.B. — Limbourg			654-655
Ligne Hasselt-Mol			655
Section: Emploi et Travail			
Aperçu du rapport de la Commission			660
Prépension			660
Interruption de carrière			660
Sécurité et environnement sur les lieux de travail			660
Chômage. — Plan d'accompagnement			660
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1155-1156
Bâtiments du Palais de Justice de Tongres			
Question orale			1476, 1477
Conséquences de la suppression de 800 emplois chez Philips Hasselt			
Question orale			2073, 2074
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993			2089
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			2353-2354
Conditions d'hébergement intolérables du barreau de Tongres			
Interpellation			3041-3042, 3043
<b>Vancrombruggen, sénateur coopté</b>			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Assainissement des finances publiques			542
Problème des recettes fiscales			543
Fraude fiscale			543
Impôt des sociétés			543
Montants enrôlés mais non perçus			543
Contrôle de la Cour des comptes			543
Restitution par l'Etat des impôts perçus au profit des communes			543
Modification trop fréquente des lois fiscales			543, 544
« Malaise » au sein de l'Administration fiscale			543-544
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			907-908
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			1534-1535
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenion administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			1775
Justification de vote			1813-1814

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Vancrombruggen (suite)</b>			
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale			2349-2350
Dispositions fiscales et financières			
Assainissement des finances publiques			3106
Lutte contre la fraude fiscale. — Inspection spéciale des impôts			3107
Pression fiscale et parafiscale			3107
Mesure générale anti-abus de droit			3107
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			
Justification de vote			3226
<b>Vandenberghe, sénateur coopté</b>			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales			
Texte proposé (Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24 <sup>quater</sup> relatif au droit au respect de la vie privée et familiale)	15512	100-4/2°	
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1699, 1707, 1719-1720
Texte proposé			
Amendement (Remplacement d'un sénateur élu par le Conseil provincial du Brabant)	15541	100-20/1°	
Discussion des amendements		100-20/7°	1741
Révision de l'article 56 <sup>quater</sup> de la Constitution (Réforme du Sénat — Suppression de l'article)			
Texte proposé	15546	100-25/1°	
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			
Rapport	15525	100-29/3°	2044-2045
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement)			
Rapport	15551	100-39/2°	2294-2295
Révision de l'article 71 de la Constitution (Dissolution de la Chambre des Représentants par le Roi)			
Rapport	15555	100-40/2°	2294-2295
Modification des articles 1408 et 1498 du Code judiciaire (Biens qui ne peuvent être saisis)			
Rapport	15813	232-2	
Modification des articles 1410 et 1412 du Code judiciaire (Saisie d'allocations sociales effectuées en vertu de créances alimentaires)			
Rapport	15888	322-2	
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , règles préliminaires et du Titre III, des exécutions forcées, de la V <sup>e</sup> partie du Code judiciaire concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis			
Rapport	15379	353-2	
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			
Rapport	16000	445-2	258-261
Amendements		445-5	
Rapport complémentaire		445-10	
Modification de l'article 1260 du Code judiciaire, en ce qui concerne l'intervention du ministère public (Procédure en divorce)			
Rapport	16049	499-2	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendement	16103	558-6	
Complexité des textes			2690-2691
Droit de préemption des Régions et Communautés			2691, 2784-2785
Transfert de compétences aux Régions et Communautés			2786
Compétences implicites			2691-2692
Droit pénal			2692
Conditions d'éligibilité des membres des Conseils			2692-2693, 2784
Autonomie constitutive			2693
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)			2693
Amendements	16197	656-3	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Vandenberghe (suite)</b>			
Circonstances et raisons pour lesquelles W. Vandergucht, condamné pour escroquerie, n'a jamais été extradé en Belgique, alors que les autorités connaissaient, ou devaient raisonnablement connaître son lieu de résidence effectif			310-311, 313
Interpellation			
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			746-747
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			842-843
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1305-1307
Justification de vote			1452-1453
Révision de la Constitution;			
Propositions de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1391-1394
Hiérarchie des normes			1392
Compétences résiduelles			1392
Réforme du Sénat			1393
Gouvernement et Parlement de législature			1393
Scission de la province de Brabant			1393
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1511-1514
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat)			1579
Révision du Titre III, chapitre IIIbis, de la Constitution, en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées)			1752-1753
Discussion des amendements			
Justification de vote			1841-1842
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme — Répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations)			1761
Organisation de l'examen d'aptitude professionnelle des magistrats			
Question orale			1811
Révision de l'article 1er de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2138-2140
Révision de l'article 73 de la Constitution, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres aux membres des Exécutifs (Réduction ou remise de peines par le Roi);			
Révision de l'article 91 de la Constitution (Gracier un Ministre ou un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région condamné par la Cour de cassation);			
Révision de l'article 95, alinéa 2, de la Constitution, à l'exception des mots « Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires » (Jugement d'un Ministre ou d'un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région par la Cour de cassation);			
Révision de l'article 134 de la Constitution (Mise en accusation d'un Ministre ou d'un membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région — Cour de cassation)			2302-2304
Signification politique de la remise du procès Haemers, acquittement dans l'affaire Kirschen et conclusions politiques qu'il convient d'urgence d'en tirer			
Question orale			2341, 2344
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire			
Interpellation			2492-2495, 2516
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents)			
Discussion des articles			2613-2614
Circonstances de la mort de Patrick Haemers et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre			2637
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat			2674-2675
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute)			2912-2913
Conditions d'hébergement intolérables du barreau de Tongres			3042-3043
Dispositions fiscales et financières			
Mesure générale anti-abus de droit			3127-3128
Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice			
Interpellation			3419-3421, 3427
Initiatives susceptibles d'être prises à l'échelon juridique européen à l'occasion de la présidence belge du Conseil européen			
Interpellation			3427-3428
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Accord de la Saint-Michel			3559-3560
Scission de la province de Brabant			3560
Protection des minorités			3560

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Vandenhaute, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Certaines mesures en matière de Fonction publique			
Amendement (S.P.R.)	16201	661-4	3267
Discussion des articles			
Modification de l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 (Tutelle en matière d'informatique — Communes — Services du Sénat, de la Chambre, de la Cour des comptes et de la Cour d'arbitrage — Procédures d'acquisition)			
Rapport	16213	674-2	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification du Code électoral)	16310	777-13	
Amendements (Modification du Code électoral, de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi des pensions à charge du Trésor public, de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et de la loi provinciale)		777-14	
Amendements (Modification de la loi organique des élections provinciales et de la loi électorale communale)		777-15	
Amendement (Modification de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du conseil de la Région de Bruxelles-Capitale: résidence principale)		777-20	
Protection des minorités			3558-3559
Communes périphériques à facilités			3558
Arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde			3559
Scission de la province de Brabant			3559
Législation électorale			3559
Suppression du vote en case de tête			3559
Extension de la limitation et du contrôle des dépenses électorales aux élections régionales			3559
Coordination			3559
Apparementement			3559
Interdiction de survol de certaines parties du territoire du Royaume			
Proposition de loi	16349	815-1	
Modification de l'A.R. du 22 décembre 1989 fixant les redevances dues pour l'utilisation de l'aéroport de Bruxelles-National			
Proposition de loi	16350	816-1	
Instauration de sanctions pour les compagnies d'aviation et les pilotes d'avion ne respectant pas les règles et procédures de la navigation aérienne			
Proposition de loi	16383	852-1	
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			214
Saisie ou cession qui résulte d'une action en paiement d'une pension alimentaire			
Question orale			1226, 1227
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Nouvelle crise d'inquisition taxatoire			2234-2235
Meilleure perception de l'impôt			2235
Meilleure gestion de la dette			2235
Appréhension en tant qu'indépendant d'une aggravation nouvelle de la crise économique et du chômage			2235
Crise gouvernementale			2235
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Scission de la province de Brabant			2718, 2719, 2720
Région de Bruxelles-Capitale			2718, 2719
Financement des Communautés et des Régions			2718, 2719
Association de sénateurs aux travaux des Conseils			2718
Autonomie constitutive			2718
Reprise par la Région de Bruxelles-Capitale de l'enseignement provincial			2719
Nomination des juges à la Cour d'arbitrage			2719
Communautarisation des règles organiques relatives aux C.P.A.S.			2720
Modification du Titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3087, 3090
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12bis			3953-3954
Justification de vote			3996

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van den Poel-Welkenhuysen (Mme), sénateur provincial de Limbourg</b>			
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1146-1147
Programme d'investissement de la S.N.C.B.			1682
<b>Vandermeulen, sénateur provincial de Brabant</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16073	526-15	
Dispositions sociales et diverses			
Amendements	16337	804-13	
<b>Vandersmissen, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik</b>			
<i>Renonce à son mandat</i>			2250
<b>Van der Wildt (Mme), sénateur provincial d'Anvers</b>			
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages			
Rapport	16039	488-2	3925-3927
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Articles 148 et 149) (Economie)	16073	526-8	
Section: Economie			
Précision technique au sujet du terme « importateur »			445
Allocation socio-pédagogique			44-45
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière;			
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique			132
Interruptions du raccordement téléphonique lors de travaux effectués par des firmes privées et comportement de Belgacom en cette circonstance			
Question orale			1228-1229
Détaxation des carburants pour automobiles aux titulaires agréés d'une autorisation d'exploitation de taxis			
Question orale			1403-1404
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage			1643-1644
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992			2740-2741
Mesures prises en matière de travail à temps partiel			2751-2752
<b>Vanhaverbeke, sénateur provincial de Flandre occidentale</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Rapport (Articles 63, 64, 70, 71, 77 à 128) (Agriculture et Classes moyennes)	16073	526-3	
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pension des travailleurs indépendants			401
Création d'un comité général de gestion pour le statut des indépendants			401
Fonctionnement des caisses d'assurances sociales pour indépendants			401
Création d'une commission centrale unique des dispenses de cotisations sociales			401
Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des travailleurs indépendants			401
Prime d'adoption pour les indépendants			401
Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.			401
Votes réservés			
Justifications de vote			493, 497
Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Prime d'adoption)			
Proposition de loi	16088	540-1	
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture			478

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Hooland, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo</b>			
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique Proposition de résolution	16184	642-1	
Redécoupage administratif de Gand par la défusion Proposition de loi	16235	696-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Amendements (Modification du Code électoral; Hal-Vilvorde)	16310	777-27	
Amendements (Modification du Code électoral; Hal-Vilvorde — Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde)		777-28	
Amendements (Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde)		777-29	
Organes administratifs et cadres linguistiques dans les institutions publiques de crédit (e.a. la C.G.E.R.) Question orale			144
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Meilleure maîtrise des dépenses publiques			536, 537
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			536-537
Réorganisation du Ministère des Finances			536
Amélioration du management dans le secteur public			536-537
Section: Défense nationale			
Restructuration des Forces armées			630-631, 632
Respect de nos engagements internationaux			631
Commission pour l'examen des différences de recrutement entre Flamands et Wallons			631
Section: Intérieur et Fonction publique			
Fonction publique			637-639
Modernisation. — Amélioration de la gestion			637-638, 639
Police de la ville d'Anvers. — « Contrat relatif à la nouvelle citoyenneté »			638
Interruption de carrière en cas de travail à temps partiel			638
Dépolitisation et revalorisation			638
Banque de données pour la fonction publique			638
Formation			638
Recherche scientifique			638
Déconcentration			638
Délivrance des autorisations de détention des armes à feu Question orale			586
Promotion effective de la sécurité routière en Belgique Interpellation			863-865, 866
Stratégie et politique relatives à la fonction publique en Belgique Interpellation			868-870, 872
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1054-1055
Restructuration des forces armées belges Interpellation			1209-1211, 1212, 1213, 1216
Dispositions en faveur des derniers miliciens « 1993 » Question orale			1280, 1281
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1315-1316
Gestion et effectif du personnel de la S.N.C.B. Question orale			1806, 1807
Lutte contre les vols de voiture par l'enregistrement des épaves Interpellation			1984-1985, 1986
Discours unilingue récent d'un collaborateur du cabinet du Ministre de la Politique scientifique Question orale			1995
Usage linguistique des membres du Gouvernement Question orale			2086, 2087
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Maîtrise des dépenses publiques			2233
Gestion financière			2233-2234
Meilleure discipline budgétaire			2234
Amélioration du management dans le secteur public			2234
Irrégularités dans la désignation de secrétaires d'administration de qualification générale Question orale			2346-2347

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Hooland (suite)</b>			
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			
Justification de vote			2540
Erreurs de management des services et institutions ministériels fédéraux			
Interpellation			2617-2619
Modification du Titre I <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3087-3088, 3089-3090
Justification de vote			3226
Données tout à fait incertaines quant à l'importance des effectifs de la fonction publique en Belgique, malgré l'apparente précision des relevés publiés régulièrement à ce sujet par le service d'administration générale			3094
Réorganisation du casier judiciaire			
Question orale			3203
Lenteurs de la réorganisation du service de l'immatriculation de véhicules et manière déplorable dont ce service fonctionne			
Interpellation			3239, 3240-3241
Certaines mesures en matière de Fonction publique			3258-3260, 3262
Justification de vote			3320
Accidents mortels de la circulation			
Question orale			3759, 3760
<b>Vanlerberghe, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 22: Classes moyennes — Articles 2.22.1 à 2.22.4)	16077	530-12	
Avenir de l'industrie belge de la viande			
Interpellation			1292-1293
<b>Van Rompaey H., sénateur provincial d'Anvers</b>			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Rapport (Section 14: Affaires étrangères et Commerce extérieur — Crédits: Commerce extérieur — Articles 2.14.1 à 2.14.9)	16077	530-8	
Oppression des Kurdes de Turquie			
Proposition de résolution	16179	637-1	
Question orale			1802, 1803
Question orale			3205-3206
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie			
Proposition de résolution	16254	717-1	
Lutte contre les vols de bicyclettes			
Proposition de loi	16315	782-1	
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)			782-783
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie;			
Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie;			
Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie			897
Politique européenne concernant l'ex-Yougoslavie			
Question orale			2555, 2556
Interpellation			2598-2599, 2608-2609
Situation politique au Burundi et les mesures nécessaires pour prévenir toute montée des tensions au cours de la période de préparation des élections			2611-2612

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Rompaey R., sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout</b>			
Abrogation de l'article 335, alinéa 2, du Code pénal (Acte contribuant à permettre l'évasion d'un détenu — Cause d'excuse: parents et alliés) Rapport	16055	506-2	
Droit d'action en matière de protection de l'environnement Rapport	15292	547-2	
Dispositions sociales et diverses Rapport (Commission Justice)	16337	804-8	
<b>Van Rompuy, sénateur coopté, Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget (depuis le 5 septembre 1993)</b>			
Révision de l'article 54 de la Constitution (Réforme du Sénat: suppression de l'article) Texte proposé	15542	100-21/1°	
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: Membres de la Famille royale) Texte proposé	15548	100-26/1°	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Proposition de loi Amendements Amendements	16103	558-1 558-3 558-7	
Classement et appréciation des films Proposition de loi	16252	714-1	
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Lutte contre la fraude fiscale Récession économique Concurrence internationale Problèmes de compétitivité et d'emploi Position du franc Norme de Maastricht Assainissement des finances publiques Contrôle budgétaire Equilibre entre les recettes et les dépenses Dette publique Pression fiscale Blocage des recrutements dans les services publics Privatisation d'entreprises publiques Nouvelle culture politique Restauration d'une société cohérente « Responsabilisation »			2195 2210 2210-2211 2211 2211 2211 2211-2212 2212 2212 2212 2212-2213 2213 2213 2213-2214 2214 2214
Déclaration du Gouvernement (Politique générale) Réduction du temps de travail Dette publique Baisse du pouvoir d'achat			4042 4042 4044
<b>Van Thillo, sénateur coopté</b>			
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (Adaptation de notre droit à la Directive du Conseil de la C.E.E.) Rapport complémentaire	16021	468-5	29-30
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Amendement	16103	558-47	
Application du précompte mobilier au livret d'épargne ordinaire Interpellation			768-769, 770
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Taxation de l'épargne Centimes additionnels au précompte mobilier			2234 2234
Dispositions fiscales et financières A.R. n° 15 du 9 mars 1982 encourageant la souscription d'actions Mesure générale anti-abus de droit			3099-3100 3100
<b>Van Wallegem, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles</b>			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) Amendement (Bruxelles)	15510	100-31/6°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Van Wallegheem (suite)</b>			
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale			
Amendement	16040	489-4	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale)			
Amendements	16103	558-37	
Armement des services d'ordre privés lors de manifestations			
Question orale			144-145
Mesures qui ont été prises à la suite des récentes bagarres dans le métro de Bruxelles			
Question orale			467-468
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Services du Premier Ministre			
Frais de fonctionnement des cabinets ministériels			548
Crédits pour le Commissariat royal à la politique des immigrés et le Centre pour l'égalité ethnique			548
Crédits pour la Fondation Roi Baudouin et pour la célébration 60/40 de S.M. le Roi			548
Politique d'information officielle			548
Section: Classes moyennes			
Régionalisation du secteur des Classes moyennes			605
Commissions des dispenses des cotisations sociales			605
Cotisation de 7 000 francs à charge des sociétés destinée au statut social			605
Conversations au niveau européen concernant le renvoi de délinquants dans leur pays d'origine			
Question orale			585-586
Récente décision de la Commission nationale permanente du Pacte culturel (Irrecevabilité d'une plainte du <i>Vlaams Blok</i> )			
Question orale			903
Levée du secret médical en cas de violences physiques ou sexuelles ou de mauvais traitement infligés à des enfants			
Question orale			2076-2077
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			2504
Rôle du juge d'instruction en ce qui concerne les rixes qui ont lieu à la place Lemmens à Anderlecht (Jeunes étrangers)			
Question orale			2526-2527
Violation de la législation par certains marchands d'automobiles dans la zone du canal à Bruxelles			
Question orale			3966
<b>Van Wambeke, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost</b>			
Approbation du Traité de Maastricht			
Rapport	16033	482-2	236-237
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie			
Proposition de résolution	16254	717-1	
Complément à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Demande de réduction de traitement faite par le président d'un C.P.A.S.)			
Proposition de loi	16276	739-1	
Ajustement du Budget général des dépenses de l'année 1992 (Affaires étrangères) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Suppression du Secrétariat d'Etat à l'Europe 1992: indemnités de départ et rémunérations)			
Rapport	16318	785-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (Affaires étrangères) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Aide humanitaire à l'ex-Yougoslavie)			
Rapport	16319	786-2	
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda (doc. n°s 811 et 818)			
Proposition de résolution	16352	818-1	3974

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	N°	Pages	
<b>Van Wambeke (suite)</b>				
Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre			90-91	
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			882-883	
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1090-1093	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990				1090-1093
Restructuration des forces armées belges				1212-1213
Approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992				1948-1950
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993				3196
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie;				
Oppression des Kurdes de Turquie;				
Situation du Kurdistan turc;				
Protection du peuple kurde en Turquie				3971
<b>van Weddingen, sénateur provincial de Brabant</b>				
Révision du Titre IV de la Constitution, en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale				
Avis demandé par la Commission de la Révision de la Constitution et des Réformes des institutions à la Commission des Finances				
Rapport	15581	100-1/2°		
Dispositions fiscales, financières et diverses				
Amendements	16136	591-4		
Amendement subsidiaire		591-6		
Amendement		591-8		
Amendement		591-9		
Amendement		591-10		
Amendement		591-11		
Amendement		591-12		
Amendement		591-13		
Amendements		591-14		
Amendement		591-15		
Amendements		591-16		
Amendement		591-17		

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>van Weddingen (suite)</b>			
Dispositions fiscales, financières et diverses (suite)			
Amendement	16136	591-18	
Amendement		591-19	
Amendement		591-20	
Amendement		591-21	
Amendement		591-22	
Nécessité d'une diminution de l'impôt des sociétés. — Accès au taux réduit			1008, 1009
Modifications trop fréquentes des lois fiscales. — Travail législatif			1008, 1010
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			1008
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			1008-1009
Adaptation des règles de restitution d'une partie des droits d'enregistrement en cas de revente rapide d'un immeuble			1009
Suppression de l'obligation d'envoyer les avertissements-extraits de rôle par recommandé			1009
Poursuites pénales pour fraude fiscale. — Inspection spéciale des impôts. — Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets			1010
Régime fiscal des centres de coordination			1010
Discussion des articles			1015, 1016, 1019, 1024, 1028, 1029, 1032, 1033, 1039
Concordat de réorganisation			
Proposition de loi	16143	601-1	
Statut et contrôle des établissements de crédit			
Amendements	16158	616-3	
Amendements		616-4	
Amendements		616-5	
Amendement		616-6	
Amendement		616-7	
Amendement		616-8	
Discussion des articles			1890, 1894, 1899, 1935
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, Code des taxes assimilées au timbre)			2627-2628, 2629
Amendement	16274	737-3	2629
Discussion des articles			2653-2654
Justification de vote			
Dispositions fiscales et financières			
Amendements	16297	762-6	
Amendements		762-7	
Amendements		762-8	
Amendements		762-9	
Amendement		762-10	
Amendements		762-11	
Amendements		762-12	
Amendements		762-13	
Amendements		762-17	
Amendements		762-18	
Amendement		762-19	
Amendement		762-20	
Amendement		762-21	
Amendements		762-22	
Pression fiscale. — Rage taxatoire du Gouvernement			3119, 3120
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux			3120, 3124, 3229
Assainissement des finances publiques. — Normes de Maastricht			3120
Mesure générale anti-abus de droit. — <i>Ruling</i>			3120-3122, 3130, 3131, 3133
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3122
Suppression de l'imputabilité du précompte immobilier (Impôt des sociétés)			3122
Augmentation des amendes administratives			3122
S.I.C.A.V. de droit belge			3122
Actions A.F.V.			3122
Discussion des articles			3135, 3136-3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3145, 3146, 3147, 3149, 3150, 3151-3152
Justification de vote			3227
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés			3524-3525, 3526
Amendements	16300	765-3	
Discussion des articles			3527, 3528, 3529, 3530
Justification de vote			3550-3551

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>van Weddingen (suite)</b>			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)	16310	777-8	3717-3718, 3719, 3723, 3724, 3728
Amendements (Ecotaxes)		777-9	
Amendements (Ecotaxes)		777-11	
Amendements (Ecotaxes)		777-12	
Discussion des articles			
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi	16351	817-3	
Amendements			
<b>Verberckmoes, sénateur provincial de Flandre orientale</b>			
Modification de la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services (Épiceries)	16022	469-2	
Rapport			
Modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de l'identification obligatoire des chiens et des chats	16298	763-1	
Proposition de loi			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			597-599 598, 599 599
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Agriculture			
Négociations du G.A.T.T.			
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics			2013
Justification de vote			
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute)			2912 3946
Protection du titre de psychologue			
<b>Verhoeven (Mme), sénateur provincial d'Anvers</b>			
Naturalisations	15873 15977 16020 16145 16214	502-2 522-2 523-2 743-2 820-2	
Rapport			
Budget général des Dépenses de l'année 1993	16077	530-9	1770-1771
Rapport (Section 15: Coopération au développement — articles 2.15.1 à 2.15.9)			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure)	16100	555-2	1770-1771
Rapport			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenion administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)	16101	556-2	1770-1771
Rapport			
Dispositions sociales et diverses	16337	804-5	
Rapport (Commission Coopération au développement)			
Retablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda	16352	818-1	
Proposition de résolution			
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière			130-131, 135
Interpellation			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			554-555 554 554 554 555
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Coopération au développement			
Remarques personnelles du rapporteur			
Lien entre les droits de l'homme et la coopération			554 554
O.N.G.			
Aide publique au développement. — Norme de 0,7 p.c.			554 555
Démographie			
Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement			2333
Fermeture de l'ambassade au Guatemala			2765
Question orale			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verhoeven (Mme) (suite)</b>			
Situation et accueil des réfugiés à Zaventem Interpellation			3468-3469, 3470
<b>Verleyen, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas</b>			
Naturalisations			
Rapport	15873	502-2	
Rapport	15977	522-2	
Rapport	16020	523-2	
Rapport	16079	663-2	
Rapport	16145	743-2	
Rapport	16214	820-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992. — Section 32. — Affaires économiques (I.N.I.E.X. : projet hydrogénopyrolyse — U.R.E. — Charges du passé) Rapport	16170	628-2	
<b>Vermeiren, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat</b>			
Réélu secrétaire du Sénat			12
Modification des articles 5 et 6 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Personnes ayant exercé des fonctions militaires) Proposition de loi	16216	676-1	
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à leur disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires Proposition de résolution	16307	774-1	
Mesures prévues pour le personnel civil des forces armées en Allemagne à l'occasion de leur retour en Belgique dans le cadre de l'opération Reforbel Interpellation			74-75, 76-77
Situation à la Sabena (Mécontentement social) Question orale			110
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			216
Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand Interpellation			247-249, 251-252 309
Justification de vote			
Dispositions sociales et diverses			
Section: Défense			
Vente de matériel militaire excédentaire et affectation du produit au financement d'investissements			435
Identité des acheteurs			435
Vente de Mirages et d'F16			435, 436
Procédure inhabituelle			435, 436
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Section: Défense nationale			
Restructuration des Forces armées			626-627, 635
Rénovation domaniale			627
Retrait des Forces belges en Allemagne			627
Suppression du service militaire			627
Envoi de paras en Somalie			627
Attitude des autorités militaires à l'égard des militaires belges affectés à l'étranger à des missions de l'O.N.U. Interpellation			627-628
Fixation pour l'année 1993 du contingent de l'armée Justification de vote			1005
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Suppression de l'obligation de milice);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service);			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice);			
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience			1054
Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport de Bruxelles-National (B.A.T.C.)			1245-1246, 1249
Situation des derniers miliciens Interpellation			1658, 1659

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Vermeiren (suite)</b>			
Investissements prévus dans le plan de restructuration de l'armée, en particulier la construction de nouvelles casernes, notamment à Ath et à Angleur Interpellation			1659-1660, 1662, 1663 1816
Justification de vote			
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'Etat de fait de Mobutu et manière dont le gouvernement belge y a réagi;			1669
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre			
Raccordement de l'aéroport national au réseau du T.G.V. en Belgique Interpellation			1981-1982, 1983-1984
Respect des clauses du contrat <i>Agusta A-109</i> , relatives aux compensations économiques Interpellation			1988-1989, 1991 2018
Justification de vote			
Exécution du contrat d'achat d' <i>Agusta A-109</i> Interpellation			2036-2037, 2040
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Carcan financier dans lequel sont enfermées nos entreprises			2235-2236
Crise économique			2236
Problème de compétitivité			2236
Impôt sur le patrimoine			2236
Baisse du pouvoir d'achat			2237
Effondrement du marché des voitures d'occasion. — Déclarations du Ministre des Finances concernant la T.V.A.			2237
Lutte contre la fraude fiscale			2237-2238
Relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire Interpellation			2458-2459, 2461
Affectation de domaines militaires susceptibles d'être aliénés Interpellation			3036-3037, 3040 3231
Justification de vote			
Participation de la Belgique à l'Eurocorps Interpellation			3046-3047, 3049
Campagne en faveur des casques bleus belges Interpellation			3049-3050, 3051
<b>Verreycken, sénateur de l'arrondissement d'Anvers</b>			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées) Amendement	15527	100-15/7°	1618
Justification de vote			
Révision de l'article 27 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Amendement	15528	100-18/3°	1581
Discussion des amendements			
Révision de l'article 41 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Amendements	15533	100-19/3°	1601, 1602
Discussion des amendements			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) Amendements	15541	100-20/3°	1704-1705
Justification de vote			1830
Révision de l'article 55 de la Constitution (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans) Amendement	15543	100-22/3°	
Révision de l'article 58 de la Constitution (Réforme du Sénat: Membres de la Famille royale) Amendement	15548	100-26/3°	1748
Discussion des amendements			
Révision de l'article 115, alinéa premier, de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: répartition des tâches entre Chambre et Sénat — Budgets et Dotations) Amendement	15579	100-28/3°	
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) Amendements (La Belgique se compose de 3 Communautés — Séparatisme)	15510	100-31/5° 100-31/6°	2163, 2166
Amendement (Bruxelles)			
Discussion des amendements			
Révision de l'article 32 de la Constitution (« Les membres des deux chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus ») Amendement	15531	100-32/5°	2168
Discussion des amendements			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verreycken (suite)</b>			
Révision de l'article 49 de la Constitution (Membres de la Chambre des représentants: nombre) Amendement (Terminologie)	15537	100-33/4°	2254-2255
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région) Amendement (Elections)	15523	100-34/4°	2315
Révision de l'article 116 de la Constitution (Cour des comptes) Texte proposé	15582	100-38/1°	2315
Révision de l'article 65 de la Constitution, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement) Amendement (Réduction du nombre des ministres) Discussion des amendements	15551	100-39/5°	2299
Révision de l'article 73 de la Constitution, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des ministres aux membres des Exécutifs Amendement (Amnistie)	15557	100-41/4°	226-227
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992 Amendements	16017	465-4	226-227
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions Amendements	15373	481-6	
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages Amendement	16039	488-3	3927
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale Amendement	16040	489-4	2350-2351
Sur l'application du Règlement du Sénat (demande d'un vote nominatif)			2383
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) Amendements Amendements Amendement Amendements Amendement Accord de la Saint-Michel Ecotaxes Transferts Nord-Sud Financement des Régions et des Communautés Politique en matière de débouchés et d'exportation Bruxelles Discussion des articles	16103	558-36 558-37 558-38 558-39 558-40	2701, 2702 2701, 2702 2701, 2702 2701-2702 2702 2702 2842, 2850, 2863, 2878, 2882 3018-3019
Justification de vote			
Certaines mesures concernant les films d'horreur Proposition de loi	16218	678-1	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) Amendement (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand) Amendements (Modification du Code électoral) Amendements (Modification du Code électoral — Election du Parlement européen — Modification de la loi provinciale) Amendements (Modification de la loi provinciale — Brabant flamand — Ecotaxes) Circonscriptions et cantons électoraux Bruxelles Province de Brabant flamand Bruxelles, capitale de la province Vice-gouverneur Facilités linguistiques Ecotaxes Election du Parlement européen. — Répartition des sièges Discussion des articles Justification de vote	16310	777-23 777-24  777-25 777-26	3556-3557, 3558 3557 3557 3557 3557 3557-3558 3558 3575 3786
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb S'associe à la proposition de M. Erdman de commémorer toutes les victimes de l'histoire			11
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière;			
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique			132-133

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verreycken (suite)</b>			
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			274
Dispositions sociales et diverses			
Transferts Nord-Sud			359-360
Suppression des organismes de paiement politisés			360
Plan d'accompagnement des chômeurs			360
Discrimination lors de la mise à la retraite de petits employeurs			360
Cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des travailleurs indépendants			360
Section: Santé publique et Environnement			
Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal			429, 430-431
Justification de vote			498
Mesures disciplinaires à prendre à l'encontre d'administrateurs communaux qui entendent se servir à Fourons de locaux, de matériel et de personnel communaux en vue d'une consultation populaire illégale			
Interpellation			506
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993;			
Budget général des Dépenses de l'année 1993			
Sections: Dispositions générales — Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			
Assainissement des finances publiques			538, 539
Récupération d'avances octroyées aux mutualités			539
Révision des hypothèses de base du budget			538, 539
Tranferts Nord-Sud			538-539
Augmentation de la pression fiscale et parafiscale			539
Fonds d'orientation des entreprises publiques			539
Ecotaxes			539
Séparatisme			539-540
Justification de vote (Budget des Voies et Moyens)			715
Révision de l'article 68 de la Constitution (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités)			737-738
Justification de vote			790
Possibilité de faire appel aux casques bleus belges pour distribuer des vivres dans le Baranja en Croatie			
Question orale			799
Programme d'urgence pour une société plus solidaire			838-839
Justification de vote			1001
Droit d'action en matière de protection de l'environnement			859
Conclusions du sommet européen d'Edimbourg			890-891
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			910
Dispositions fiscales, financières et diverses			
Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme			987
Pression fiscale			987
Détérioration de la conjoncture économique			987
Assainissement des finances publiques			987
Séparatisme			987
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990,			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verreycken (suite)</b>			
Approbation des actes internationaux (suite) déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1106-1107 1441
Justification de vote			
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1106-1107, 1117 1441
Justification de vote			
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Réforme structurelle)			1243
Justification de vote			
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions			1266-1267 1270 1445
Discussion des articles			
Justification de vote			
Révision de l'article 26 de la Constitution (Référendum législatif)			1316-1317 1452
Justification de vote			
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1342-1343
Révision de la Constitution;			
Proposition de réforme de l'Etat			
Accord de la Saint-Michel			1359-1360, 1421- 1422 1359 1359, 1421 1359 1421 1421-1422
Fédéralisation de la sécurité sociale			
Ecotaxes			
Séparatisme			
Région de Bruxelles-Capitale. — Flamands de Bruxelles			
Mouvement flamand. — Nationalisme flamand			
Mouvement flamand. — Propos tenus par M. Schiltz			
Fait personnel			
Révision de la Constitution: Propositions de réforme du Sénat			1421-1422 1494-1496
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique			1543-1544 1611
Justification de vote			
Nouvelle situation en ex-Yougoslavie			
Interpellation			1677-1678
Qualification de « Gauleiter » donnée à un Ministre flamand (Président du Gouvernement flamand)			
Question orale			1803
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure);			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenue administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé)			
Justification de vote			1813 1873
Statut et contrôle des établissements de crédit			
Révision du Titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes			2059-2060 2080
Justification de vote			
Naturalisations			
Rappel au Règlement du Sénat (Art. 29 — Les membres qui étaient présents en séance plénière au moment du vote et qui n'y ont pas participé, sont censés s'être abstenus)			2082
Attitude anti-flamande de certains membres du Gouvernement (Ministre de la Politique scientifique et Ministre des Affaires sociales)			
Interpellation			2085-2086, 2087
Sur la demande de M. De Croo de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution. — Crise gouvernementale			2128
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> de la Constitution (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire. — Bruxelles-Capitale. — Provinces du Brabant);			
Réforme de l'Etat			2149-2150
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Pression fiscale			2214-2215 2215 2215 2215
Démantèlement de l'appareil de l'Etat			
Politique de subventionnement			
Considérations sur de prochaines élections			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verreycken (suite)</b>			
Révision de l'article 73 de la Constitution, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres aux membres des Exécutifs (Réduction ou remise de peines par le Roi);			
Révision de l'article 91 de la Constitution (Grâcier un Ministre ou un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région condamné par la Cour de cassation);			
Révision de l'article 95, alinéa 2, de la Constitution, à l'exception des mots « Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires » (Jugement d'un Ministre ou d'un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région par la Cour de cassation);			
Révision de l'article 134 de la Constitution (Mise en accusation d'un Ministre ou d'un membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région — Cour de cassation)			2304
Rappel au Règlement (Art. 25, 5°: Il est toujours permis de demander la parole pour redresser un fait allégué ou répondre à un fait personnel)			2337, 2338
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique			2355-2356
Justification de vote			2384
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2380-2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe <i>Vlaams Blok</i> avant le vote final sur une série d'articles			2390
Concession à l' <i>IJzerbedevaartcomité</i> de l'exploitation du « Boyau de la Mort » à Dixmude			
Question orale			2439, 2443
Demande la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2353
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à l'heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
S'associe aux remarques de M. De Croo et à la demande de suspension de séance			2488-2489
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude			
Justification de vote			2534
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;			
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature;			
Escalade dans le monde pénitentiaire;			
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire;			
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier;			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire;			
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers			
Justification de vote			2538-2539
Certaines déclarations de Ministres (A.M.I. — Révision de la Constitution)			
Question orale			2555
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord sur l'Espace économique européen			
Justification de vote			2566
Raison d'être des provinces			
Interpellation			2615-2616, 2617
Circonstances de la mort de Patrick Haemers et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre			
Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie;			2637-2638
Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine;			
Politique européenne relative à l'ex-Yougoslavie;			
Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu par l'ex-Yougoslavie et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie;			
Situation actuelle dans l'ex-Yougoslavie			
Justification de vote			2657
Problème du passage de drogue au poste-frontière belgo-néerlandais de Haseldonk			
Question orale			2938
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques			
Justification de vote			3027
Dispositions fiscales et financières			
Assainissement des finances publiques			3112, 3113
Dette publique			3112
Normes de Maastricht			3112, 3113, 3114
Impôt des sociétés			3112
Fiscalité des P.M.E.			3112
Déséquilibre entre la Flandre et la Wallonie			3112

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Verreycken (suite)</b>			
Dispositions fiscales et financières (suite)			
Transferts Nord-Sud			3112
Politique de l'emploi			3113
Répartition du travail disponible			3113
Perte d'emplois			3113
Fédéralisation de la sécurité sociale			3113
Contribution complémentaire de crise			3113
Avenir des systèmes de pensions			3113
Séparatisme			3113
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			3167-3168
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993			3195-3196
Publicité télévisée pour des médicaments potentialisant les capacités			3205
Question orale			3205
Confirmation des A.R. pris en exécution de l'article 39bis, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale)			3321-3322
Justification de vote			3321-3322
Interprétation des lois linguistiques par la Commission permanente de contrôle linguistique (Emploi du français, de l'arabe et du turc en Flandre)			3455-3456, 3457
Interpellation			3455-3456, 3457
Méconnaissance des lois linguistiques par la gendarmerie			3755
Question orale			3755
Organisation d'une procédure de médiation pénale			3787
Justification de vote			3787
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3862-3863
Justification de vote			3862-3863
Dispositions sociales et diverses			3991
Loi « fourre-tout »			3875
Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur			3875
Frais de gestion des mutuelles			3875
Médicaments génériques et droits de substitution			3876
Augmentation du traitement des Ministres des cultes			3876
Statut social des médiateurs auprès des entreprises publiques autonomes			3876
Gestion de la Sabena			3876
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation			3940
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12bis			3954
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			4070
Mise en œuvre de l'Union européenne			4070
Entrée en vigueur du Traité de Maastricht			4070
Accord de la Saint-Michel			4070
Pacte social			4070-4071
Financement de la sécurité sociale			4071
<b>Verschueren, sénateur provincial d'Anvers</b>			
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et l'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de l'échange de lettres			16129
Rapport	16129	584-2	584-2
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991			3396-3397
Rapport	16220	680-2	680-2
Suivi de la Conférence de Rio de Janeiro dans la politique nationale			51
Vérification des pouvoirs de MM. Pataer et Matthys. — Rapport			84
Avenir de la culture maraîchère belge			1291
<b>Verwilst, sénateur coopté</b>			
Renonce à son mandat			17

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>W</b>			
<b>Wathelet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques</b>			
Retards dans le traitement des demandes d'allocations aux handicapés (Question orale de M. Van Aperen)			72
Prix de la viande du producteur au consommateur (Question orale de M. Deworme)			73
Exécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile (Question orale de M. Erdman)			105-106
Annulation de l'article 45 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile (Question orale de M. Erdman)			106
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Discussion des articles			273, 274-277 278
Circonstances et raisons pour lesquelles W. Vandergucht, condamné pour escroquerie, n'a jamais été extradé en Belgique, alors que les autorités connaissaient, ou devaient raisonnablement connaître son lieu de résidence effectif (Interpellation de M. Vandenberghe)			311-312
Dispositions sociales et diverses Section: Economie			
Discordance technique concernant l'article 160			448
Controverse avec la Fédération pétrolière belge			448
Instauration d'une redevance à charge du secteur pétrolier			448
Avis du Conseil d'Etat			448
Précision technique au sujet du terme « importateur ». — Amendement			448-449
Offre de retrait dans le droit des sociétés (Question orale de M. Boël)			472
Budget des Voies et Moyens de l'année 1993; Budget général des Dépenses de l'année 1993 Section: Justice			
Réforme du notariat			570
Accélération de la procédure pénale			570
Peines alternatives			570
Médiation pénale			570
Indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence			570-571
Problème des relations entre la presse et la justice			571
Politique pénitentiaire			571
Création d'une force nationale de police (Fusion de la police judiciaire et de la B.S.R.)			571
Renforcement des peines pour certains crimes			571
Suppression de la peine de mort			571
Limitation du congé pénitentiaire et de la libération conditionnelle			571
Réinsertion sociale des condamnés			571
Réforme de la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse			571-572
Compétences communautaires			572
Vagabondage			572
Reconnaissance du culte islamique. — Traitement des imams			572-573
Responsabilité pénale des personnes morales (Environnement)			573
Section: Affaires économiques			
Politique énergétique			580
Combustible Mox			580
Stockage de déchets radioactifs en mer			580
C.E.			580
Politique des prix			580
I.N.S.			580
Négociations du G.A.T.T.			580-581
Exportations d'armes			581
Etude sur l'évolution des prix pétroliers à long terme			581
Délivrance des autorisations de détention des armes à feu (Question orale de M. Van Hooland)			586
Publicité gouvernementale faisant croire à des innovations en matière de procédure pénale (Question orale de M. Barzin)			774-775-776
Modification des articles 36, 4° et 37 et abrogation de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et insertion d'un article 43bis			827-828-829, 830
Application de la nouvelle législation relative aux conclusions additionnelles (Portée de l'article 748nouveau du Code judiciaire) (Question orale de M. Lallemand)			901-902
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux (Question orale de M. Taminioux)			902

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wathelet (suite)</b>			
Saisie ou cession qui résulte d'une action en paiement d'une pension alimentaire (Question orale de M. Vandenhoute)			1227
Déclarations mettant en cause nos structures judiciaires figurant dans des livres parus récemment (Question orale de M. De Croo)			1230, 1231
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions			1267-1268
Organisation du droit de suite en Belgique (Interpellation de M. Hatry)			1274-1275
Date de parution du Moniteur belge en plusieurs éditions étalées sur plusieurs jours (Question orale de M. Erdman)			1414
Déclarations récentes d'un magistrat éminent sur une proposition de loi faisant l'objet de discussions politiques (Stupéfiants) (Question orale de M. Arts)			1414-1415
Responsabilité du fait des produits défectueux (Question orale de M. Taminiaux)			1477-1478
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage			1645-1646, 1647
Conséquences néfastes pour les immeubles à appartements de l'inaction dont témoigne le département des Affaires économiques, en ce qui concerne les règles applicables aux immeubles à appartements dotés d'un ascenseur (R.G.P.T. — Concierges) (Interpellation de M. Hatry)			1652
Ecolabel (Directive européenne — Label belge) (Question orale de M. Cuyvers)			1810
Organisation de l'examen d'aptitude professionnelle des magistrats (Question orale de M. Vandenberghe)			1811
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage) (Interpellation de M. Cuyvers)			1855-1856
Mesures que doit prendre le Gouvernement pour obtenir d'Agusta le respect de ses engagements en matière de compensations (Interpellation de M. de Donnée)			1989-1990
Respect des clauses du contrat <i>Agusta A-109</i> , relatives aux compensations économiques (Interpellation de M. Vermeiren)			1989-1990
Ecoutes téléphoniques et perquisitions ordonnées chez des journalistes par la justice (Question orale de M. Pataer)			1999-2000
Vol à la tire par des mineurs d'âge (Interpellation de M. Deworme)			2024-2026
Situation dans les prisons (Interpellation de M. Foret)			2028-2031
Problématique des prisons surpeuplées (Interpellation de M. Laverge)			2028-2031
Enlèvements de véhicules effectués par une dépanneuse sur l'ordre du parquet (Question orale de M. Van Aperen)			2340
Sécurité de la famille du premier Ministre zairois (sur le territoire belge — Octroi de visa aux membres du « clan Mobutu ») (Question orale de M. Pataer)			2340-2341
Signification politique de la remise du procès Haemers, acquittement dans l'affaire Kirschen et conclusions politiques qu'il convient d'urgence d'en tirer (Question orale de M. Vandenberghe)			2341-2343
Traitement et enrichissement de l'uranium issu du retraitement des combustibles irradiés (Question orale de Mme Dardenne)			2345
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat Justifie son absence au Sénat			2489
Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers (Interpellation de M. Desmedt)			2507-2516
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier (Interpellation de M. Foret)			2507-2516
Escalade dans le monde pénitentiaire (Interpellation de M. Goovaerts)			2507-2516
Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature (Interpellation de M. Goovaerts)			2507-2516
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Interpellation de M. Goovaerts)			2507-2516

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wathelet (suite)</b>			
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire (Interpellation de M. Loones)			2507-2516
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire (Interpellation de M. Vandenberghe)			2507-2516
Article 792 du Code judiciaire (Notification des jugements des tribunaux du travail dans les affaires énumérées dans l'article 704 du même Code — Litiges relatifs à la sécurité sociale) (Question orale de M. Erdman)			2556-2557
Abus en matière de législation sur les baux (Question orale de M. Erdman)			2557-2558
Constatation d'infractions au Code de la route au moyen de caméras automatiques (Question orale de M. Loones)			2567
Retards successifs mis à entamer un débat sur la politique de l'énergie et absence apparente de politique du Gouvernement en la matière (Interpellation de M. Hatry)			2571-2573, 2574
Circonstances de la scission de la province de Brabant et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre (Interpellation de M. Goovaerts)			2638-2639, 2640
Conséquences de la scission de la province de Brabant sur la procédure de présentation d'un candidat à la présidence du tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 99 de la Constitution (Question orale de M. Desmedt)			2642
Problème du passage de drogue au poste-frontière belgo-néerlandais de Haseldonk (Question orale de M. Verreycken)			2938-2939
Exécution de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Fiscalité de l'épargne à long terme) (Question orale de Mme Gijsbrechts-Horckmans)			2939
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire (Jury d'assises)			3168
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation Discussion des articles			3171
Modification, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935			3174
Plans d'un nouveau Palais de Justice à Anvers (Question orale de M. Suykerbuyk)			3202-3203
Réorganisation du casier judiciaire (Question orale de M. Van Hooland)			3203
Application défectueuse de la législation sur la nationalité aux émigrés de la deuxième génération (Question orale de M. Pataer)			3204
Europol (Question orale de Mme Maes)			3296-3297
Compensations économiques liées au contrat <i>Agusta</i> (Question orale de M. Cooreman)			3297-3298
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse; Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse; Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans — Juridiction pénale compétente)			3371
Prêts Euratom (Question orale de Mme Dardenne)			3395-3396
Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice (Interpellation de M. Vandenberghe)			3423-3427
Initiatives susceptibles d'être prises à l'échelon juridique européen à l'occasion de la présidence belge du Conseil européen (Interpellation de M. Vandenberghe)			3428-3429
Mesures à prendre pour que l'Europe soit bien préparée à affronter la concurrence, notamment celle des Etats-Unis (Interpellation de Mme Mayence-Goossens)			3430-3433
Organisation d'une procédure de médiation pénale; Règlement à l'amiable en matière pénale			3745-3747
Intervention du parquet de Bruxelles lors d'un incident de circulation routière survenu à Watermael le 13 juin 1993 (Interpellation de M. Desmedt)			3794-3795
Retards considérables accumulés par le Ministre de la Justice dans la mise en place du dispositif belge de participation au système d'information Schengen (Commission Sirène) (Interpellation de M. de Donnée)			3796-3797

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wathelet (suite)</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Section : Justice			
Prescription des actions des prestataires de soins (Art. 2277bis du Code civil)			3913
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages			3928
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation			3941
Opportunité et légalité du système d'observation mobile (SOM) dans l'état actuel de la législation			
(Question orale de M. Van Belle)			3965-3966
Violation de la législation par certains marchands d'automobiles dans la zone du canal à Bruxelles			
(Question orale de M. Van Walleghem)			3966
Rôle du juge d'instruction en ce qui concerne les rixes qui ont lieu à la place Lemmens à Anderlecht (jeunes étrangers)			
(Question orale de M. Van Walleghem)			
<i>Voir</i> : M. Coëme			
Disparition du Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence			
(Question orale de M. Hatry)			
<i>Voir</i> : Mme Smet			
Commerce international de matériel de propagande nazie			
(Question orale de M. Pataer)			
<i>Voir</i> : Mme Smet			
Levée du secret médical en cas de violences physiques ou sexuelles ou de mauvais traitement infligés à des enfants			
(Question orale de M. Van Walleghem)			
<i>Voir</i> : Mme Smet			
Absence d'un texte néerlandais valable de la majeure partie du Livre III du Code de commerce et conséquences de cette absence			
(Question orale de M. De Croo)			
<i>Voir</i> : M. Tobbacq			
Retard mis à publier la liste des lauréats de l'épreuve d'aptitude à la magistrature			
(Question orale de M. De Croo)			
<i>Voir</i> : M. Tobbacq			
Poursuite de l'exécution des contrats passés entre la Synacom et la Société française Cogema de la Hague, en matière de retraitement des combustibles nucléaires usés			
(Question orale de M. Pataer)			
<i>Voir</i> : M. Tobbacq			
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux			
(Question orale de M. Taminiaux)			
<i>Voir</i> : M. Tobbacq			
<b>Weys, sénateur de l'arrondissement de Bruges</b>			
Modification de l'article 2, § 1, alinéas 1 et 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement			
Rapport	15925	362-2	
Entrepôts douaniers (Aspects qui ne sont pas prévus par les règlements C.E.E. : cautionnement, gestion du type F, peines)			
Rapport	16065	516-2	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 — Section 18 — « Finances »			
Rapport	16078	531-2	
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe			
Rapport	16123	578-2	905-907
Opérations sur certaines valeurs mobilières (Ouverture de l'accès au système de liquidation aux assujettis à l'impôt des personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales et extension de son fonctionnement à tous les titres à revenus fixes — Précompte mobilier)			
Rapport	16188	646-2	
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)			
Rapport	16197	656-2	
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail (Tribunaux du travail : Premiers substitués et substitués de l'auditeur du travail)			
Proposition de loi	16209	670-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wierinckx, sénateur de l'arrondissement de Louvain</b>			
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure) Amendements	16100	555-3	
Abrogation de l'article 72 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes (Modification de l'affectation des presbytères) Proposition de loi	16290	755-1	
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure); Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenition administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé) Discussion des articles			1787
Modification du titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire)			3088
<b>Willockx, Ministre des Pensions</b>			
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Nécessité d'un débat global pour les pensions			381
Allocation spéciale de chauffage			381
Activité autorisée des pensionnés			381
Assainissement de la sécurité sociale — Justice sociale			381, 382
Harmonisation des régimes de pensions			381
Responsabilisation des Communautés et des Régions en matière de pensions			381
Cinquième phase de l'harmonisation du régime de pension des indépendants			381
Personnes âgées démentes			382
Section: Intérieur			
Régime commun des pensions des administrations locales			422
Solidarité			422
Accord de principe sur une adaptation plus globale des pensions			422
Position de la Belgique quant à la pratique d'un examen de dépistage génétique lors de l'embauche des travailleurs (Question orale de M. Cuyvers)			1225-1226
Pensions des époux divorcés (Question orale de M. Anthuenis)			1226
Traitement de dossiers de pension de membres du personnel enseignant (Question orale de M. Eeman)			1801-1802
Situation en Somalie (Intervention humanitaire de l'O.N.U.) (Question orale de M. De Croo)			1995-1996
Possibilité de mise sous séquestre des biens du Président Mobutu (Question orale de M. Snappe)			1996
Réfugiés rwandais (Question orale de M. Benker)			1997
Délivrance d'extraits de registres de la population aux avocats et accès de ceux-ci au registre national (Question orale de M. Loones)			2527
Politique européenne concernant l'ex-Yougoslavie (Question orale de M. H. Van Rompaey)			2555-2556
Répercussions budgétaires en matière de pensions provenant de décisions unilatérales prises par l'Exécutif flamand (Conflit opposant le ministre flamand des Affaires sociales aux éducateurs des secteurs de la jeunesse et des handicapés) (Question orale de M. Hatry)			3207
Modification de l'article 2, § 1, alinéas 1 et 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement			3872
Dispositions sociales et diverses			
Section: Affaires sociales			
Transferts entre secteurs			3887, 3891
Non-indexation de la rente des pensions d'employés			3890-3892
Table ronde en matière de pensions			3891
Réserves des pensions			3891
Mauvaise gestion de l'O.S.S.O.M.			3891
Pensions du personnel nommé des administrations locales			3918-3919

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wintgens, sénateur de l'arrondissement de Verviers</b>			
Modification des articles 204 et 205 de la nouvelle loi communale et insertion d'un article 204bis dans la même loi (Nomination de gardes-champêtres) Proposition de loi	16314	781-1	
Sur la proposition du Président Ulburghs de respecter une minute de silence en mémoire des indiens d'Amérique, victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			11
Approbation du traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992			208-210
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signés à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990 à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991			1100-1103
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990			1100-1103
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>			1340-1341
Révision de la Constitution; Propositions de réforme de l'Etat Accord de la Saint-Michel			1354-1355, 1372-1375
Attribution de nouvelles compétences aux Communautés et aux Régions			1354, 1372
Réforme du Sénat			1354, 1373
Communauté française			1354-1355, 1373
Election directe des conseils			1372
Autonomie constitutive			1372
Scission de la province de Brabant			1372
Fusion de fait entre la Communauté française, la Région wallonne et les institutions bruxelloises			1373
Protection des minorités			1373
Parlement et gouvernement de législature			1373
Référendum			1373-1374
Transferts Nord-Sud			1374-1375
Révision de la Constitution. — Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1608
Révision de l'article 26 de la Constitution (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations; lois relatives à la responsabilité des ministres; budgets et comptes de l'Etat; forces armées)			1618
Justification de vote			
Révision de l'article 53 de la Constitution (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)			1731, 1732, 1734
Discussion des amendements			1829-1830
Justification de vote			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
<b>Wintgens (suite)</b>			
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			
Charge de la dette publique			2209
Assainissement des finances publiques			2209
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus)			2209-2210
Meilleure perception de l'impôt			2210
Lutte contre l'ingénierie fiscale			2210
Notion de « réalité économique »			2210
Mesures à prendre en matière de dépenses			2210
Risques qu'auraient comportés l'échec du Gouvernement			2210
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale			
Sur la prise en considération			2381
Révision de la Constitution (Réformes institutionnelles). — Déclaration au nom du groupe			
P.S.C. avant le vote final sur une série d'articles			2387
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et d'indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			
Indignation face au comportement de la Chambre			2488
Dispositions fiscales et financières			
Assainissement des finances publiques			3105
Mesure générale anti-abus de droit			3105-3106
Amélioration de la perception et du contrôle de l'impôt			3106
Taux réduit de l'impôt des sociétés			3106
Contribution complémentaire de crise			3106
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire)			
Justification de vote			3784-3785
Instauration d'une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi			3859-3860
Déclaration du Gouvernement (Politique générale)			
Hommage à S.M. le Roi Baudouin			4062
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4062-4063
Mise en œuvre de l'Union européenne			4063
Politique monétaire			4063
Relance de la compétitivité et de l'emploi			4063, 4064
Réforme du financement de la sécurité sociale			4064